



World Food
Programme

SAVING
LIVES
CHANGING
LIVES

Évaluation du plan stratégique de pays du PAM pour le Burkina Faso 2019-2023

Termes de référence

Mars 2022

Table des matières

1. Informations générales	4
1.1. Introduction	4
1.2. Contexte	4
2. Motifs de l'évaluation	16
2.1. Raison d'être.....	16
2.2. Objectifs.....	16
2.3. Analyse des parties prenantes	16
3. Sujet de l'évaluation.....	18
3.1. Sujet de l'évaluation	18
3.2. Portée de l'Evaluation.....	24
4. Approche, méthodologie et considérations éthiques de l'évaluation.....	25
4.1. Questions et critères de l'évaluation	25
4.2 Approche de l'évaluation et méthodologie	26
4.3. Étude d'évaluabilité	28
4.4. Considérations éthiques	29
4.5. Assurance qualité	30
5. Organisation de l'évaluation	31
5.1. Étapes et produits livrables	31
5.2. Composition de l'équipe d'évaluation	32
5.3. Rôles et responsabilités	33
5.4. Considérations relatives à la sécurité.....	33
5.5. Communication	33
5.6. Budget.....	34
Annexes.....	35
Annexe 1 : Carte des bureaux du PAM dans le Burkina Faso en 2021	35
Annexe 2 : Fiche d'information sur le Burkina Faso	36
Annexe 3 : Matrice de résultats du cadre de coopération du PNUAD (2018-2020, prolongé à 2022)	39
Annexe 4: Présence du PAM au Burkina Faso au cours des années précédant 2018	40
Annexe 5 : Lignes de visée des PSPP-T et PSP	43
Annexe 6 : Contenus principaux des révisions budgétaires du PSPP-T et PSP	45
Annexe 7 : Analyse détaillé du budget	48
Annexe 8 : Informations clés sur les bénéficiaires et les transferts.....	50
Annexe 9 : Analyse préliminaire des parties prenantes	60
Annexe 10 : Étude d'évaluabilité	64
Annexe 11 : Calendrier	67
Annexe 12: Plan de communication et de gestion des connaissances.....	71

Annexe 13 : Modèle de matrice d'évaluation	79
Annexe 14 : Termes de référence du groupe de référence interne pour l'évaluation du plan stratégique de pays	84
Annexe 15 : Version approuvée du plan stratégique de pays.....	87
Annexe 16 : Bibliographie	88

1. Informations générales

1. Les présents termes de référence ont été préparés par le Bureau de l'évaluation du Programme alimentaire mondial (PAM) sur la base d'un examen initial des documents et d'une consultation avec les parties prenantes.
2. Les termes de référence visent à fournir des informations clés sur l'évaluation aux parties prenantes, à orienter le travail de l'équipe d'évaluation et à préciser quelles sont les attentes lors des différentes étapes de l'évaluation. Leur structure est la suivante : la section 1 fournit des informations sur le contexte ; la section 2 présente la raison d'être, les objectifs, les parties prenantes et les principaux utilisateurs de l'évaluation ; la section 3 contient le portefeuille du PAM et définit la portée de l'évaluation ; la section 4 détaille l'approche et la méthodologie de l'évaluation ; et la section 5 fournit des informations sur l'organisation de l'évaluation. Les annexes fournissent des informations supplémentaires.

1.1. INTRODUCTION

3. Les évaluations des plans stratégiques de pays portent sur la totalité des activités menées par le PAM pendant une période donnée. Leur objectif est double : 1) collecter des éléments de preuve et des enseignements concernant la performance des décisions stratégiques du PAM à l'échelle du pays, particulièrement en vue d'élaborer le prochain plan stratégique de pays ; et 2) permettre de rendre compte des résultats aux parties prenantes du PAM. Obligatoires pour tous les plans stratégiques de pays (PSP), ces évaluations sont effectuées conformément à la politique du PAM en matière de PSP et à sa politique d'évaluation.

1.2. CONTEXTE

Présentation générale

4. Enclavé en zone sahélienne, le Burkina Faso a une superficie totale de 274 220 km² ayant des frontières communes avec le Mali, le Niger, le Bénin, le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire¹ (voir carte géographique en [annexe 1](#)). Le pays est subdivisé en 13 régions administratives et territoriales, elles-mêmes divisées administrativement en 45 provinces. Ouagadougou, la capitale, est la plus grande ville du pays.
5. Le Burkina Faso est un état démocratique, unitaire et laïc. Depuis l'indépendance en 1960, le Burkina Faso a connu une succession de coups d'état jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Blaise Compaoré en 1987. Ce dernier fait adopter une Constitution démocratique par référendum en 1991 et se maintient au pouvoir pendant 27 ans, avant d'être renversé en 2014. Le président du Burkina Faso depuis 2015, Roch Marc Christian Kaboré, a été renversé par l'armée, lundi 24 janvier 2022. Ces dernières années, le pays est confronté à la montée de la violence extrémiste et des conflits intercommunautaires².
6. Avec 21,5 millions d'habitants, la majorité de la population est âgée de 15 à 64 ans (53,5 pour cent), suivie par des enfants âgés de moins de 14 ans (44,1 pour cent) et des personnes âgées de 65 ans et plus (2,4 pour cent)³. Les femmes représentent la moitié (50 pour cent) de la population Burkinabé⁴, dont plus de la moitié (69,39 pour cent) vit en milieu rural⁵. L'espérance de vie à la naissance est de 62,5 ans⁶, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est de 87,5⁷ et le taux de mortalité maternelle est de 320 décès pour 100 000 naissances vivantes⁸. Le taux de fécondité est de 5 enfants par femme⁹. Les personnes handicapées représentent 1,2 pour cent¹⁰. La plupart d'entre elles ne bénéficient quasiment

¹ Banque Mondiale. 2018. Superficie totale (km²).

² Larousse. 2021. *Encyclopédie pays*.

³ UNFPA. 2021. *Population mondiale : Burkina Faso*.

⁴ Banque Mondiale. 2020. *Population, femmes*.

⁵ Banque Mondiale. 2020. *Population rurale*.

⁶ UNFPA. 2021. *Population mondiale : Burkina Faso*.

⁷ Banque Mondiale. 2019. *Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)*.

⁸ UNFPA. 2021. *Population mondiale : Burkina Faso*.

⁹ Ibid.

¹⁰ Ibid.

d'aucun accompagnement médical, se retrouvent en situation d'exclusion et de pauvreté et il leur est difficile d'accéder pleinement à l'éducation, la formation professionnelle et l'emploi ¹¹.

7. La population est constituée de 60 groupes ethniques, y compris des Mossi, Gourmantché, Peul, Bissa, Gourounsi, Lobi, Sénougo, Samo, Marka et des Bobo. Les religions principales sont l'Islam (60,5 pour cent), le catholicisme (19 pour cent), l'animisme (15,3 pour cent) et le protestantisme (4,2 pour cent) ¹². La langue officielle est le français mais l'usage d'au moins quatre-vingts autres langues y est courant, dont les principales sont le Mooré, le Fulfudé et le Dioula¹³.
8. Le pays, à bas revenu et aux ressources naturelles limitées, est classé 182^e sur 189 pays selon l'indice de développement humain (IDH) ¹⁴. Son produit national brut (PNB) est de 16 505 millions d'USD—le plaçant en septième place sur seize en Afrique de l'Ouest— ¹⁵, tandis que son produit intérieur brut (PIB) par habitant est de 830,9 d'USD ¹⁶. Le taux du chômage est de 4,7 pour cent ¹⁷, et parmi la population active, 94,6 pour cent travaillent dans le secteur informel ¹⁸. Des inégalités dans l'emploi persistent au détriment des femmes et des jeunes en termes d'accès, de nature d'emploi et de revenu ¹⁹. L'accroissement et la jeunesse de la population active présentent des défis en termes d'éducation et de création d'emplois ²⁰. Seuls 7,5 pour cent des citoyens bénéficient d'une protection sociale ²¹. L'insécurité foncière affecte 44 pour cent de la population²².
9. L'inégalité au Burkina Faso est élevée, avec un coefficient de Gini de 35,3 ²³. 41,4 pour cent de la population vit en dessous du seuil de pauvreté national (1,90 d'USD par jour) et 84,2 pour cent vit dans une situation de pauvreté multidimensionnelle ²⁴. Par rapport au reste du pays, les régions où l'incidence de la pauvreté est la plus élevée sont le Sahel, le Nord, le Centre-Nord et le Boucle du Mouhoun ²⁵. Ceci s'explique en partie par l'enclavement des principales zones de production et l'éloignement des zones dites de consommation situées au nord du pays, qui constitue un frein à l'approvisionnement de ces dernières, notamment en période pluvieuse.

Contexte régional

10. Au cours des trois dernières années, des attaques perpétrées par des groupes armés liés à des réseaux criminels, qui opèrent dans toute la région, se multiplient dans le nord du Burkina Faso. Le PAM a déclaré en mai 2018 que le Sahel central était une situation d'urgence préventive de niveau 3 (L3) — son niveau le plus élevé ²⁶, et mis en œuvre sa première intervention d'urgence préventive à travers le Sahel. L'insécurité croissante dans les régions du Centre-Nord, de l'Est, du Nord, du Sahel et de la Boucle du Mouhoun a fortement détérioré la situation humanitaire depuis le début de 2019 ²⁷, tel que le Gouvernement du Burkina Faso (GBF) a décrété l'état d'urgence dans un tiers du pays. En mai 2019 le PAM a élevé au niveau d'urgence L2 certaines de ses interventions dans le pays, puis, à partir de septembre 2019, la réponse d'urgence du PAM au Sahel Central est passée au niveau L3 ²⁸, plaçant le Burkina Faso au cœur d'une réponse régionale d'urgence pour le Sahel encore active fin 2021 ²⁹.

¹¹ Handicap International. 2021. *Burkina Faso : profil*.

¹² INSD. 2006. *Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH)*.

¹³ Yoda, L. A. 2010. *Traduction et plurilinguisme au Burkina Faso*.

¹⁴ PNUD. 2020. *Rapport mondial sur le développement humain*.

¹⁵ Banque Mondiale. 2020. *Rang du RNB (calculé selon la méthode Atlas)*.

¹⁶ Banque Mondiale. 2020. *PIB par habitant (USD courants)*.

¹⁷ OIT Stat. 2018. *Burkina Faso*.

¹⁸ OIT. 2020. *The Transition from the Informal to the Formal Economy in Africa*. Document d'information N°2.

¹⁹ Kobiané, J. F., Ouili, I., Guissou, S. 2020. *État des lieux des inégalités multidimensionnelles au Burkina Faso*.

²⁰ OCDE. 2018. *Étude pays SIGI-Burkina Faso*.

²¹ OIT. 2020. *Supporting Burkina Faso and Senegal to promote social protection*.

²² Prindex. 2018. *Burkina Faso*.

²³ PNUD. 2020. *Rapport mondial sur le développement humain*.

²⁴ *Ibid.*

²⁵ UNICEF. 2017. *Genre et pauvreté au Burkina Faso*.

²⁶ PAM. 2019. *Internal Audit of WFP's Level 3 Emergency Response for the Sahel*.

²⁷ PAM. 2019. *Rapport annuel par pays*.

²⁸ PAM. Septembre 2019. *Executive Director Decision Memorandum, Activation of WFP Level 3 Emergency Response for Central Sahel*.

²⁹ PAM. Février 2020. *Executive Director Decision Memorandum, Extension of the WFP Level 3 Emergency Response for Central Sahel*.

11. Dans ce contexte, l'insécurité alimentaire a atteint des sommets sans précédents dans la région. Si l'on compare avec les moyennes des 5 dernières années, l'insécurité alimentaire aiguë y avait augmenté de 225 pour cent en 2020³⁰. En 2021, dans la zone transfrontalière au Mali, Burkina Faso et Niger, 3,39 millions de personnes se trouvent dans une situation de crise. De fait, les déplacements au Burkina Faso ont été multipliés par 164 entre janvier 2018 et septembre 2021³¹. La situation d'urgence a aggravé les vulnérabilités déjà présentes dans la région, notamment les niveaux élevés de malnutrition et le manque d'accès à une eau salubre et à des installations d'assainissement³².

Politiques nationales en rapport avec les objectifs de développement durable (ODD)

12. Le Plan national de développement économique et social 2021-2025 (PNDES-II) ambitionne de « rétablir la sécurité et la paix, renforcer la résilience de la nation et transformer structurellement l'économie burkinabè, pour une croissance forte, inclusive et durable »³³. Le PNDES-II succède au PNDES (2016-2020) autour des quatre axes stratégiques suivants : (1) Consolider la résilience, la sécurité, la cohésion sociale et la paix ; (2) Approfondir les réformes institutionnelles et moderniser l'administration publique ; (3) Consolider le développement du capital humain et la solidarité nationale ; et (4) Dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois³⁴.

13. Le PNDES-II s'aligne sur de nombreux agenda et politiques sectorielles nationaux et cadres de développement internationaux tels que l'Agenda 2030³⁵. Le Rapport national volontaire (RNV) de 2019 montre les efforts du pays pour l'atteinte des ODD notamment, dans les domaines de l'éducation, de l'accès à l'eau potable, de la lutte contre le VIH/SIDA, de gouvernance et de renforcement des capacités de production. Néanmoins, le Burkina Faso reste confronté à de nombreux obstacles, dont :

- a) L'instabilité sociopolitique sous-régionale ;
- b) Les aléas climatiques ;
- c) La forte vulnérabilité de l'économie face aux chocs externes ;
- d) Les limites imposées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les actions visant la croissance économique et la réduction de la pauvreté et la faim ;
- e) L'absence d'un registre unique des personnes vulnérables pour leur prise en charge ;
- f) Les contraintes pour l'indépendance économique des femmes et les appréhensions traditionnelles contre l'égalité des sexes, entre autres.

Nutrition et sécurité alimentaire

14. En 2020, le Burkina Faso se classe au 91^{ème} rang sur 116 dans l'Indice de la faim dans le monde (GHI), ce qui le positionne dans une situation qualifiée de 'grave', une situation cependant améliorée depuis 2000, lorsque le pays était classé à un niveau de faim 'alarmante' (note de 44,9)³⁶. La prévalence de la sous-alimentation dans la population a également diminué en passant de 17,5 pour cent en 2004-2006 à 14,4 pour cent en 2018-2020. Toutefois, du fait de la situation d'urgence au nord du pays, la prévalence de l'insécurité alimentaire grave a augmenté de 10 à 15,4 pour cent (3,3 millions de personnes) pendant la même période³⁷.

15. L'insécurité alimentaire au Burkina Faso est le produit de multiples facteurs, parmi lesquels la pauvreté, les inégalités et la faiblesse des systèmes de protection sociale, des infrastructures et des chaînes d'approvisionnement qui connectent mal les zones de production aux marchés ; et une production agricole déficitaire. A cela s'ajoutent le prix élevé des denrées alimentaires, partiellement importées, et les conséquences de chocs climatiques de plus en plus prégnants³⁸.

³⁰ UNICEF. 2020. *Au Sahel Central, les enfants font face à l'insécurité alimentaire*.

³¹ HCR. Septembre 2021. *Portail opérationnel : Burkina Faso*.

³² PAM. Décembre 2020. *WFP Central Sahel Situation Report*.

³³ Gouvernement du Burkina Faso. 2021. *PNDES-II*.

³⁴ GBF. 2021. *Bilan PNDES 2016-2020*.

³⁵ Le Burkina Faso s'est engagé à l'agenda 2030 en septembre 2015.

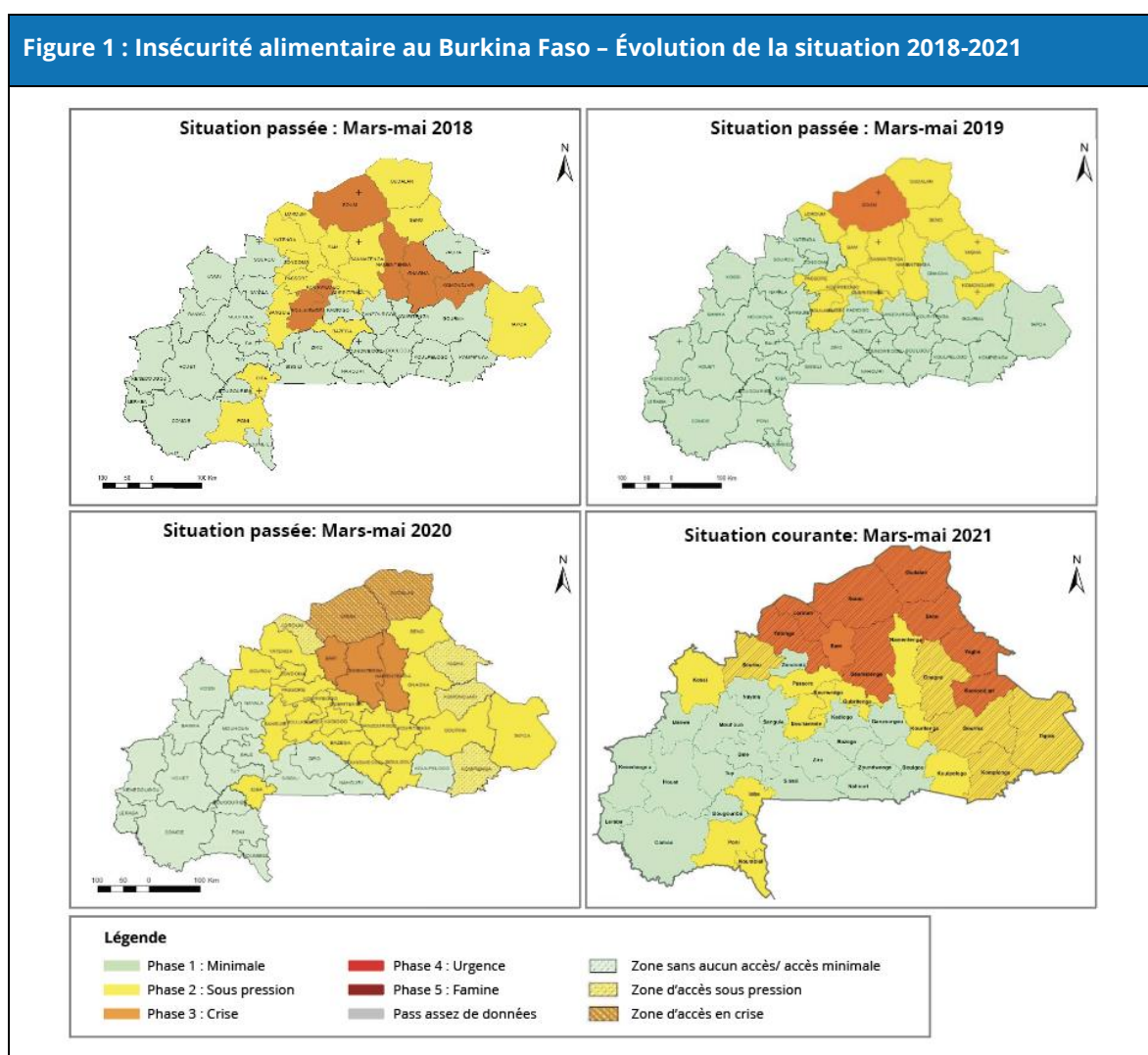
³⁶ Indice de la faim dans le monde. 2021.

³⁷ FAO. 2021. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*.

³⁸ PAM Burkina Faso. 2019. *Plan stratégique de pays (2019-2023)*.

16. La malnutrition est par ailleurs un problème de santé publique chronique au Burkina Faso : la prévalence de la malnutrition aiguë globale est passée de 8,4 pour cent en 2018 à 9,1 pour cent en 2020 avec des disparités régionales telles que dans le Sahel où la prévalence est au-delà du seuil d'urgence de l'OMS (15 pour cent). Selon les analyses de prévalence de la malnutrition chez les enfants d'âge préscolaire (0-59 mois) de l'Enquête Nutritionnelle Nationale SMART 2020, 24,9 et 8,0 pour cent des enfants souffrent respectivement de retard de croissance modéré et sévère, 9,1 pour cent souffrent d'émaciation modérée et 1,0 pour cent d'émaciation sévère, tandis que 1,9 pour cent sont obèses³⁹. Selon les dernières données disponibles, 72,5 pour cent des femmes enceintes et 83,4 pour cent des enfants de moins de cinq ans souffrent d'anémie ferriprive⁴⁰.
17. Selon l'analyse et l'estimation du Cadre Harmonisé (CH) des populations en insécurité alimentaire de 2021 (Figure 1), 20 provinces du pays sont en phase minimale ; 16 provinces sont sous pression et 9 provinces sont en crise : 4 provinces de la région du Sahel (Soum, Séno, Oudalan et Yatenga), 2 provinces du Centre-Nord (Bam et Sanmatenga), 2 provinces du Nord (Loroum et Yatenga), et 1 province de l'Est (Komandjari). En mars-mai 2021, il n'y avait pas de provinces en phase 4 (urgence) ni en phase 5 (famine).

Figure 1 : Insécurité alimentaire au Burkina Faso – Évolution de la situation 2018-2021



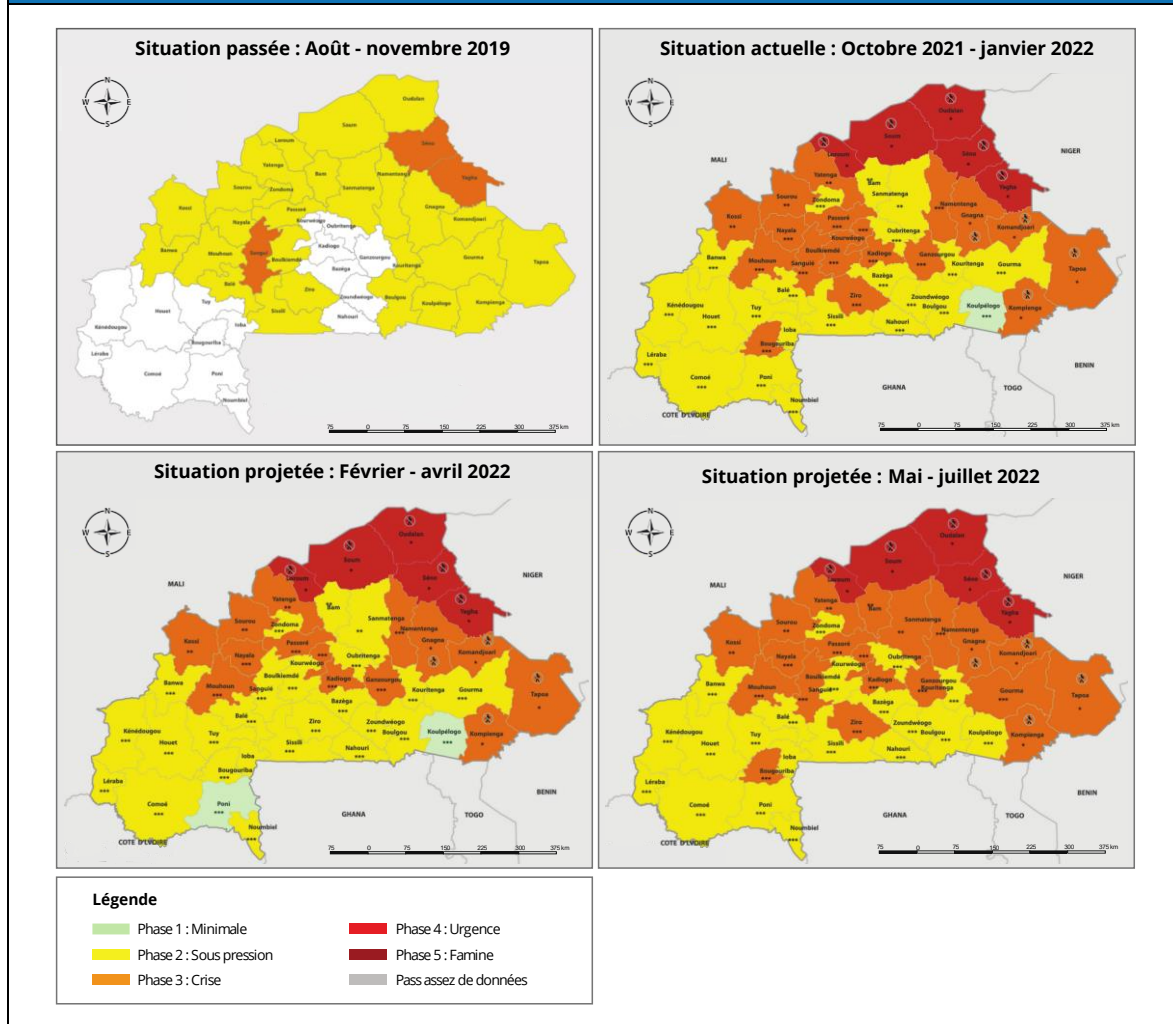
18. En ce qui concerne la malnutrition, selon l'analyse du CH entre octobre 2021 et janvier 2022 (Figure 2), 5 des 45 provinces du Burkina Faso souffraient de malnutrition aiguë d'urgence (phase quatre), affectant 500 000 personnes. Sur ces personnes, 11 000 étaient qualifiées comme exposées à un risque de

³⁹ Ministère de la santé. 2020. *Enquête nutritionnelle nationale*.

⁴⁰ Ministère de la santé. 2020. *État de santé de la population du Burkina Faso 2019*. Données de 2014.

situation catastrophique (phase 5)⁴¹. 18 des 45 provinces sont en phase de crise (phase trois), 21 provinces sont en situation d'alerte (phase 2) et 1 province a une situation de malnutrition aiguë minimale (phase 1)⁴².

Figure 2 : Malnutrition aiguë au Burkina Faso – Situation en octobre 2021 – janvier 2022 et projections pour la période février-juillet 2022



Source : IPC .2022. *Analyse du Cadre harmonisé*. Données collectées le 25 janvier 2021.

19. Agriculture

20. Le secteur agricole au Burkina Faso contribue pour 20.4 pour cent au produit Intérieur Brut (PIB) du pays et emploie 80 pour cent de la population active. La production agricole est dominée par les céréales (essentiellement par le sorgho, le mil, le maïs et le riz), le coton et l'élevage. La plupart des agriculteurs pratiquent l'agriculture à petite échelle dont dépend leur sécurité alimentaire⁴³. 83 pour cent des femmes travaillent dans le secteur agricole et, par leur production, assurent 75 pour cent de la consommation alimentaire des ménages⁴⁴, ce malgré un accès limité à la terre et aux ressources productives.

21. La soutenabilité d'un système de production basé sur l'agriculture familiale est menacée par des rendements stagnants résultant notamment des crises périodiques sur les marchés céréaliers avec des

⁴¹ UNOCHA. 2021. Aperçu humanitaire mondial.

⁴² Cadre Harmonisé. 2021. Burkina Faso, Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire aiguë actuelle, octobre 2020 – janvier 2021.

⁴³ Banque Mondiale. 2020. *Fiche pays*.

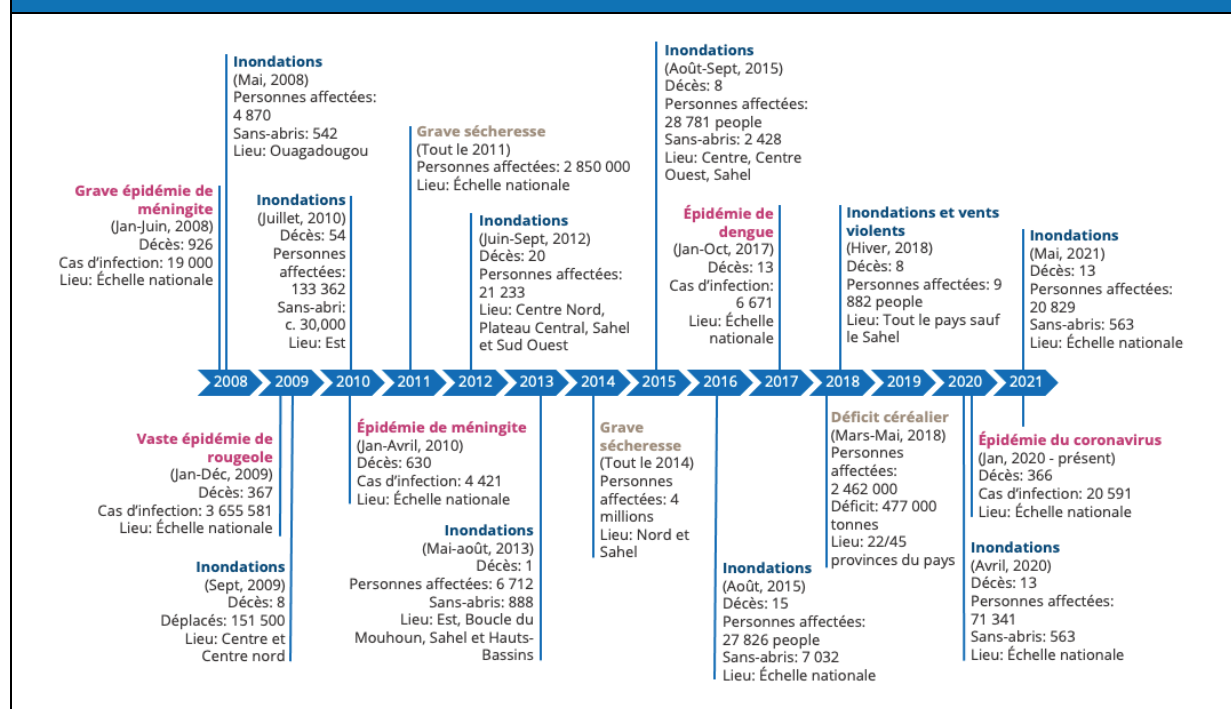
⁴⁴ Partnership for Economic Policy. 2019. *Politiques agricoles, emploi et revenu des femmes au Burkina Faso*.

tendances haussières⁴⁵, du faible accès aux crédits agricoles, de la faible maîtrise de l'eau et des aléas parasites et climatiques qui pèsent sur les petits agriculteurs, maintenant aussi affectés par l'insécurité. La pression foncière croissante a conduit à un taux alarmant de déforestation. La surexploitation agricole, souvent en monoculture, et le surpâturage ont épuisé les nutriments du sol et provoqué l'érosion. Avec seuls 18 % des terres disponibles adaptées à l'agriculture et des pertes après récolte estimées à plus de 30 %, le système agroalimentaire insuffisamment diversifié ne permet pas d'assurer la sécurité alimentaire, nutritionnelle et la santé de la population burkinabè⁴⁶. La faiblesse du secteur est accentuée par un faible capacité d'investissement, impactant négativement infrastructures productives et services agricoles⁴⁷ et par la violence entre agriculteurs et éleveurs dans le nord du pays. Ces conflits sont souvent liés à l'occupation des terres, à la compétition pour l'accès aux ressources, aux dégâts dans les champs, ainsi qu'aux changements climatiques, la déforestation, la pression démographique, les inégalités sociales croissantes, les préjugés cultures, entre autres. Des groupes terroristes ont exploité ces tensions intercommunautaires pour intensifier le recrutement, compliquant le paysage de la sécurité⁴⁸.

Changement climatique et vulnérabilité

22. Le climat du Burkina Faso est divisé en trois zones climatiques : une zone sahélienne au nord, une zone soudano-sahélienne au centre, et une zone soudanienne au sud⁴⁹. Le pays est confronté à des problèmes environnementaux majeurs, résultant des effets combinés du changement climatique et des pratiques agricoles non-soutenables, générant inondations, la sécheresse, désertification et pollution des eaux. Ces problèmes pourraient s'intensifier à l'avenir⁵⁰. Les défis liés à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement notamment restent importants au Burkina Faso : la crise de l'eau affecte six des treize régions du pays⁵¹. La Figure 3 présente les catastrophes naturelles récentes.

Figure 3 : Burkina Faso, catastrophes naturelles récentes (2008 - 2021)



⁴⁵ PAM. 2021. *Étude approfondie des marches agricoles et de l'enquête MFI au Burkina Faso (2011-2020)*.

⁴⁶ FAO. 2021. *Activer la transformation durable et inclusive de nos systèmes alimentaires*. Burkina Faso.

⁴⁷ FAO, PAM, FIDA. 2014-2020. *Projet pour l'intégration des initiatives de réduction des pertes alimentaires pour les petits exploitants dans les zones à déficit vivrier*.

⁴⁸ Brottem, L. (2021). *La complexité croissante des conflits entre agriculteurs et éleveurs en Afrique de l'Ouest et centrale*. Centre d'études stratégiques de l'Afrique : Bulletin de la sécurité africaine n°39.

⁴⁹ Climate Analytics. 2019. *Étude de l'impact des changements climatiques futurs sur les ressources en eau au Burkina Faso*.

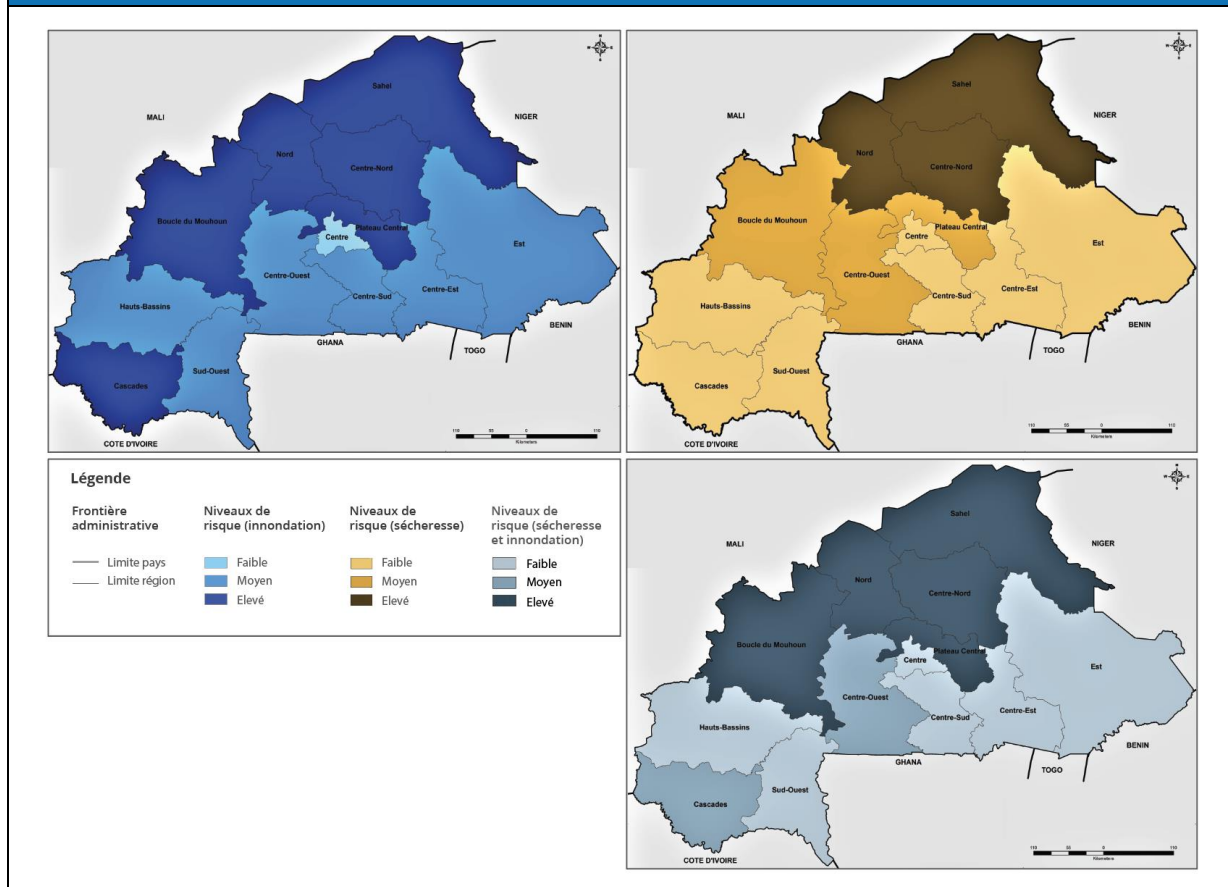
⁵⁰ CIA. 2021. *The World Factbook : Burkina Faso*.

⁵¹ Médecins sans frontières. 2021. *Burkina Faso : How conflict and climate change are worsening a water crisis*.

Source : réalisé par OEV à partir des données de la Banque Mondiale (2021)⁵²

23. La Figure 4 montre l'occurrence cumulative des sécheresses et des inondations au Burkina Faso au cours des quarante dernières années.

Figure 4 : Burkina Faso, risques de sécheresse et d'inondation (1980-2020)



Source : PAM Burkina Faso. Mai 2017. *Cartes des risques de sécheresse et d'inondation*.

Éducation

24. La loi d'orientation de l'éducation (2007) rend l'enseignement de base obligatoire et gratuit pour les enfants de 6 à 16 ans ⁵³. Au primaire (6 à 11 ans), 21 pour cent des garçons et 22 pour cent des filles ne sont pas scolarisés ; une part qui augmente au secondaire (12 à 15 ans), concernant 48 pour cent des garçons et 44 pour cent des filles, et encore plus au niveau supérieur (16 à 18 ans) avec 67 pour cent des garçons et 65 % des filles non scolarisés⁵⁴. Ces dernières années, la mise en œuvre des politiques d'accélération de la scolarisation des filles (l'octroi de bourses d'études et l'accroissement de l'offre scolaire) a permis de réduire considérablement les inégalités sexo-spécifiques en matière d'accès à l'éducation, mais le problème de maintien à l'école se pose, et les filles sont plus défavorisées que les garçons ⁵⁵. Au primaire, le taux brut d'achèvement est de 32 pour cent pour les garçons et 29 pour cent pour les filles. Au secondaire, 13 pour cent pour des garçons et 6 pour cent pour des filles achèvent ses études ⁵⁶. Les disparités entre garçons et filles renvoient généralement à une série de facteurs qui sont d'ordre historico-politique, économique, pédagogique, et socioculturel tels que la division des rôles domestiques, les pratiques matrimoniales et la gestion des ressources ⁵⁷.

⁵² Banque Mondiale. 2021. *Climate Knowledge Portal: Burkina Faso, vulnerability*.

⁵³ Gouvernement du Burkina Faso (GBF). 1991. *Constitution du Burkina Faso*.

⁵⁴ UNICEF. 2021. *La Situation des enfants dans le monde*. Données pour 2013-2019.

⁵⁵ Gnomou-Thiombiano, B., Kaboré, I. (2017). *Inégalités dans l'éducation au post-primaire au Burkina Faso*.

⁵⁶ UNICEF. 2021. *La Situation des enfants dans le monde*. Données pour 2010-2019.

⁵⁷ UNICEF. 2019. *Quand les bourses d'étude maintiennent les filles à l'école dans la région du Sahel*.

25. Le taux de réussite scolaire dans le primaire est de 32 pour cent pour les garçons et de 29 pour cent pour les filles ; 13 pour cent des garçons et 6 pour cent des filles de 12 à 15 ans ne réussissent pas à terminer leurs études secondaires et seulement 6 pour cent des jeunes hommes et 2 pour cent des jeunes femmes terminent leurs études supérieures. Le taux d'alphabétisme au Burkina Faso est de l'ordre de 62 pour cent pour les hommes et de 55 pour cent pour les femmes ⁵⁸.
26. En 2012, le GBF a adopté sa première Politique nationale de protection sociale (PNPS) qui prévoit la « couverture de toutes les écoles et structures d'éducation préscolaire en cantines scolaires » ⁵⁹. Face à l'insuffisance des ressources que le GBF a pu allouer à cet objectif, le Ministère en charge de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (MENAPLN) a encouragé la mise en place de cantines endogènes. Ces cantines visent à devenir autonomes en s'appuyant sur une stratégie de développement interne et local basé sur une forte participation des communautés ⁶⁰. À la date du 31 décembre 2021, les attaques des Groupes Armés Non Étatiques ciblant particulièrement les établissements scolaires ont entraîné la fermeture de 3 280 structures éducatives soit 13,09% des structures du pays, affectant 511 221 élèves et 14 901 enseignants.

Genre

27. L'indice d'inégalité de genre place le Burkina Faso au 147^{ème} rang sur 162 pays en 2020. Le taux d'activité féminine est de 38 pour cent (contre le 53 pour cent pour les hommes) ⁶¹. Le pourcentage de sièges parlementaires occupés par des femmes (13,4) est bien inférieur au taux de l'Afrique subsaharienne (24 pour cent) ⁶². Les mariages précoces (51,6 pour cent avant l'âge de 18 ans et 10,2 pour cent avant l'âge de 15 ans) ⁶³ et les grossesses précoces (28 pour cent) persistent ⁶⁴. Le taux de prévalence des violences basées sur le genre (VBG) dans le couple est de 11,5 pour cent. 44 pour cent des femmes Burkinabés justifient les VBG ⁶⁵. L'excision affecte 75,8 pour cent des femmes ⁶⁶ malgré le fait que cette pratique est interdite depuis 1996 ⁶⁷.
28. En dépit de mesures de discrimination positives prévues pour permettre et favoriser l'accès des femmes à la terre rurale (telles que la Loi sur la Réorganisation Agraire et Foncière qui régit le régime foncier), dans la pratique ce sont les lois communautaires qui prévalent et les femmes dépendent de leur époux qui détient la terre, décide de son utilisation et y répartit le travail des membres de la famille ⁶⁸. 92 pour cent des propriétaires de maisons et 92 pour cent des propriétaires de terres sont des hommes ⁶⁹. Au Burkina Faso, les femmes ont un accès restreint à la formation, à la terre, au bétail, aux ressources productives, au crédit et aux marchés ⁷⁰.

Migrants, réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur du pays

29. En raison de sa position géographique, le Burkina Faso sert de couloir migratoire entre pays littoraux et enclavés. Le Gouvernement est confronté à des défis de gestion des flux migratoires ⁷¹. En décembre 2021, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) dénombrait 25 008 réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés, dont 98,2 pour cent étaient Maliens. Poussés par des raisons économiques, naturelles ou politiques, des millions de Burkinabè émigrent aussi, surtout vers les pays voisins ⁷².
30. Le nombre de déplacés internes ont fortement augmenté ces dernières années, passant de 8 665 déplacés au 31 janvier 2018 à 1 579 976 déplacés en décembre 2021 — faisant de cette situation l'une des crises de déplacés internes les plus pressantes au niveau mondial. Parmi les déplacés internes

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ GBF. 2015. *Politique nationale de protection sociale*.

⁶⁰ AGIR. 2019. *Burkina Faso : Cantines endogènes à l'école primaire*.

⁶¹ Banque Mondiale. 2018. Taux d'activité, femmes (% de la population féminine âgée de 15 ans et plus) (estimation nationale).

⁶² PNUD. 2020. *Rapport mondial sur le développement humain*.

⁶³ UN Women. 2021. *Women Count : Burkina Faso*.

⁶⁴ UNICEF. 2021. *La Situation des enfants dans le monde*. Données pour 2013-2019.

⁶⁵ OECD. 2019. *Indice Institutions sociales et Égalité homme-femme*.

⁶⁶ PNUD. 2020. *Rapport mondial sur le développement humain*.

⁶⁷ FNUAP. 2013. Évaluation conjointe du Programme FNUAP-UNICEF sur les mutilations génitales féminines.

⁶⁸ FAO. 2020. *Base de données Genre et le Droit à la Terre*.

⁶⁹ OECD. 2019. *Indice Institutions sociales et Égalité homme-femme*.

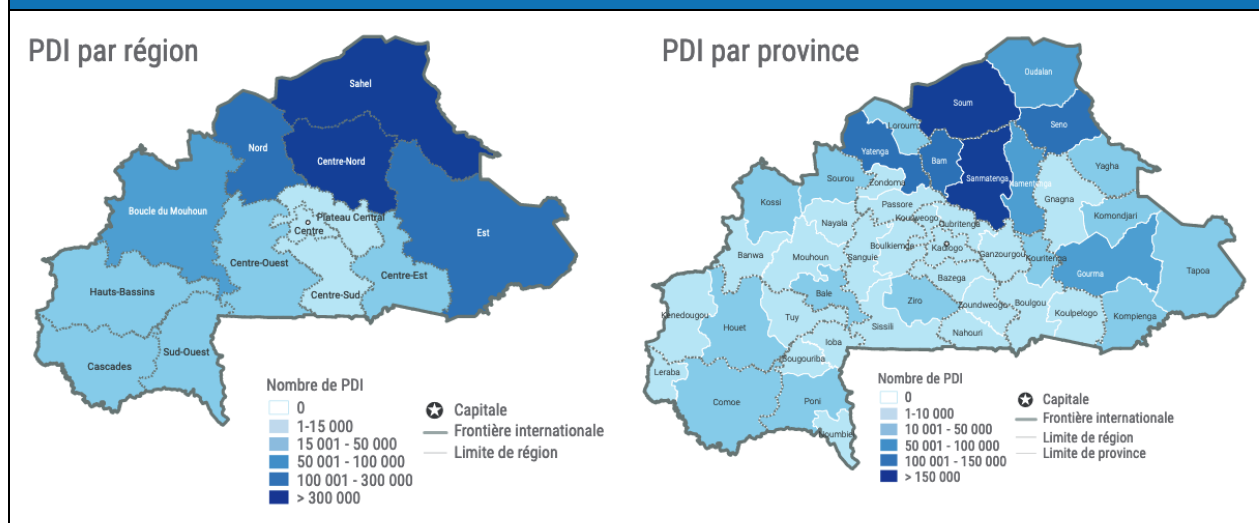
⁷⁰ AFC. 2016. *Profil Genre Pays : Burkina Faso*.

⁷¹ OIM. 2021. *Profil du Burkina Faso*.

⁷² OIM. 2021. *Migration en Afrique de l'Ouest et du Nord et à travers la Méditerranée - Chapitre 33*. Données collectées le 3 novembre 2021.

enregistrés, 35,8 pour cent sont dans le Centre-Nord; 32,5 pour cent au Sahel; 10,5 pour cent au Nord; 9,4 pour cent dans l'Est; 3,2 pour cent dans le Boucle du Mouhoun, et 8,7 pour cent sont répartis dans le reste du pays ⁷³ (Figure 5).

Figure 5 : Burkina Faso, situation des personnes déplacées internes (PDI) par région et par province



Source : OCHA. Décembre 2021. *Situation des personnes déplacées internes (PDI)*.

Protection humanitaire

31. Avec la détérioration sans précédent de la situation humanitaire depuis 2019, de nombreuses personnes ont été contraintes de fuir leur domicile, provenant en majorité des régions suivantes : Centre-est, Est, Sahel, Centre-nord, Nord et Boucle du Mouhoun⁷⁴. De nombreux incidents sécuritaires (affrontements violents, assassinat, torture ou enlèvement, pillages, extorsions de biens ou menaces contre les populations civiles) ont été enregistrés ⁷⁵. Plus d'un-tiers des enfants (34 pour cent) sont en risque de recrutement par des groupes armés et 1 pour cent des enfants déplacés sont non-accompagnés ⁷⁶. L'insuffisance de solutions de protection adéquates, notamment juridique et judiciaire, face à ces situations, augmente la vulnérabilité des populations aux diverses menaces.

32. L'[annexe 2](#) fournit un certain nombre d'informations et indicateurs additionnelles sur la situation du pays.

Contexte logistique et d'approvisionnement

33. La majorité (70-80 pour cent) de l'aide humanitaire est achetée sur le marché local burkinabé, l'achat d'équipements techniques se faisant à l'international. L'entreposage est assuré soit par des services nationaux, soit par le secteur privé y compris au niveau régional⁷⁷. La gestion logistique au Burkina Faso est en partie contrainte par des déficiences structurelles liées à la coordination, la gestion d'informations ; une faible mutualisation des ressources logistiques entre les acteurs et une expertise limitée en logistique humanitaire d'urgence ⁷⁸. Par ailleurs, le mauvais état des routes limite l'accessibilité de certaines zones, rendue encore plus incertaine en saison de pluies (mai-octobre). A cela s'ajoute, la situation sécuritaire dans le nord du pays comme entrave significative à l'accès humanitaire et source de contraintes logistiques additionnelles.⁷⁹

Pandémie de COVID-19

⁷³ HCR. Décembre 2021. *Portail opérationnel : Burkina Faso*.

⁷⁴ UN-OCHA. 2021. *Aperçu des besoins humanitaires – Burkina Faso*.

⁷⁵ HCR et DRC. 2019. *Rapport de monitoring de protection – Régions du Sahel et Centre Nord*.

⁷⁶ UN-OCHA. 2021. *Aperçu humanitaire mondiale*.

⁷⁷ Logistics Cluster. 2021. *Concept des Opérations au Burkina Faso*.

⁷⁸ Logistics Cluster. 2021. *Concept des Opérations au Burkina Faso*.

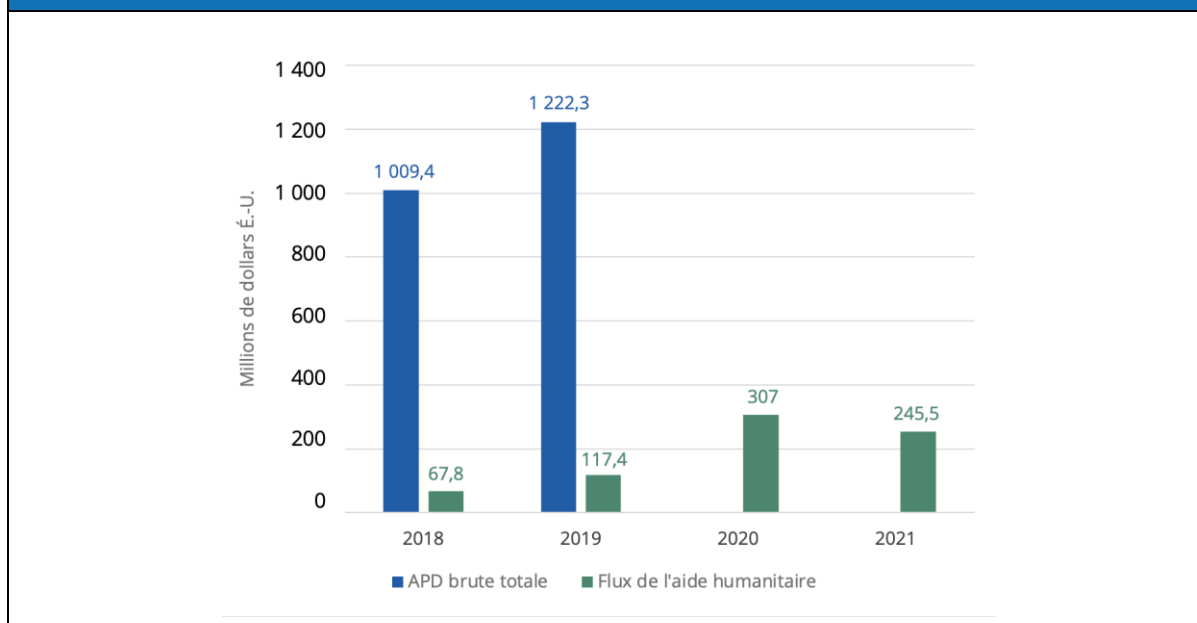
⁷⁹ ACAPS. Décembre 2021. *Humanitarian Access – Burkina Faso*.

34. Au 28 janvier 2022, le Burkina Faso avait enregistré un total de 20 591 cas confirmés et 366 morts liés au coronavirus depuis le début de l'épidémie en mars 2020. Au 13 janvier 2022, 1 259 250 doses de vaccin COVID-19 ont été administrées par le biais du mécanisme COVAX⁸⁰.
35. Les moyens de subsistance des Burkinabés ont été fortement impactés par la COVID-19 et par les mesures adoptées par le gouvernement (la fermeture des frontières terrestres et ferroviaires, l'interdiction des activités de commerce, les restrictions de déplacement et les couvre-feux, entre autres). La lente reprise économique n'a néanmoins pas permis à la majorité des personnes d'acquérir les finances suffisantes pour satisfaire leurs besoins essentiels. La perte ou la baisse du pouvoir d'achat liés à l'épidémie a mené certains ménages à recourir à des stratégies d'adaptation : l'utilisation de leurs économies, le travail journalier, le travail des enfants, le sexe de survie, entre autres⁸¹.

Aide publique au développement

36. Au cours de la période 2018-2019, le Burkina Faso a reçu un montant annuel d'aide publique au développement (APD) égal à 1 115,9 millions de dollars É.-U. en moyenne annuelle et, pendant la période 2018-2021, le pays a reçu un montant annuel d'aide humanitaire égal à 186,7 millions de dollars É.-U. en moyenne annuelle (Figure 6).

Figure 6 : Aide internationale en faveur du développement reçue par le Burkina Faso (2018-2021)



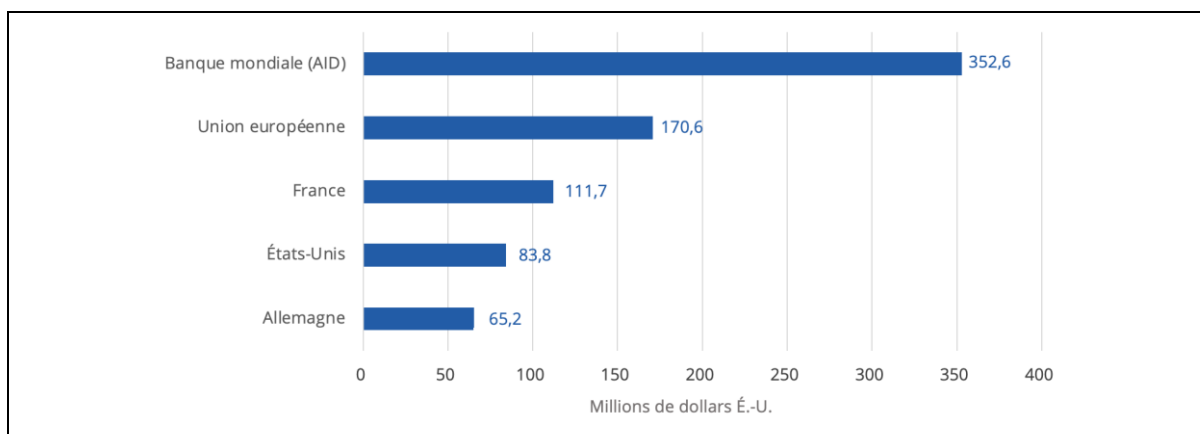
Source : site de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et site du service de surveillance financière de l'OCHA. Données collectées le 18 octobre 2021.

37. Entre 2018-2019, l'Association internationale de développement de la Banque mondiale, l'Union européenne et la France suivis les États-Unis et l'Allemagne ont en moyenne représenté les cinq premiers contributeurs financiers à l'APD (Figure 7).

Figure 7 : Cinq premières sources de financement de l'aide publique au développement (APD) au Burkina Faso (moyenne annuelle 2018-2019, millions de dollars É.-U.)

⁸⁰ OMS. Janvier 2022. *OMS : COVID-19 Dashboard*. Données collectées le 28 janvier 2022.

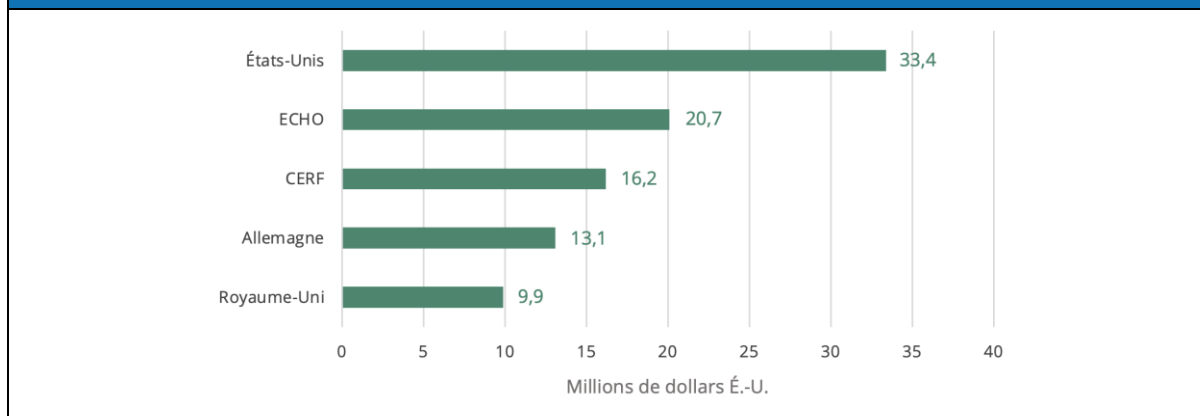
⁸¹ IMMAP. 2021. *COVID-19 : Analyse de situation*.



Source : site de l'OCDE, données collectées le 18 octobre 2021.

38. L'aide humanitaire a principalement été financée par les États-Unis, la Direction générale pour l'aide humanitaire et la protection civile (ECHO) de la Commission européenne, le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF), l'Allemagne et le Royaume-Uni (Figure 8).

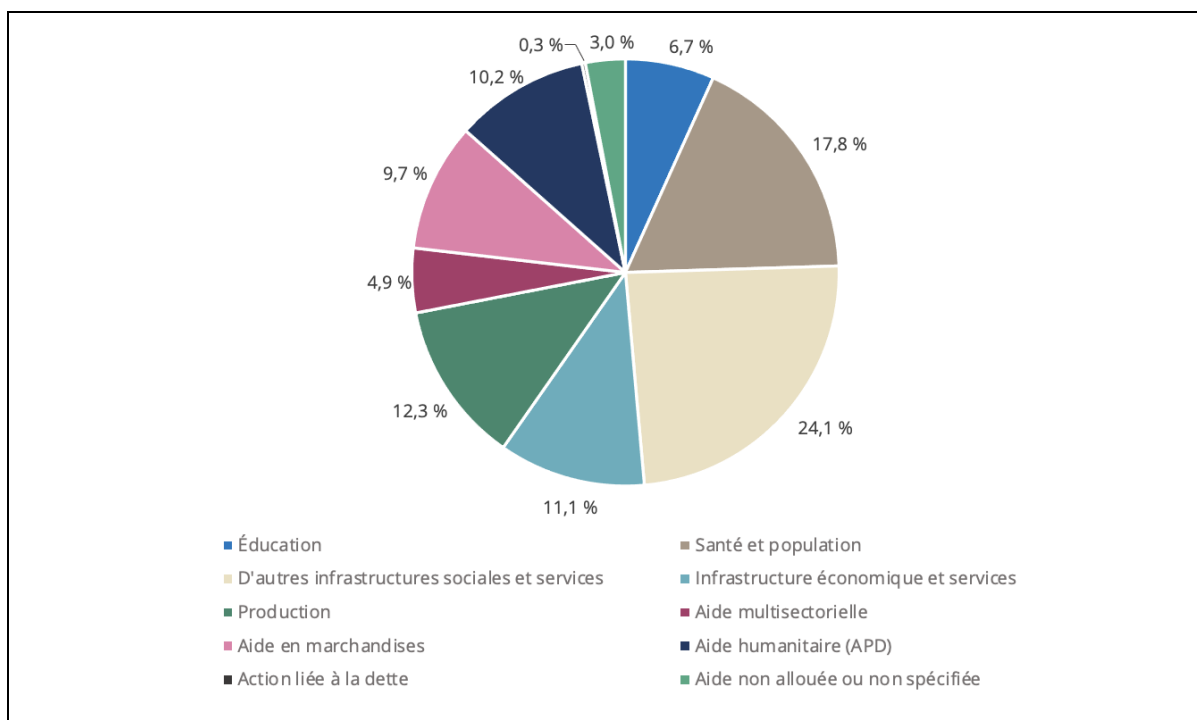
Figure 8 : Cinq premières sources de financement de l'aide humanitaire au Burkina Faso (moyenne annuelle 2018-2021, millions de dollars É.-U.)



Source : site de l'OCHA, données collectées le 18 octobre 2021.

39. Les secteurs du Burkina Faso les plus financés par l'APD sont : santé et population, d'autres infrastructures sociales (approvisionnement en eau, assainissement, protection sociale, création d'emplois, logement social, entre autres) et services et infrastructure économique et services (Figure 9).

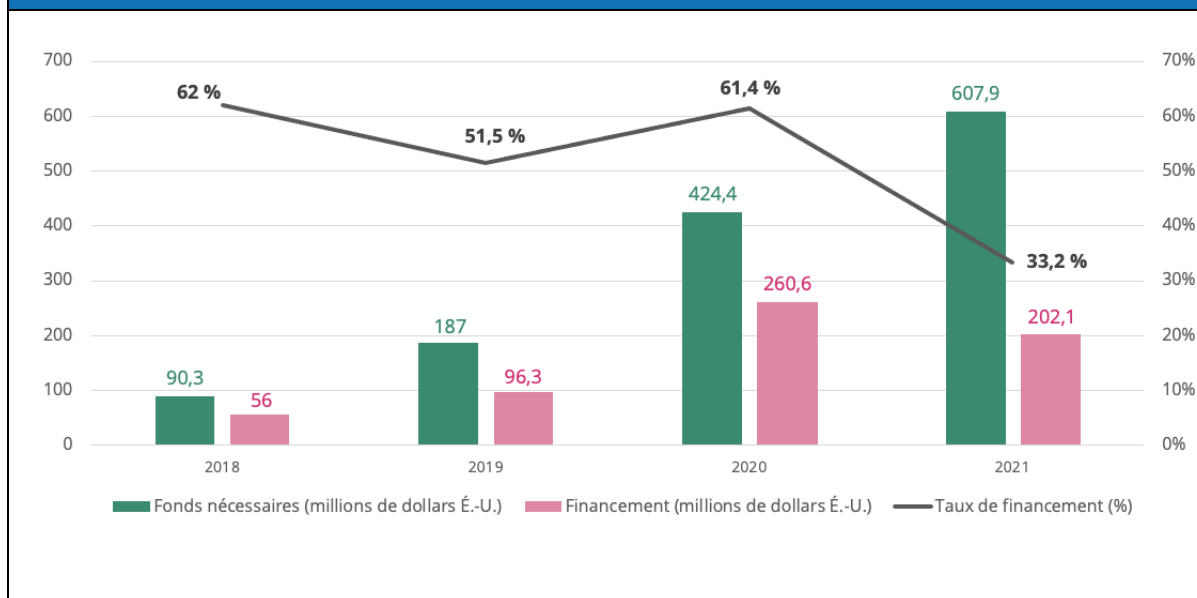
Figure 9 : Burkina Faso - Financement de l'aide publique au développement (APD) par secteur au Burkina Faso (moyenne annuelle 2018-2019, millions de dollars É.-U.)



Source : site de l'OCDE, données collectées le 18 octobre 2021.

40. La satisfaction moyenne des besoins financiers des plans d'intervention et des demandes de financement pour la période 2018-2021 a été de 52 pour cent (Figure 10).

Figure 10 : Satisfaction des besoins financiers des plans d'intervention et des demandes de financement au Burkina Faso⁸²



Source : site de l'OCHA, données collectées le 18 octobre 2021.

Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable

41. Le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (PNUAD) (2018-2020,) a été prolongé jusque 2022 de manière à s'aligner sur le cycle de programmation du développement

⁸² En ce qui concerne le Plan international d'action humanitaire pour faire face à la pandémie de COVID-19, le Burkina Faso n'avait pas demandé de financement et, par conséquent le pays n'a pas reçu aucun financement à cet égard.

national et intégrer ses mécanismes de suivi et évaluation. Le PNUAD entend accompagner le processus de transformation durable du Burkina Faso initié par le gouvernement à travers le PNDES (2016-2020). Il prévoyait notamment à apporter des améliorations dans les piliers suivants : (1) gouvernance, l'État de droit, paix et sécurité ; (2) sécurité alimentaire et nutritionnelle et agriculture durable ; (3) pauvreté multidimensionnelle ; et (4) risques climatiques (détails en [Annexe 3](#)). Le système des Nations Unies au Burkina Faso évalue à 554,9 millions de dollars US les besoins en ressources financières, au cours de la période du PNUAD ⁸³.

42. Le Burkina Faso est un pays pilote pour le programme de liaison entre l'humanitaire, la paix et le développement. La prolongation du PNUAD a servi à renforcer les interventions humanitaires et à intégrer des interventions de consolidation de la paix afin de promouvoir un environnement favorable à l'exécution du PNUAD ⁸⁴. La région du Sahel qui concentre les vulnérabilités et les risques sécuritaires est le point de convergence majeur de l'engagement collectif des Nations Unies au Burkina Faso. Le système y intervient en appui au Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS-BF) et dans le cadre de la Stratégie intégrée des Nations Unies dans la région du Sahel (UNISS), alignée sur l'approche « Sustaining Peace ». ⁸⁵

2. Motifs de l'évaluation

2.1. RAISON D'ETRE

43. Les évaluations des plans stratégiques de pays ont été établies par la politique du PAM en matière de plans stratégiques de pays en 2016. La politique indique que sous la direction du Bureau de l'Evaluation, tous les PSP (à l'exception des PSP provisoires) devront faire l'objet d'évaluations du portefeuille de pays vers la fin de leur période de mise en œuvre. D'après la politique, le but est de mesurer les progrès et les résultats obtenus en fonction des effets directs et des objectifs visés par le PSP, y compris en matière d'égalité des sexes et autres domaines de résultats institutionnels transversaux, ainsi que de fournir des enseignements utiles à la conception des prochaines activités de soutien au pays. Ces évaluations font partie d'un vaste ensemble de données probantes devant orienter l'élaboration des plans stratégiques de pays. Elles offrent l'occasion au bureau de pays de bénéficier d'une évaluation indépendante de son portefeuille d'activités. Le calendrier de mise en œuvre de l'évaluations permettra au bureau de pays de se servir des données qu'elle fournira sur les performances passées et actuelles afin d'élaborer son nouveau plan stratégique de pays, dont l'examen par le Conseil d'administration est prévu en novembre 2023.

2.2. OBJECTIFS

44. Les évaluations de PSP ont un double objectif de redevabilité et d'apprentissage. Ainsi, la présente évaluation entend : 1) offrir des données probantes et des enseignements concernant la performance du PAM au Burkina Faso pour nourrir des décisions stratégiques, et notamment pour élaborer les prochaines activités du PAM au Burkina Faso ; et 2) permettre de rendre compte des résultats aux parties prenantes du PAM.

2.3. ANALYSE DES PARTIES PRENANTES

45. L'évaluation sollicitera l'avis de nombreuses parties prenantes internes et externes au PAM qui tireront parti de ses résultats. Elle fournira l'occasion de tirer des enseignements d'ordre national, régional et institutionnel. Les principales parties prenantes standard des évaluations des plans stratégiques de pays sont le bureau de pays du PAM, le bureau régional à Dakar et le siège des divisions techniques. Viennent ensuite le Conseil d'administration, les bénéficiaires, les institutions du Burkina Faso pertinentes, les organisations gouvernementales et non gouvernementales locales et internationales et l'équipe de pays des

⁸³ FNUAP. 2018. *PNUAD*.

⁸⁴ Nations Unies. Octobre 2020. *Deuxième sesión ordinaria de 2020 du Conseil exécutif du PNUD, FNUAP et UNOPS*.

⁸⁵ Depuis novembre 2016, le Système des Nations Unies accompagne le pays, sur la base de l'approche de « Sustaining Peace ». Le Burkina Faso et le Sri-Lanka sont les deux pays pilotes proposés pour bénéficier d'un accompagnement dans le cadre de cette approche. Pour ce faire, le SNU fournit un appui dans les domaines les plus sensibles (c.-à-d., la réforme du secteur de la sécurité et le processus de réconciliation) et mobilise les partenaires pour investir dans les zones transfrontalières, notamment celles avec le Mali et le Niger. Source : FNUAP. 2018. *PNUAD*.

Nations Unies. Le Bureau de l'évaluation du PAM utilisera aussi les résultats de cette évaluation dans une optique de gestion des connaissances. L'[annexe 9](#) présente une matrice des parties prenantes, détaillant leurs intérêts et rôles respectifs dans l'évaluation du PSP.

46. L'évaluation cherchera à interagir avec les populations affectées, y compris les ménages bénéficiaires, les dirigeants communautaires, les enseignants, le personnel scolaire, les agents de santé et les autres participants aux activités du PAM, pour apprendre directement de leurs perspectives et expériences. Une attention particulière sera accordée à l'écoute des voix des groupes de population potentiellement marginalisés.

47. Le gouvernement est un partenaire important dans la mise en œuvre du PSP. En particulier, l'évaluation cherchera à engager le ministère de l'Économie des Finances et du Développement, le ministère de l'Agriculture et des Ressources en eau, le Secrétariat Exécutif du Conseil national de sécurité alimentaire (SE-CNSA), le Secrétariat Permanent du Programme Alimentaire Mondiale (SP-PAM), le ministère de la Santé, le ministère de l'Éducation, le ministère de la Femme, de la Solidarité nationale et de la Famille, le Conseil national des réfugiés, et le Conseil national secours urgence et réhabilitation (CONASUR). D'autres institutions nationales pourront trouver un intérêt aux résultats de l'évaluation, dans le sens où celle-ci pourrait amener à renforcer la collaboration et les synergies entre les institutions nationales et le PAM, en clarifiant mandats et rôles, et accélérer les progrès vers la réplication, le transfert et la durabilité.

48. Le PAM travaille en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Organisation mondiale de la santé et l'Africa Risk Capacity. Des consultations avec certains partenaires du secteur privé, notamment des compagnies de téléphonie mobile ou de gestion logistique ; des institutions financières, ou des organisations des producteurs, permettront d'analyser leur rôle sur la mise en œuvre. En outre, l'évaluation cherchera à s'engager avec les principaux donateurs des interventions du PAM tels que les États-Unis d'Amérique, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la Banque Mondiale.

3. Sujet de l'évaluation

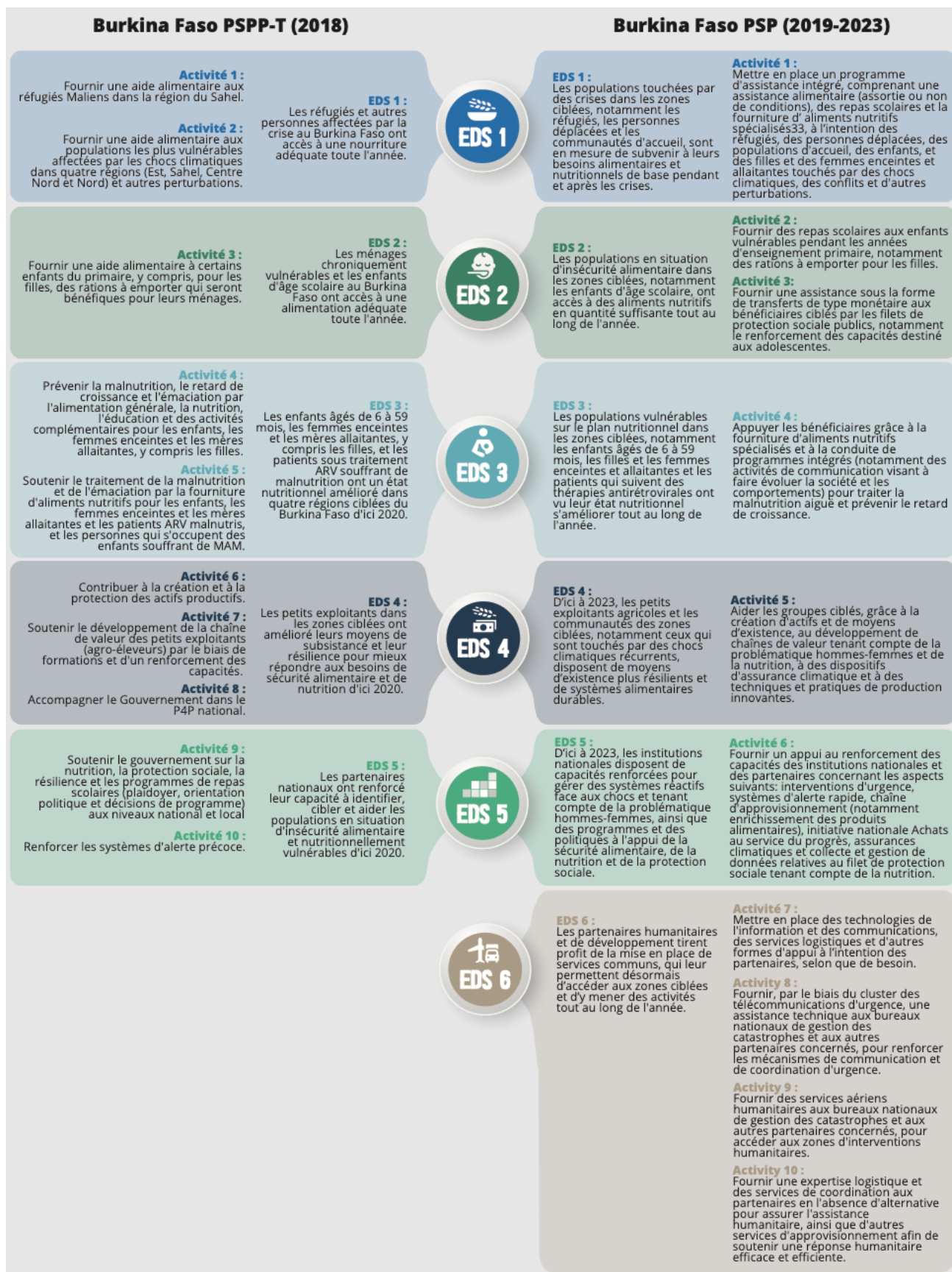
3.1. SUJET DE L'EVALUATION

49. Le PAM est présent au Burkina Faso depuis 1967, fournissant de l'aide d'urgence et un soutien aux moyens de subsistance selon les besoins. Avant le passage au Cadre de Programmation Stratégique de Pays, l'assistance du PAM répondait majoritairement aux défis liés à une insécurité alimentaire et nutritionnelle résultant de causes structurelles, dont un déficit de la production céréalière nationale alimentée par les effets néfastes du changement climatique sur l'environnement. L'[annexe 4](#) fournit plus de détails sur les activités conduites au cours de la période 2015-2018.
50. En 2018, dans le cadre d'un Plan Stratégique de Pays Provisoire de Transition (PSPP-T), le PAM a fourni une assistance alimentaire, nutritionnelle et institutionnelle, dont les principales lignes programmatiques comprenaient :
- Une assistance d'urgence, sous forme de soutien alimentaire ou monétaire, ciblant environ un demi-million de personnes en situation de crise ou d'insécurité alimentaire sévère et des réfugiés maliens.
 - Un soutien aux communautés rurales touchées par l'insécurité alimentaire structurelle, par le biais de campagnes Food-For-Assets, de soutien à l'alimentation scolaire procurée localement, de soutien des producteurs et exploitants locaux, de programmes d'éducation et de sensibilisation nutritionnelle et d'autres activités pour prévenir la malnutrition.
 - Un appui institutionnel aux systèmes nationaux d'alerte précoce et de suivi et évaluation pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
51. Lors du PSPP-T, le programme avait déjà substantiellement augmenté en volume (37 pour cent) par rapport à 2017, avec un nombre total de bénéficiaires de 888 856. La plupart étaient résidents et situés dans l'ensemble du pays, même si certaines activités étaient plus particulièrement ciblées sur les régions du Sahel, de l'Est, du nord-Est et du Nord-central. À la fin du PSPP-T, plusieurs ateliers de capitalisation ont mis en évidence la nécessité de mieux communiquer les principes humanitaires et de renforcer la coordination pour éviter les doublons. En juin 2018, le gouvernement, soutenu par le PAM, a lancé une revue stratégique sur la Faim Zéro, qui a offert des pistes pour atteindre l'objectif Faim Zéro au Burkina Faso d'ici 2030.

Caractéristiques principales du PSP

52. Le PSP 2019-2023 prévoyait initialement une stratégie s'inscrivant dans la continuité du cadre de programmation de 2018, combinant réponse aux urgences et renforcement des systèmes de protection sociale et des capacités nationales pour promouvoir la résilience à long terme, ainsi qu'une attention aux problématiques environnementales sous-jacentes. Plus spécifiquement, le PSP visait 6 Effets Directs Stratégiques dont deux (EDS 1 et EDS 6) étaient majoritairement tournés vers une réponse d'urgence, et quatre (EDS 2-4) s'orientaient plutôt vers un soutien à la résilience. Pour sa part, l'EDS 5 est plutôt orienté vers un soutien aux problématiques liées aux causes structurelles. La figure 11 présente les Effets Directs Stratégiques visés par le CSP ainsi que les activités qu'il prévoyait d'y associer, mettant ceux-ci en relation avec les résultats et activités prévus par le PSPP-T de 2018. Se référer à l'[annexe 5](#) pour les lignes de visées détaillées de chaque Programme.

Figure 11 : Comparaison du PSPP-T (2018) avec le PSP (2019-2023)



Source : Élaboré par l'OEV. PSPP-T (2018) selon la révision budgétaire 02 (août 2018), PSP (2019-2023) selon la révision budgétaire 07 (octobre 2021).

53. En lien avec les directives centrales du PAM, le PSP visait également la prise en compte d'approches sensibles à la nutrition et transformatrices en matière de genre ; des risques environnementaux et sociaux ; une attention au renforcement des capacités ainsi que la protection et la responsabilité envers les populations affectées. Le PSP devait contribuer à la réalisation de l'ODD 2 (faim zéro) en synergie avec l'ODD 1 (pauvreté), l'ODD 3 (santé), l'ODD 4 (éducation), l'ODD 5 (égalité des sexes), les ODD 12, 13, 14, et 15 (écologie et environnement) et l'ODD 16 (paix et justice).

Évolution du contexte et articulation avec la gestion de crise L3

54. Bien que l'escalade de la violence dans le nord du pays remonte à plusieurs années, janvier 2019 a marqué un tournant important : l'insécurité croissante liée aux attaques de groupes armés non-étatiques ou à des conflits communautaires a exacerbé les difficultés structurelles préexistantes et engendré une dégradation sans précédent de la situation humanitaire, entraînant notamment le déplacement forcé de milliers de personnes. La vulnérabilité et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle croissantes des populations, en particulier dans les régions du nord, ont conduit le PAM à focaliser une plus large part de ses programmes au soutien à ces besoins urgents et à la fourniture de services logistiques pour la communauté humanitaire opérant dans ces régions. Les interventions nationales s'intégraient dans une réponse régionale de niveau L3, donc soutenue par le bureau régional et le siège.

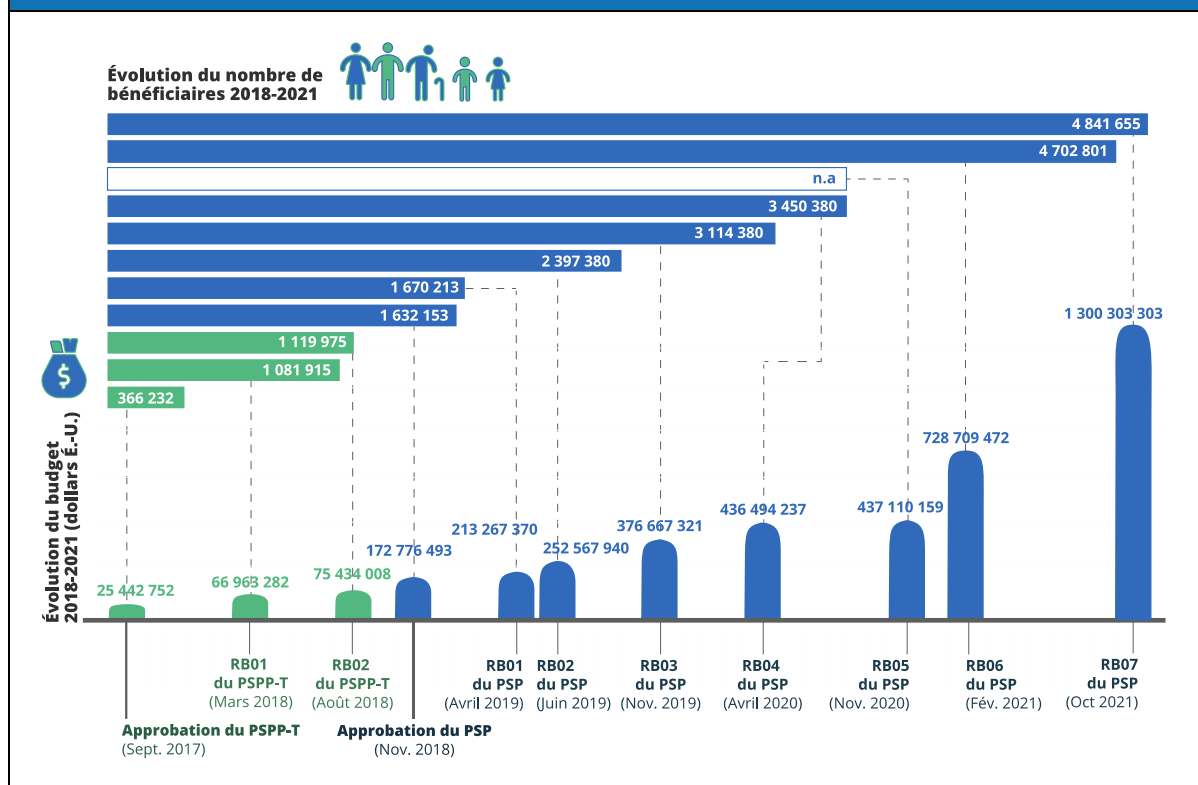
55. Pour répondre aux besoins en constante évolution, et adapter sa réponse à un contexte opérationnel fort complexifié par l'insécurité, le Bureau de pays du PAM au Burkina Faso a dû augmenter ses capacités et adapter ses modalités d'action, notamment pour garantir ses services d'approvisionnement. Les objectifs stratégiques du PSP et les activités s'y référant ont été adaptées à travers sept révisions budgétaires visant à maintenir une réponse pertinente et à adapter les capacités d'exécution, d'évaluations des besoins et de suivi, et, à partir de novembre 2019, à activer le cluster logistique pour soutenir les télécommunications et les déplacements des organisations humanitaires. Le tableau proposé en [annexe 6](#) détaille les principaux changements programmatiques et de ciblage et l'incidence budgétaire de chacune de ces révisions.

56. En dépit de la forte tension liée aux besoins d'urgence, le PSP a maintenu la visée de soutien à la résilience via des interventions axées sur la nutrition, l'alimentation scolaire et visant les producteurs locaux avec une mise en œuvre basée sur les achats locaux ou le renforcement des capacités nationales.

Ressources financières

57. Au moment de son approbation en novembre 2018, le plan du PSP basé sur les besoins estimés, s'élevait à USD 172,776,493, ciblant 1 632 153 bénéficiaires. Les révisions budgétaires soumises pour le PSP-T comme le PSP, deux et sept respectivement, ont toutes entraîné des augmentations des projections budgétaires basées sur les besoins, dont la majeure partie était liée à une augmentation du nombre de personnes ciblées par les interventions. Ces évolutions sont présentées ci-dessous en figure 12.

Figure 12 : Évolution du nombre de bénéficiaires prévus et du plan basé sur les besoins (2018-2021)



Source : Élaborée par l'OEV, Révisions budgétaires du PSPP-T et PSP. Données collectées le 17 novembre 2021.





58. Selon les rapports de situation de ressources disponibles, le PSPP-T (2018) a été financé à 69,6 pour cent, soit 52,5 millions de dollars US sur les 75,4 millions budgétés ; et le PSP (2019-2022), après la dernière révision budgétaire, n'avait atteint que 28,2 pour cent de financement des plans d'estimation des besoins, soit 366,9 millions USD sur les 1 303,3 millions budgétés pour le PSP dans la révision budgétaire 7.

59. Concernant la répartition des ressources, le PSPP-T avait alloué 66 pour cent de son budget au EDS1, 9 pour cent au EDS2, 7 pour cent au EDS3, 15 pour cent au EDS4 et 1 pour cent au EDS5 (Tableau 1). Pour sa part, l'allocation des ressources entre les EDS du PSP a été répartie de la manière suivante : 70 pour cent au EDS1, 3 pour cent au EDS2, 6 pour cent au EDS3, 11 pour cent au EDS4, 1 pour cent au EDS5 et 8 pour cent au EDS6 (Tableau 2). Pour plus d'informations budgétaires, se reporter à [l'annexe 7](#).

Tableau 1 : PSPP-T (2018) - PAM Burkina Faso - Aperçu général de la situation financière (dollars É.-U.)





EDS	Plan basé sur les besoins – (PSPP original) et part du total des financements du PBB allouée (%)	Plan basé sur les besoins (RB02) (période couverte) et part du total des financements du PBB allouée (%)	Ressources allouées et part du total des ressources allouées (%)	Dépenses et part du total des dépenses (%)	Niveau de dépenses sur les ressources allouées (%)
EDS 1	6,179,045 (28 %)	46,584,740 (68 %)	33,831,535 (66 %)	30,535,656 (75 %)	90 %
EDS 2	4,327,878 (20 %)	5,976,632 (9 %)	4,808,343 (9 %)	3,294,256 (8 %)	69 %
EDS 3	5,415,755 (25 %)	6,867,588 (10 %)	3,364,440 (7 %)	2,800,374 (7 %)	83 %
EDS 4	5,645,914 (26 %)	8,569,681 (13 %)	7,838,318 (15 %)	4,233,422 (10 %)	54 %
EDS 5	447,188 (3 %)	447,189 (1 %)	352,962 (1 %)	51,473 (0.1 %)	15 %
Non spécifié	-	-	1,066,285 (2 %)	-	-
Montant total du coût opérationnel direct	22,015,780	68,445,829	51,261,882	40,915,181	80 %

DSC	1,874,128	2,384,226	2,275,323	1,575,229	69 %
ISC	1,672,294	4,603,954	2,986,275	2,986,275	100 %
Grand total	25,562,201	75,434,008	56,523,480	45,476,684	80 %

Légende			
	= en dessous de 25 %		= entre 25 et 49 %
	= entre 50 et 74 %		= au dessus de 75 %

Source : PSPI, RB02, ACR-1 IRM analytics, Données collectées le 25 octobre, 2021.

Tableau 2 : PSP (2019-2023) - PAM Burkina Faso - Aperçu général de la situation financière (dollars É.-U.)					
EDS	Plan basé sur les besoins - (PSP original) et part du total des financements du PBB allouée (%)	Plan basé sur les besoins (RB07) (période couverte) et part du total des financements du PBB allouée (%)	Ressources allouées et part du total des ressources allouées (%)	Dépenses et part du total des dépenses (%)	Niveau de dépenses sur les ressources allouées (%)
EDS 1	43,015,588 (28 %)	872,290,124 (74 %)	232,752,629 (70 %)	191,866,138 (73 %)	81 %
EDS 2	39,476,265 (26 %)	48,262,873 (4 %)	10,817,479 (3 %)	8,362,124 (3 %)	77 %
EDS 3	28,154,501 (19 %)	41,828,782 (4 %)	20,431,945 (64 %)	13,270,321 (5 %)	65 %
EDS 4	38,067,059 (25 %)	138,705,042 (12 %)	36,426,916 (11 %)	26,612,343 (10 %)	73 %
EDS 5	2,321,677 (2 %)	8,078,853 (1 %)	2,568,111 (1 %)	752,332 (0.3 %)	29 %
EDS 6	n. a	71,178,462 (6 %)	27,560,960 (8 %)	23,177,717 (9 %)	84 %
Non spécifié	-	-	120,264 (0 %)	-	-
Montant total du coût opérationnel direct	151,035,091	1,180,344,136	330,678,303	264,040,974	80 %
DSC	11,196,358	43,178,716	17,028,622	12,285,154	72 %
ISC	10,545,044	76,780,450	19,126,380	-	100 %
Grand total	172,776,493	1,300,303,303	366,833,305	295,452,508	81 %

Légende			
	= en dessous de 25 %		= entre 25 et 49 %
	= entre 50 et 74 %		= au dessus de 75 %

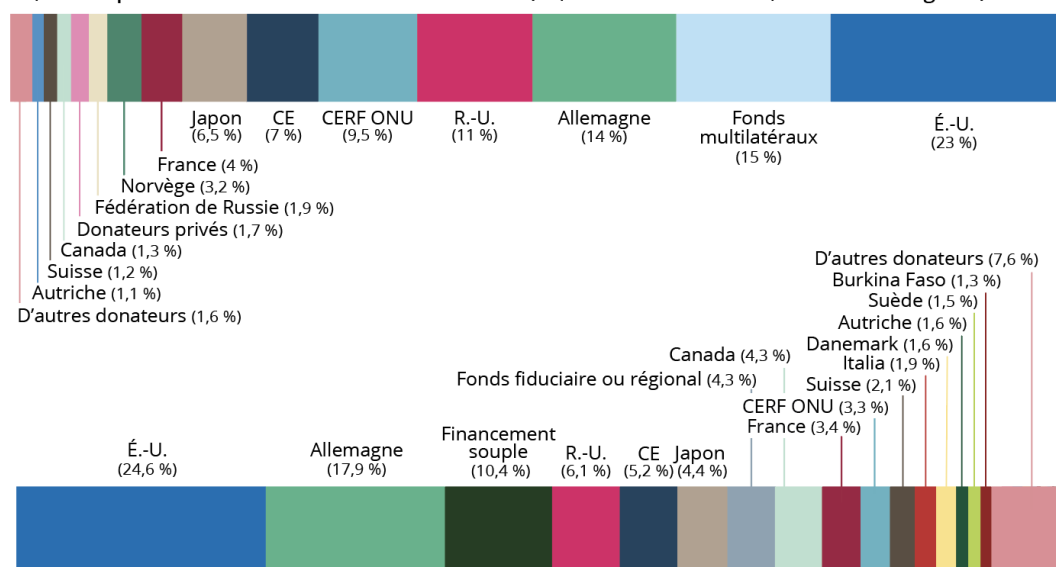
Source : PSP, RB07, ACR-1 IRM analytics, Données collectées le 25 octobre, 2021.

60. Les sources de financement sont diversifiées. Les principaux donateurs du PSP-T sont les États-Unis, les fonds multilatéraux, l'Allemagne et le Royaume-Uni. En ce qui concerne les donateurs du PSP, les États-Unis sont le principal donateur, suivi de l'Allemagne, le financement souple et le Royaume-Uni (Figure 13).

Figure 13 : Sources de financement - PAM Burkina Faso PSPP-T (2018) et PSP (2019-2023)

Sources de financement du PSPP-T (2018)

69,6 % du plan de estimation des besoins financé (52,5 millions sur les 75,4 millions budgétés)



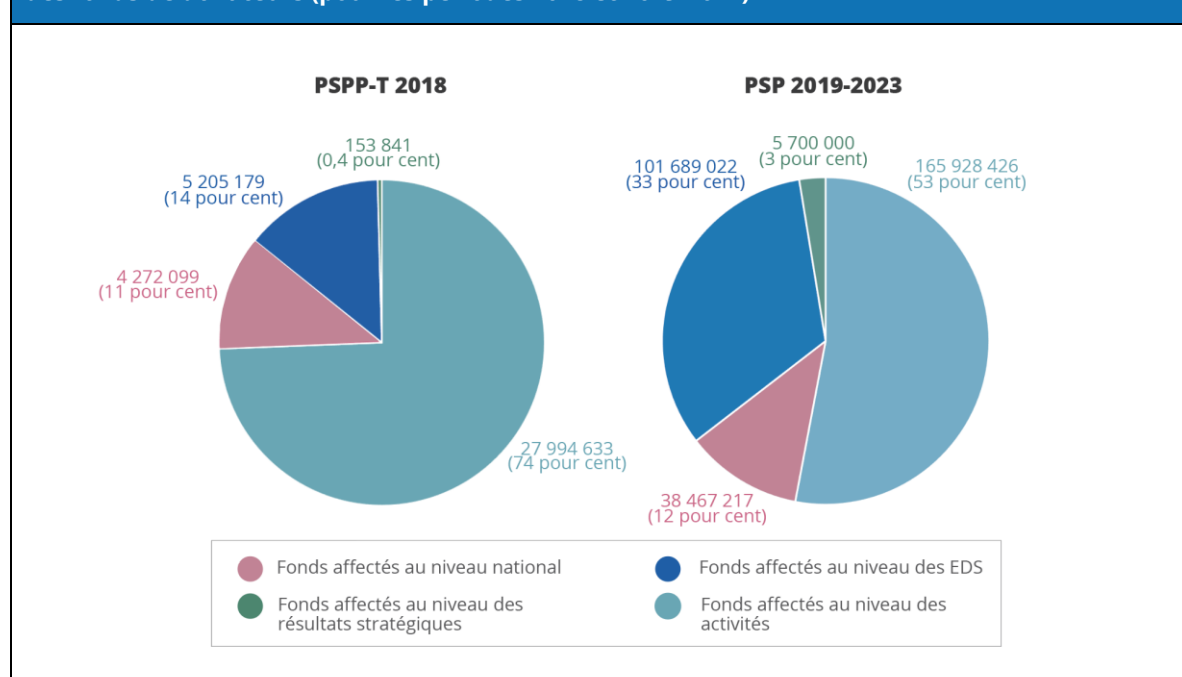
Sources de financement du PSP (2019-2022)

30,6 % du plan de estimation des besoins financé (398,3 millions sur les 1 300,3 millions budgétés)

Source : PAM Burkina Faso, Niveau des ressources allouées pour le PSPP-T et le PSP, FACTory. Données collectées le 31 décembre 2021.

61. Le financement du PSPP-T et du PSP a un niveau moyen de souplesse car 56 pour cent et 53 pour cent des fonds de donateurs, respectivement, ont été affectés au niveau des activités tandis que les deux programmes ont 12 pour cent de fonds flexibles (niveau d'affectation nationale) (Figure 14).

Figure 14 : Résumé du budget du portefeuille de pays pour le Burkina Faso par niveau d'affectation des fonds de donateurs (pour les périodes 2018 et 2019-2021)



Source : FACTory. Données collectées le 31 décembre 2021.

Personnel

62. En avril 2021, le bureau du PAM au Burkina Faso comptait 218 employés : 39 pour cent de femmes et 61 pour cent d'hommes. Environ 85 pour cent des employés sont nationaux (40 pour cent de femmes et 60 pour cent d'hommes) et 15 pour cent sont internationaux (33 pour cent de femmes et 67 pour cent d'hommes). Le personnel est réparti dans le bureau de pays à Ouagadougou et quatre bureaux auxiliaires à Dori et à Kaya respectivement Fada N'Gourma et Ouahigouya. La carte en [annexe 1](#) illustre l'emplacement des bureaux dans le pays ⁸⁶.

3.2. PORTEE DE L'ÉVALUATION

63. L'évaluation portera sur l'ensemble des activités menées par le PAM (y compris les résultats transversaux) de 2018 à mi-2022, période prévue pour la mission principale d'évaluation et la clôture de la collecte de données. Le choix d'une période d'évaluation plus longue que celle du plan stratégique de pays repose sur deux raisons. Premièrement, les principales réorientations stratégiques pourront ainsi être évaluées. Le PSPP-T ayant constitué la première étape d'une importante transformation opérationnelle du PAM au niveau national, l'expérience acquise lors de ce plan de programmation intérimaire constituera une importante source d'enseignements. Deuxièmement, il sera possible d'examiner l'évolution du programme de pays à l'aune de 4 années complètes d'opération, offrant une perspective plus longue qui offre de meilleures possibilités d'analyse.

64. L'objet de l'analyse est le plan stratégique de pays, qui est défini comme l'ensemble des effets directs stratégiques, des produits, des activités et des ressources inclus dans le document de plan stratégique de pays approuvé par le Conseil d'administration du PAM, auquel s'ajoutent toutes les éventuelles révisions budgétaires approuvées par la suite. L'évaluation jugera la mesure dans laquelle le plan stratégique de pays s'est inscrit dans la continuité des activités précédentes au cours de cette période, et a su s'adapter à l'évolution significative du contexte, examinant les réorientations stratégiques mises en œuvre et ses conséquences, et visant à tirer les leçons pour les orientations futures.

65. L'évaluation mesurera ainsi les contributions apportées par le PAM aux effets directs stratégiques du PSP, en déterminant les relations de cause à effet susceptibles d'unir les produits des activités du PAM, le processus de mise en œuvre, le contexte opérationnel et les changements observés du point de vue des effets directs, y compris toutes les conséquences inattendues, qu'elles soient positives ou négatives. Par la même occasion, l'évaluation analysera la stratégie du PAM en matière de partenariats, y compris la position stratégique adoptée par l'organisation, en particulier dans un contexte difficile et fortement évolutif, et notamment ses relations avec les gouvernements nationaux et la communauté internationale.

66. L'évaluation examinera également à quel point les interventions menées par le PAM face à la crise du COVID-19 dans le pays ont été appropriées et efficaces, et visera à analyser l'impact de la crise sécuritaire sur l'efficacité de la mise en œuvre. Parallèlement, l'impact des révisions budgétaires et adaptations programmatiques au regard du plan stratégique de pays sera aussi évalué.

⁸⁶ WFP Dashboard. 2021. *Burkina Faso*. Données collectées le 3 novembre 2021.

4. Approche, méthodologie et considérations éthiques de l'évaluation

4.1. QUESTIONS ET CRITERES DE L'EVALUATION

67. L'évaluation répondra aux quatre questions principales communes à toutes les évaluations des plans stratégiques de pays du PAM. Dans ce cadre, l'équipe d'évaluation pourra approfondir et adapter les sous-questions suivant le plan stratégique de pays et le contexte national, y compris en vue d'examiner les interventions face à la crise du COVID-19.

QE1 – Dans quelle mesure le programme du PAM s'est-il fondé sur des données factuelles et orientées de façon stratégique pour répondre aux besoins des plus vulnérables ?	
1.1	Dans quelle mesure les PSPP-T et PSP ont-ils été informé par des connaissances existantes sur les défis de la faim, et les questions de sécurité alimentaire et de nutrition prévalant dans le pays pour assurer leur pertinence au stade de la conception ?
1.2	Dans quelle mesure les PSPP-T et PSP ont-ils été alignés sur les politiques et plans nationaux et sur les ODD ?
1.3	Dans quelle mesure les PSPP-T et PSP ont-ils été cohérents avec les efforts des Nations Unies et de la communauté humanitaire au Burkina Faso, et se sont-ils articulés sur des partenariats stratégiques fondés sur l'avantage comparatif du PAM dans le pays ?
1.4	Dans quelle mesure la conception des PSPP-T et PSP a-t-elle été cohérente en interne et basée sur une théorie claire du changement articulant le rôle et les contributions du PAM de manière réaliste et basée sur ses avantages comparatifs tels que définis dans le plan stratégique du PAM ?
1.5	Dans quelle mesure le PAM a-t-il maintenu un positionnement stratégique pertinent pendant la période de mise en œuvre des PSPP-T et PSP, au vu de l'évolution du contexte, des capacités et des besoins nationaux, notamment en réponse à la pandémie de COVID-19 ?
QE2 – Quelle est l'étendue et la qualité de la contribution spécifique du PAM aux résultats stratégiques du plan stratégique de pays du Burkina Faso ?	
2.1	Dans quelle mesure les activités et produits du PAM ont-ils contribué aux résultats escomptés des PSPP-T et PSP et de l'UNSDCF ? Y a-t-il eu des résultats inattendus, positifs ou négatifs ?
2.2	Dans quelle mesure le PAM a-t-il contribué à la réalisation des objectifs transversaux (principes de l'action humanitaire, protection, redevabilité envers les populations affectées, genre, équité et inclusion, environnement, changement climatique et autres questions pertinentes) ?
2.3	Dans quelle mesure les acquis des PSPP-T et PSP sont-ils susceptibles d'être durables, notamment d'un point de vue financier, social, institutionnel et environnemental ?
2.4	Dans quelle mesure le PSP a-t-il facilité des liens plus stratégiques entre les activités humanitaires, de développement et de consolidation de la paix ?
QE3 – Dans quelle mesure le PAM a-t-il utilisé ses ressources de manière efficace pour contribuer à l'obtention des produits escomptés et à la réalisation des effets directs stratégiques définis dans le PSP ?	
3.1	Dans quelle mesure les produits ont-ils été livrés dans les délais prévus ?
3.2	Dans quelle mesure la couverture et les méthodes de ciblage garantissent-elles que les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire bénéficient du programme ?
3.3	Dans quelle mesure les activités du PAM ont-elles été rentables dans la fourniture de son assistance ?
3.4	Dans quelle mesure des mesures alternatives plus rentables ont-elles été envisagées ?
QE4 – Quels sont les facteurs qui expliquent la performance du PAM et dans quelle mesure il a effectué le virage stratégique attendu du plan stratégique de pays ?	

4.1	Dans quelle mesure le PAM a-t-il été en mesure de mobiliser des ressources adéquates, opportunes, prévisibles et flexibles pour financer les PSPI et PSP ?
4.2	Dans quelle mesure les systèmes de suivi et de rapport ont-ils été utiles pour suivre et démontrer les progrès vers les résultats attendus et pour éclairer les décisions de gestion ?
4.3	Comment les partenariats et collaborations avec d'autres acteurs ont-ils influencé les performances et les résultats ?
4.4	Dans quelle mesure le Bureau de Pays disposait-il des capacités de ressources humaines appropriées pour exécuter le PSP ?
4.5	Quels autres facteurs peuvent expliquer la performance du PAM et sa capacité à opérer la réorientation stratégique visée par les PSPP-T et PSP ?
QE 5 - Dans quelle mesure les modalités opérationnelles du PSP (structures, systèmes et processus) ont-elles permis au PAM de répondre efficacement à l'urgence de niveau trois ?	
5.1	Les modalités de mise en œuvre du PSP ont-elles permis au PAM d'adapter rapidement la réponse à l'urgence de niveau trois, tout en assurant la protection du personnel et l'adhérence aux principes humanitaires ?
5.2	Les modalités de mise en œuvre du PSP ont-elles permis au PAM d'établir et de maintenir rapidement les responsabilités de coordination mandatées par l'IASC pour la sécurité alimentaire, la logistique et les télécommunications d'urgence pour le L3/L2 ?
5.3	Dans quelle mesure les interactions entre bureau de pays, bureau régional et siège ont-elles servi l'efficacité de la réponse humanitaire ?

68. Au vu des échanges préliminaires avec le Bureau de Pays, l'évaluation suscite une attente particulière concernant l'analyse du positionnement stratégique du PAM et des domaines où il démontre un avantage comparatif, au regard d'éventuelles réorientations stratégiques à envisager du fait d'un contexte actuel et à venir fortement impacté par la crise sécuritaire. L'articulation entre la gestion du PSP et de l'urgence régionale, et la flexibilité du PSP comme instrument de programmation inclusif, notamment au vu de l'évolution rapide de la situation humanitaire, seront d'autres thématiques importantes à prioriser.
69. L'évaluation sera fondée sur les critères d'évaluation standard du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (GNUE) et du Comité d'aide au développement de l'OCDE, à savoir : la pertinence, l'efficacité, l'efficacé, la cohérence, la durabilité, l'interdépendance et la couverture des activités. Elle s'attachera également à évaluer le respect des principes de l'action humanitaire ainsi que la prise en compte des questions de protection et de la possibilité de rendre compte des interventions du PAM aux populations affectées.
70. Au cours de la phase de démarrage, l'équipe d'évaluation collaborera avec le Bureau de l'évaluation pour définir un ensemble restreint de thèmes d'analyse clés, en lien avec l'objet principal des activités du PAM ainsi que les défis à relever et les bonnes pratiques dans le pays. Ces thèmes doivent également correspondre aux principales hypothèses de fondement de la logique d'action du plan stratégique de pays et, par conséquent, servir à tirer des enseignements. Les hypothèses identifiées devront être explicitées dans le rapport initial et traduites en axes d'enquête dans le cadre des questions et des sous-questions d'évaluation pertinentes.

4.2 APPROCHE DE L'EVALUATION ET METHODOLOGIE

71. L'Agenda 2030 est fondé sur la notion de développement durable en tant que système de relations harmonieuses entre la nature et les êtres humains, permettant à chacun d'évoluer dans une société inclusive qui offre la paix et la prospérité universelles. Il exprime de ce fait l'engagement mondial à mettre fin à la pauvreté, à la faim et aux inégalités, inscrivant les activités humanitaires et de développement dans le cadre général du progrès humain. Conformément à cette vision, les aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement durable ne peuvent être traités séparément. Il devient alors nécessaire d'adopter une approche systémique en matière de politiques de développement, de conception et de mise en œuvre de programmes ainsi que d'analyse des effets de développement. Le

PAM a fait du Programme 2030 le cadre conceptuel global de son Plan stratégique pour la période 2017-2021, en mettant l'accent sur le soutien apporté aux pays pour éradiquer la faim (ODD 2).

72. L'organisation valorise ainsi l'amélioration du lien entre action humanitaire et développement, qui nécessite de tenir compte du développement dans le cadre des interventions humanitaires et de les associer à des initiatives de renforcement des capacités des institutions nationales.
73. Il est reconnu que la mise en œuvre des cibles nationales en lien avec des ODD et des effets stratégiques directs du PAM dépend de l'interaction de multiples variables. Le degré d'ambition qui guide la définition des résultats attendus est de fait inversement proportionnel à la mesure dans laquelle les acteurs en maîtrisent l'accomplissement. Pour cette raison et dans le contexte des ODD, il peut être extrêmement difficile, voire impossible, d'attribuer des résultats précis à telle ou telle organisation, y compris au PAM. L'attribution de résultats n'étant pas appropriée du point de vue des effets, elle doit être recherchée concernant les produits et les activités.
74. Les évaluations des plans stratégiques de pays adoptent un ensemble de méthodes variées afin de soutenir l'approche systémique précédemment mentionnée. L'objectif est de concevoir une méthodologie où la collecte et l'analyse des données sont mises en œuvre dans le cadre d'un processus itératif alliant une approche déductive (utilisation de catégories analytiques prédéfinies), avec une approche inductive afin de laisser le champ ouvert à l'identification de problèmes ou d'axes d'enquête inattendus n'ayant pas été cernés au cours de la phase de démarrage. À terme, cette méthode devrait permettre de repérer les effets non escomptés des activités du PAM, qu'ils soient négatifs ou positifs.
75. Dans le cadre de cette approche, les données collectées peuvent provenir de sources primaires et secondaires employant différentes techniques, notamment : des études documentaires, des entretiens semi-guidés ou à questions ouvertes, des enquêtes, des groupes de travail et des missions d'observation directe. Il est nécessaire de procéder au croisement systématique des données de différentes sources ainsi que d'adopter des procédures afin de valider les résultats et d'éviter les cas d'impartialité au cours de l'appréciation évaluative.
76. Pendant la phase de démarrage, l'équipe d'évaluation devra concevoir une méthodologie détaillée conforme à l'approche décrite dans les termes de référence. La méthodologie élaborée sera présentée dans le rapport de démarrage et reposera sur une étude d'évaluabilité approfondie. L'étude d'évaluabilité doit être fondée sur l'examen des principaux documents de programme, de suivi et de communication des données ainsi que sur des entretiens de collecte d'informations avec les gestionnaires de programme.
77. Compte-tenu de la pandémie de COVID-19 qui perdure et des incertitudes que cela génère sur les possibles conséquences en termes d'accès et de déplacements, il est à ce stade précoce de prévoir si la phase de démarrage pourra inclure une mission au Burkina Faso, ou si elle devra être menée partiellement à distance. La chargée d'évaluation du bureau de l'évaluation du PAM restera en contact étroit avec le pays afin de déterminer les options les plus favorables en temps voulu. Au regard des incertitudes qui couvrent de la même façon la mission principale de collecte de données, il sera attendu des offres techniques et financières soumises pour cette évaluation qu'elles proposent deux scénarios ; entre travail entièrement sur place et une autre option hybride incluant une partie de travail à distance, selon l'évaluation de la situation liée au COVID-19.
78. Du même ordre, la situation sécuritaire du pays déterminera aussi certains aspects organisationnels de l'évaluation, et notamment les zones qui peuvent être couvertes par la collecte de données primaires, et les conditions de celle-ci. De nouveau, une approche flexible, basée sur des scénarios plausibles de voyages dans le pays, revus jusqu'à l'approche de la période prévue pour la mission, sera appropriée.
79. L'une des annexes les plus importantes du rapport de démarrage est la matrice d'évaluation, qui concrétise les différents aspects de l'évaluation selon l'objet analysé : composante opérationnelle, axes d'enquêtes et indicateurs selon les cas, en précisant les sources et les méthodes de collecte de données correspondantes. De cette façon, la matrice constituera le cadre analytique de l'évaluation. Dans le cadre des sous-questions d'évaluation appropriées, les axes d'enquêtes doivent traiter de manière adéquate des thèmes d'analyse clés de l'évaluation. La méthodologie établie doit viser la ventilation des données par sexe, par âge, par nationalité, par groupe ethnique ou en fonction d'autres catégories selon ce qui est pertinent et faisable dans le contexte concerné. En outre, le choix des informateurs et des sites de visites de terrain doit garantir, dans la mesure du possible, la prise en compte de tous les points de vue.

Il est donc essentiel que la phase de conception comprenne une cartographie et une analyse détaillées et complètes des parties prenantes afin d'orienter la sélection des techniques d'échantillonnage (qui peuvent être à visée stratégique ou statistique). Un modèle de matrice est proposé en [annexe 13](#).

80. La mise en œuvre de l'évaluation doit tenir compte des considérations liées au genre, dont l'intégration réussie nécessite fondamentalement d'analyser :
- La qualité de l'analyse des questions de genre effectuée avant la conception du plan stratégique de pays ;
 - La mesure dans laquelle les résultats de l'analyse des questions de genre ont été correctement intégrés à la mise en œuvre du plan stratégique de pays.
81. Les considérations liées au genre peuvent varier selon la nature des effets et des activités du plan stratégique de pays évalué. L'équipe d'évaluation du plan stratégique de pays doit se conformer à la note technique sur l'intégration du genre aux évaluations du PAM publiée par le Bureau de l'évaluation. Il est attendu de l'équipe d'évaluation qu'elle suive une méthode afin d'analyser le statut des marqueurs de l'égalité des sexes au sein du bureau de pays. Le rapport de démarrage doit intégrer le genre dans la conception de l'évaluation et dans le plan opérationnel, y compris prévoir une analyse du contexte qui tienne compte du genre. De la même façon, le rapport final doit comprendre des données d'analyse, des conclusions, des résultats et des facteurs qui tiennent compte des considérations liées au genre, ainsi que des recommandations et une annexe technique à ce sujet s'il y a lieu.
82. Considérant les efforts fournis par le Bureau de Pays pour mettre en place des mécanismes de redevabilité envers les populations affectées, l'équipe d'évaluation pourra explorer avec le BP la possibilité de s'appuyer sur ceux-ci pour recueillir les perspectives des bénéficiaires. Sinon l'évaluation devrait considérer la faisabilité d'entreprendre des enquêtes auprès des bénéficiaires, ce qui nécessitera du temps au stade de la préparation et du démarrage pour être mis en place.

4.3. ÉTUDE D'ÉVALUABILITÉ

L'évaluabilité désigne la mesure dans laquelle une activité ou un programme peut être évalué de façon fiable et crédible. Une politique, une intervention ou une activité n'est évaluable que si les éléments suivants sont disponibles: a) une description claire de la situation antérieure ou initiale, à laquelle il est possible de se référer afin d'identifier ou de mesurer les changements; b) un énoncé clair des effets visés, c'est-à-dire des changements recherchés qui devraient pouvoir être observés une fois la mise en œuvre lancée ou terminée; c) un ensemble d'indicateurs clairement définis et appropriés servant à mesurer les changements; et d) un calendrier définissant les moments auxquels les effets devraient se manifester.

83. Il existe différents problèmes qui pourraient avoir des conséquences sur la mise en œuvre de l'évaluation du plan stratégique de pays. En général, les difficultés d'évaluation peuvent être dues à :
- **Restriction de voyage liées à la COVID-19 et à la situation de sécurité.** Les membres internationaux de l'EE pourraient ne pas pouvoir entrer dans le pays en raison des restrictions liées à la COVID-19. Également, les visites des zones d'intervention du PAM et l'accès aux parties prenantes locales (sous-bureaux, bénéficiaires et partenaires de coopération) pourraient être limitées en raison du contexte d'urgence dans le pays.
 - **Période couverte par l'évaluation.** La mise en œuvre de l'évaluation avant la fin du PSP peut limiter la capacité de l'EE à effectuer une évaluation complète des effets de l'ensemble des activités menées par le bureau pays, dans la mesure où les résultats attendus n'auront pu être atteints au moment de l'évaluation. Cependant, le calendrier proposé pour cette évaluation est pertinent : les constatations, conclusions et recommandations de l'évaluation guideront l'élaboration du nouveau PSP prévu début 2024.
 - **Mises à jour du cadre logique du PSPP-T et du PSP pour intégrer les révisions budgétaires et analyse de la performance.** Les révisions budgétaires variées ont eu pour conséquence l'ajout de nouvelles activités et de conséquences mises à jour du cadre logique (deux pour le PSPP-T et cinq

pour le PSP). Cette adaptation, si bien légitime, peut compliquer la comparaison pluriannuelle et limiter l'analyse de la performance.

- **Le cadre logique du PSPP-T** se compose de 92 indicateurs (27 indicateurs d'effets directs, 6 indicateurs transversaux et 59 indicateurs relatifs aux produits). Le RNA 2018 relève de données de référence, objectifs à atteindre en fin d'année, objectifs à atteindre en fin de PSPP-T et suivi pour les 27 indicateurs d'effets directs, les 6 indicateurs transversaux et pour 25 sur 59 indicateurs relatifs aux produits. L'[annexe 8](#) présente des données pertinentes concernant transferts et bénéficiaires.
- En novembre 2021, **le cadre logique du PSP englobe 133 indicateurs (29 indicateurs d'effets directs, 11 indicateurs transversaux et 93 indicateurs relatifs aux produits)**. Le RNA 2019 relève de données de référence, objectifs à atteindre en fin d'année, objectifs à atteindre en fin de PSP et suivi pour 23 indicateurs d'effets directs, 10 indicateurs transversaux et 21 indicateurs relatifs aux produits. Le RNA 2020 relève de données pour 25, 10 et 41 indicateurs, respectivement. L'[annexe 10](#) reprend pour les trois types d'indicateurs pour le PSPP-T et PSP l'évolution du nombre d'indicateurs pour chaque cadre logique et le taux de renseignement des indicateurs dans chaque RNA.

84. Au cours de la phase de démarrage, l'équipe d'évaluation devra mener une étude d'évaluabilité approfondie ainsi qu'un examen critique de la disponibilité, de la qualité et des lacunes des données afin d'orienter le choix des méthodes d'évaluation. Elle procédera pour ce faire à une analyse du cadre de résultats et des indicateurs associés afin de valider les conclusions de l'évaluation préliminaire effectuée par le Bureau de l'évaluation.

Données nationales

85. En complément aux données d'estimation et de suivi récentes, l'évaluation prendra également en compte les données probantes générées par : i) l'Examen à Mi-Parcours du PSP (en cours) ; les résultats d'une étude de cas au Burkina Faso pour l'évaluation du rôle du PAM en matière de consolidation de la paix dans les situations de transition; et deux évaluations décentralisées conduites sur la période : l'une sur les questions de genre dans les interventions du PAM au Burkina Faso (2016-2018) et l'autre sur le « Projet lait » (2017- 2019). Elle tiendra compte aussi de tout autre rapport pertinent, de synthèse ou de suivi, et de l'audit interne sur la L3 pour le Sahel Central (2019). Le Burkina Faso a obtenu 67.8 points dans l'indice composite de capacité statistique de la Banque Mondiale (2020). Ce score est supérieur à la moyenne de l'Afrique de l'Ouest estimée à 61.4⁸⁷. Sous la supervision du Conseil national de la statistique (CNS), le Service d'Information du Gouvernement (SIG) donne les principales informations statistiques par ministère. Cependant, la plupart des statistiques ne sont pas menées fréquemment⁸⁸. Le dernier recensement général date de 2019, de même que le dernier État de santé de la population, tandis que la dernière enquête nutritionnelle nationale remonte à 2016. Comme mentionné dans la section du contexte, le Burkina Faso a présenté son Cen 2019.

4.4. CONSIDERATIONS ETHIQUES

86. Les évaluations doivent être conformes aux normes éthiques du PAM et du [GNUJ](#). Par conséquent, la société sélectionnée pour réaliser l'évaluation est responsable de la préservation et de la garantie des considérations éthiques à toutes les étapes du processus d'évaluation. Cela comprend, sans s'y limiter, la garantie d'un consentement éclairé, la protection de la vie privée, le respect de la confidentialité et de l'anonymat des participants, la garantie de la sensibilité aux réalités culturelles, le respect de l'autonomie des participants, la garantie d'un recrutement équitable des participants (notamment des femmes et des groupes socialement exclus) et la garantie que l'évaluation ne cause aucun préjudice aux participants ou à leurs communautés.

87. L'équipe et le gestionnaire de l'évaluation ne doivent pas avoir été impliqués dans la conception, la mise en œuvre ou le suivi du PSP du PAM au Burkina Faso, ni avoir tout autre conflit d'intérêts potentiel ou apparent. Tous les membres de l'équipe d'évaluation se conformeront aux [principes éthiques de 2020 du GNUJ](#) et aux [directives de 2014 sur l'intégration des droits de l'homme et de l'égalité des sexes aux](#)

⁸⁷ Banque Mondiale. 2020. *Indice composite de capacité statistique*.

⁸⁸ SIG. 2021. *Statistiques dans les ministères*. Consulté le 17 novembre 2021.

[évaluations](#). En plus de signer un engagement à adopter une conduite éthique en contexte d'évaluation, l'équipe d'évaluation acceptera de signer une déclaration sur la confidentialité, Internet et la sécurité des données.

4.5. ASSURANCE QUALITE

88. Le système d'assurance qualité des évaluations du PAM définit des processus par étapes pour l'assurance qualité ainsi que des modèles pour les produits de l'évaluation fondés sur des listes de contrôle pour l'assurance qualité. Les procédures d'assurance qualité seront systématiquement appliquées au cours de cette évaluation et les documents pertinents seront fournis à l'équipe d'évaluation. Ce processus d'assurance qualité n'interfère pas avec les points de vue ou l'indépendance de l'équipe d'évaluation, mais veille plutôt à ce que le rapport présente des preuves et des analyses crédibles de manière claire et convaincante et formule ses conclusions sur cette base. L'équipe d'évaluation sera tenue d'assurer la qualité des données (fiabilité, cohérence et exactitude) tout au long des phases de collecte de données, de synthèse, d'analyse et d'élaboration de rapports.
89. Le Bureau de l'évaluation s'attend à ce que tous les produits livrables de l'équipe d'évaluation fassent l'objet d'un examen minutieux d'assurance qualité par la société d'évaluation, conformément au système d'assurance qualité des évaluations du PAM, avant leur envoi au Bureau d'évaluation.
90. Tous les rapports d'évaluation finaux feront l'objet d'une évaluation ultérieure de la qualité réalisée par une entité indépendante dans le cadre d'un processus géré par le Bureau de l'évaluation. Les résultats complets de cette évaluation ultérieure de la qualité ainsi que le rapport d'évaluation final seront publiés sur le site Internet du PAM.

5. Organisation de l'évaluation

5.1. ÉTAPES ET PRODUITS LIVRABLES

91. L'évaluation se déroule en cinq phases présentées dans le tableau 3 ci-dessous. L'équipe d'évaluation participera aux phases 2 à 5 de l'évaluation du plan stratégique de pays. [L'annexe 11](#) contient un calendrier plus détaillé. Les bureaux régionaux et de pays ont été consultés au sujet du calendrier afin que celui-ci corresponde bien aux plans et à la prise de décisions du bureau de pays. L'objectif est de pouvoir faire un usage efficace des données probantes générées par l'évaluation du plan stratégique de pays.

Tableau 3 : Récapitulatif du calendrier – jalons importants de l'évaluation		
Phases principales	Calendrier	Tâches et produits livrables
1. Préparatoire	10 dec. 2021 11 jan. 2022 31 jan. 2022 Fev. 2022	Termes de référence validés par OEV Termes de référence commentés par le BP Termes de référence finaux et abrégés Sélection et contractualisation d'une compagnie fournissant l'équipe d'évaluation
2. Démarrage	Début mar. 2022 7-11 mar. 2022 25 mai 2022	Réunions de démarrage HQ (virtuel ou sur place, à confirmer) Mission de démarrage (virtuel ou sur place, à confirmer) Rapport de démarrage
3. Évaluation, activités sur le terrain comprises	20 juin – 10 juil. 2022	Mission d'évaluation, collecte de données, et réunion-bilan de sortie (virtuel ou sur place, à confirmer)
4. Élaboration du rapport	Mi-oct 2022 Mi-oct. – 1 nov. 2022 15 nov. 2022 Mi-déc. 2022 15 jan. 2023	Partage du rapport préliminaire pour commentaires avec le GRI Rapport préliminaire commentés par le GRI Atelier avec les parties prenantes (virtuel ou sur place, à confirmer) Rapport d'évaluation final Rapport succinct de l'évaluation
5. Diffusion	fev. 2023 nov. 2023 dec. 2023	Réponse de la direction et préparation de la présentation au Conseil d'administration Présentation au Conseil d'Administration Diffusion des produits

5.2. COMPOSITION DE L'EQUIPE D'EVALUATION

92. L'évaluation du plan stratégique de pays sera effectuée par une équipe d'évaluateurs indépendants pouvant efficacement traiter les domaines d'évaluation, proposée par la compagnie sélectionnée. L'équipe sera composée d'hommes et de femmes et comportera jusqu' à cinq membres, dont un dédiée à la recherche et à l'analyse et au moins deux (homme et femme) seront nationaux.
93. Le responsable de l'équipe d'évaluation devra posséder d'excellentes compétences de synthèse et de rédaction de rapports d'évaluation en français. L'équipe d'évaluation devra être familière des interventions humanitaires intégrées aux de renforcement de la résilience, connaître les modalités de l'aide alimentaire et technique fournie par le PAM et avoir de solides compétences en évaluation, inclus des principes humanitaires, de la protection, de l'équité et l'inclusion et la responsabilité envers les populations affectées, et inclus une connaissance méthodologique approfondie de la conception de collectes et d'analyses de données et de synthèse. Le tableau 4 ci-dessous détaille plus avant les compétences recherchées pour l'équipe.

Tableau 4 : Récapitulatif des domaines de compétences requis pour l'équipe d'évaluation	
Domaines	Expertise requise
Chef d'équipe	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation de plans stratégiques pays, y compris des aspects de positionnement, combinant approche humanitaires et de soutien à la résilience et perspective nexus • Solide expérience des contextes humanitaires et de développement, et si possible du contexte de l'Afrique de l'Ouest / région du Sahel. • Connaissance de l'architecture de l'aide internationale et ses acteurs clés, y compris du système des Nations Unies ; • Gestion d'équipe, coordination, planification • Capacités démontrées de présentation et d'engagement avec divers acteurs ; capacité à livrer à temps • Maîtrise orale et excellentes compétences rédactionnelles en français • Une expérience préalable dans les évaluations du PAM est un atout
Nutrition et sécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse des interventions liées au traitement et à la prévention de la malnutrition aiguë modérée et à la promotion de la nutrition ; • Analyse des interventions d'évaluation de la sécurité alimentaire et de ses facteurs, y compris l'intégration des marchés
Soutien aux économies locales et chaîne de valeurs	Analyse des interventions de soutien aux systèmes de production et aux chaînes de valeur au niveau communautaire ;
Cantines scolaires	Analyse des programmes scolaires, y compris les rations à emporter et les liens d'une cantine basée sur les produits et l'économie locaux.
Logistique et gestion d'approvisionnement	Analyse des opérations de gestion de chaînes d'approvisionnement et de fourniture de services logistiques, y compris dans le cadre des modalités de coordination des clusters et y compris la mise en place des opérations aériennes et des lignes de télécommunication
Soutien aux contreparties nationales	Analyse des interventions de soutien au gouvernement, notamment dans les domaines de la protection sociale et de renforcement des capacités pour la gestion de données et d'information.
Recherche et d'analyse	Compréhension de l'évaluation et capacité à fournir un soutien de recherche qualitatif et quantitatif aux équipes d'évaluation ; analyser et évaluer les données de S&E, le nettoyage et l'analyse des données ; compétences rédactionnelles et de présentation, relecture et prise de notes.

5.3. ROLES ET RESPONSABILITES

94. L'évaluation est gérée par le Bureau de l'évaluation du PAM. Aurélie Larmoyer a été nommée gestionnaire de l'évaluation. Le gestionnaire de l'évaluation n'a pas participé à des activités associées au sujet de l'évaluation. Elle est responsable de la préparation des termes de référence; de la sélection et des contrats de l'équipe d'évaluation; de préparer et de gérer le budget; de la mise en place du groupe d'examen; de l'organisation de la séance d'information pour les membres de l'équipe et de l'atelier d'apprentissage pour les parties prenantes sur le territoire national; du soutien aux travaux préparatoires de la mission de terrain; de la préparation du rapport succinct de l'évaluation; de la première assurance qualité des produits de l'évaluation ainsi que de la collecte des retours des parties prenantes du PAM concernant la version provisoire des produits. Le gestionnaire de l'évaluation constituera le principal relais entre l'équipe d'évaluation, représentée par son chef d'équipe, et les homologues du PAM, l'objectif étant de garantir la fluidité du processus de mise en œuvre. Natalia Melendez-Fuentes, analyste de recherche, fournira un soutien à l'équipe d'évaluation pour la collecte et la compilation de la documentation interne au PAM et en particulier des données quantitatives. Elle facilitera également l'engagement de l'équipe d'évaluation avec les parties prenantes, fournira un soutien à la logistique des visites sur le terrain ainsi qu'à la préparation d'infographies visuelles selon les besoins définis par la gestionnaire de l'évaluation. Anne-Claire Luzot, Directrice Adjointe de l'Evaluation, procèdera à la deuxième assurance qualité, approuvera les produits finaux et soumettra l'évaluation du plan stratégique de pays au Conseil d'administration pour examen en novembre 2023.
95. Un groupe de référence interne composé de parties prenantes du PAM sélectionnées au sein du bureau de pays, du bureau régional et du Siège devra examiner et commenter les rapports d'évaluation provisoires, fournir des retours au cours des séances de discussion de l'évaluation ainsi qu'accorder des entretiens à l'équipe d'évaluation (détails en [annexe 14](#)). Le bureau de pays facilitera les échanges entre l'équipe d'évaluation et les parties prenantes du Burkina Faso en plus de fournir un soutien logistique dans le cadre des activités de terrain et d'organiser un atelier d'apprentissage pour les parties prenantes sur le territoire national. Outman Badaoui a été nommé point focal pour l'évaluation au bureau de pays du PAM et apportera son aide à la communication avec le gestionnaire de l'évaluation et l'équipe d'évaluation du plan stratégique de pays, en plus de préparer les réunions et de coordonner les visites de terrain. Afin de garantir l'indépendance de l'évaluation, aucun membre du personnel du PAM ne fera partie de l'équipe d'évaluation ou ne participera à des réunions où sa présence pourrait influencer les réponses données par les parties prenantes.

5.4. CONSIDERATIONS RELATIVES A LA SECURITE

96. En tant que "fournisseur indépendant" de services d'évaluation au PAM, la société mandatée sera chargée de garantir la sécurité de l'équipe d'évaluation et de prévoir des mesures d'évacuation adéquates en cas de problème médical ou d'insécurité. Toutefois, afin d'éviter tout incident lié à la sécurité, le gestionnaire de l'évaluation devra s'assurer que le bureau de pays du PAM enregistre les membres de l'équipe auprès du responsable de la sécurité à l'arrivée dans le pays et organise une réunion pour leur permettre de comprendre les conditions de sécurité sur le terrain. L'équipe d'évaluation doit respecter les règles applicables du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies, notamment suivre les formations à la sécurité (BSAFE et SSAFE) ou toute autre formation jugée indispensable pour garantir la sécurité de la mission, et assister aux réunions d'information dans le pays.

5.5. COMMUNICATION

Il est important que les rapports d'évaluation soient rendus accessibles à un large public, comme prévu dans la politique d'évaluation, afin de garantir la crédibilité du PAM (au moyen d'un processus d'élaboration de rapports transparent) et l'utilité des évaluations. La stratégie de diffusion considèrera, qui de l'analyse des parties prenantes, seront les destinataires du rapport, les acteurs à intégrer au processus de diffusion, les futurs utilisateurs de l'évaluation, les détenteurs d'obligations, les responsables de la mise en œuvre et les bénéficiaires en tenant compte des considérations liées au genre.

97. Tous les produits de l'évaluation seront rédigés en français. Conformément aux règles internationales en matière d'évaluation, le PAM requiert que toutes les évaluations soient rendues publiques. En cas d'activité de terrain nécessitant des interprètes, la société d'évaluation procédera aux arrangements requis et inclura les coûts induits dans le projet de budget. Au cours de la phase de démarrage, le gestionnaire de l'évaluation collaborera avec l'équipe d'évaluation pour établir un plan de communication et de gestion des connaissances (voir l'[annexe 12](#)). Le rapport succinct de l'évaluation, accompagnée de la réponse de la direction aux recommandations de l'évaluation, sera présentée au Conseil d'administration du PAM en novembre 2023. Le rapport d'évaluation final sera rendu accessible sur le site Internet public du PAM, et le Bureau de l'évaluation s'assurera de la diffusion des enseignements tirés à l'aide du rapport annuel d'évaluation.

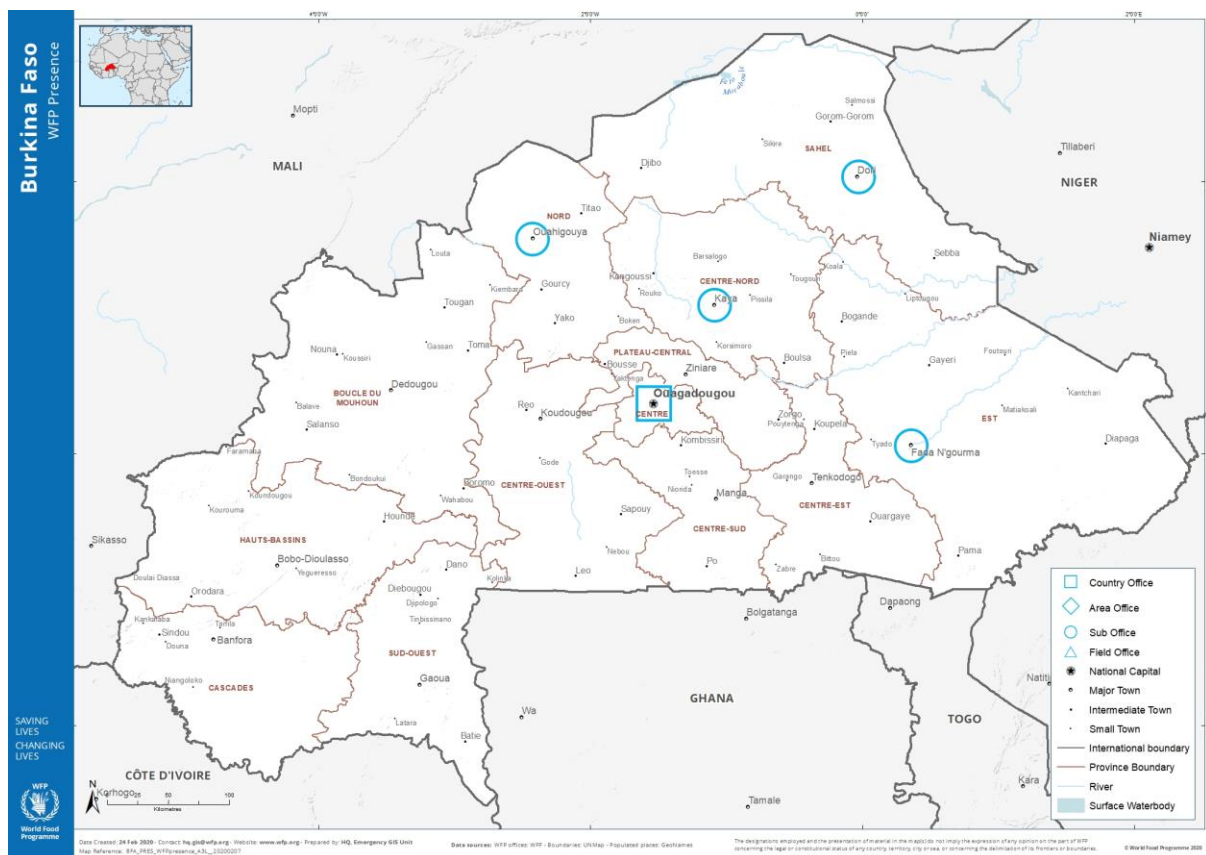
5.6. BUDGET

98. L'évaluation sera financée sur le budget du portefeuille de pays.

Annexes

Annexe 1 : Carte des bureaux du PAM dans le Burkina Faso en 2021

Figure 15 : Situation géographique



Source : unité des systèmes d'information géographique du PAM.

Annexe 2 : Fiche d'information sur le Burkina Faso

Tableau 5 : Fiche d'information sur le Burkina Faso (2018-2020)				
	Paramètre (source)	2018	2020	Source des données
Généralités				
1	Indice de développement humain (1)	0,423	0,452 (2019)	Rapport sur le développement humain 2019 et 2020
2	Nombre total de personnes relevant de la compétence du PAM (réfugiés et demandeurs d'asile)	25 898	23 648	Portail opérationnel du HCR
5	Nombre total de personnes relevant de la compétence du PAM (personnes déplacés)	8 665	1 423 378 (2021)	Portail opérationnel du HCR
Démographie				
7	Population totale (millions) (2)	19,8 millions	21,5 millions	Banque mondiale
8	Femmes dans la population totale (%) (2)	50,09	50,06 (2019)	Banque mondiale
9	Population urbaine (%) (1)	29,4	30 (2019)	Rapport sur le développement humain 2019 et 2020
10	Population totale par âge (1 - 4 ans) (millions) (6)	3,4 millions	Données non déclarées	Division de la statistique des Nations Unies (UNSD)
11	Population totale par âge (5 - 9 ans) (millions) (6)	2,9 millions	Données non déclarées	Division de la statistique des Nations Unies (UNSD)
12	Population totale par âge (10 - 14 ans) (millions) (6)	2,5 millions	Données non déclarées	Division de la statistique des Nations Unies (UNSD)
14	Taux de natalité chez les adolescentes (nombre de naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans)	132,3 (2013-2018)		OMS
Situation économique				
15	PIB par habitant (d'après le taux de change actuel du dollar É.-U.) (2)	738	830,9	Banque mondiale

16	Inégalité des revenus : coefficient de Gini (1)	35,3 (2010-2018)		Rapport sur le développement humain 2019 et 2020
17	Entrées nettes d'investissements étrangers directs (% du PIB) (2)	1,65	1,32 (2019)	Banque mondiale
18	Montant net de l'aide publique au développement reçue (% du revenu national brut) (4)	7,9 (2018)	Données non déclarées	OECD-DAC
19	ODD 17 : volume des envois de fonds rapporté au PIB total (%) (9)	3,2 (2018)		Profil pays des ODS
20	Valeur ajoutée de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche (% du PIB) (2)	21,34 (2017)	20,2 (2019)	Banque mondiale
Pauvreté				
22	Population vivant dans une situation proche de la pauvreté multidimensionnelle (%) (1)	7,3	7,4 (2019)	Rapport sur le développement humain 2019 et 2020
23	Population vivant dans une pauvreté multidimensionnelle extrême (%) (1)	64,8 (2018)		Rapport sur le développement humain 2019 et 2020
Santé				
21	Taux de mortalité maternelle (5) (risque de décès maternel cumulé sur la durée d'une vie : 1 sur x) (3)	57 (2017)		La Situation des enfants dans le monde 2021, UNICEF
22	Espérance de vie en bonne santé à la naissance (2)	61,17 (2018)		Banque mondiale
23	Prévalence totale du VIH (% de la population âgée de 15 à 49 ans) (2)	0,8 (2018)		Banque mondiale
Genre				
28	Indice d'inégalité de genre (1)	147 (2018)	148 (2019)	Rapport sur le développement humain 2019 et 2020
29	Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux (%) (2)	13,39	13,39	Banque mondiale
30	Taux d'activité total des femmes (% du total de la population âgée de 15 ans et +) (estimation modélisée de l'Organisation internationale du Travail [OIT]) (2)	58,31	58,15	Banque mondiale

31	Femmes employées dans le secteur de l'agriculture (% d'emploi des femmes) (estimation modélisée de l'OIT) (2)	17,14	16,61	Banque mondiale
Nutrition				
32	Part de la population totale en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave (%) (7)	47,7 (2017-2019)		L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021, FAO
33	Prévalence (d'après le poids-pour-taille) des formes modérée et grave d'émaciation chez les < de 5 ans (%) (3)	9 (2013-2018)		La Situation des enfants dans le monde 2019 et 2021, UNICEF
34	Prévalence (d'après la taille-pour-l'âge) des formes modérée et grave de retard de croissance chez les < de 5 ans (%) (3)	21 (2013-2018)		La Situation des enfants dans le monde 2019 et 2021, UNICEF
35	Prévalence (d'après la taille-pour-l'âge) des formes modérée et grave de surpoids chez les < de 5 ans (%) (3)	2 (2013-2018)		La Situation des enfants dans le monde 2019 et 2021, C
36	Taux de mortalité chez les < de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes) (2)	90,7	87,5 (2019)	Banque mondiale
Éducation				
37	Taux d'alphabétisation des adultes (% de la population âgée de 15 ans et plus) (1)	41,2	Données non déclarées	Rapport sur le développement humain 2019 et 2020
38	Population ayant au moins commencé l'enseignement secondaire (% de la population âgée de 25 ans et plus) (1)	8,8	8,9 (2019)	Rapport sur le développement humain 2019 et 2020
40	Taux corrigé de scolarisation dans le primaire (% net d'enfants en âge de fréquenter un établissement primaire), 2017	79,3 (2018)		Banque mondiale
41	Taux corrigé de scolarisation dans le secondaire (% net d'enfants en âge de fréquenter un établissement secondaire), 2017	31 (2018)		Banque mondiale

Source : (1) Programme des Nations Unies pour le développement. *Rapport sur le développement humain* – 2016 et 2018 ; (2) Banque mondiale. Indicateurs du développement dans le monde ; (3) Fonds des Nations Unies pour l'enfance. *La Situation des enfants dans le monde* ; (4) Comité d'aide au développement de l'OCDE ; (5) HCR ; (6) Division de la statistique des Nations Unies ; (7) *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* – 2019 ; (8) Organisation mondiale de la Santé ; (9) présentation des ODD par pays ; (10) Fonds des Nations Unies pour la population.

Annexe 3 : Matrice de résultats du cadre de coopération du PNUAD (2018-2020, prolongé pour 2022)



Tableau 6 : Matrice de résultats du cadre de coopération du PNUAD (2018-2020, prolongé pour 2022)			
Pilier du PNUAD	Effet	Cohérence avec les priorités nationales	Lien avec les ODD
Pilier 1 : Efficacité institutionnelle, État de droit, cohésion sociale, sécurité et paix durable (<i>sustaining peace</i>).	1.1 : D'ici à 2020, l'efficacité des institutions est améliorée et les populations du Burkina Faso, en particulier les plus exposées aux risques de conflits et à l'insécurité, vivent en paix et en sécurité dans un État de droit.	Axe 1 du PNDES 2016-2020 : Réformer les institutions et moderniser l'administration.	Point d'entrée : ODD 16 Points secondaires : ODD 1, 2, 3, 5, 8, 10, 11, 16 et 17
	1.2 : D'ici à 2020, chaque enfant et chaque femme des groupes les plus vulnérables à risque ou affectés par la violence, l'exploitation et les discriminations sont mieux protégés dans un environnement familial, communautaire et institutionnel renforcé.		
Pilier 2 : Qualité, cadre de vie (éducation et formation professionnelle, santé, nutrition, eau et assainissement) et accès équitable aux droits sociaux.	2.1 : D'ici à 2020, davantage d'enfants et de jeunes issus des groupes vulnérables, particulièrement les filles et les enfants en situation de handicap, d'urgence, ont accès et achèvent une éducation de base et une formation professionnelle de qualité, particulièrement dans les régions du Sahel et de l'Est.	Axe 2 du PNDES 2016-2020 : Développer le capital humain. Axe 3 du PNDES 2016-2020 : Dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois	Point d'entrée : ODD 2 Points secondaires : ODD 1, 2, 3, 4, 5, 6, 11, 12, 13 et 17
	2.2 : D'ici à fin 2020, chaque homme, chaque femme en âge de procréer, chaque nouveau-né, chaque enfant et chaque adolescent(e) ont un accès équitable et utilisent de façon accrue des services de santé de qualité.		
	2.3 : D'ici à 2020, les enfants de moins de 5 ans, les jeunes, les adolescents et les femmes ont un accès équitable aux interventions services multi sectorielles en nutrition.		
	2.4 : D'ici à 2020, les populations ont un accès accru à l'eau potable et à l'assainissement en milieu rural et péri-urbain et vivent dans un cadre de vie décent et un environnement sans défécation à l'air libre.		
Pilier 3 : Croissance inclusive durable, emplois décents et sécurité alimentaire	3.1 : D'ici à fin 2020, les populations, notamment les jeunes et les femmes dans les zones d'intervention (urbain/rural) accroissent leur revenu, adoptent des modes de production et de consommation durables et améliorent leur sécurité alimentaire.	Axe 3 du PNDES : Dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois	Points d'entrée : ODD 1, 5, 7, 8 et 10 Points secondaires : L'ensemble des ODD (excepter le 16).
	3.2 : D'ici à fin 2020, les populations les plus fragiles économiquement et socialement, à mobilité ou non, en particulier les jeunes, les femmes, les personnes en situation de handicap et les personnes âgées sont couvertes par des mécanismes de protection sociale.		
Pilier 4 : Résilience aux effets des changements climatiques, aux catastrophes naturelles et aux urgences humanitaires.	4.1 : D'ici à 2020, les institutions, aux niveaux central et local, assument une meilleure préparation, prévention, réponse et relèvement face aux risques climatiques et environnementaux.	Axe 3 du PNDES : Dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois	Points d'entrée : L'ensemble des ODD (excepter le 14).
	4.2 : D'ici à 2020, les populations, en particulier les groupes vulnérables, des zones cibles sont plus résilientes aux chocs climatiques et environnementaux.		

Source : FNUAP. 2018. *PNUAD 2018-2020*.

Annexe 4: Présence du PAM au Burkina Faso au cours des années précédant 2018

Tableau 7 : Présence du PAM au Burkina Faso au cours des années précédant 2018			
	2015	2016	2017
Évènements importants dans le Burkina Faso	<p>Septembre 2015 : Tentative de coup d'État du Général Diendéré, l'ancien bras-droit de Compaoré.</p> <p>Novembre 2015 : Élection de Roch Marc Christian Kaboré à la présidence. Son élection met fin à plus d'une année de transition après la fuite de Blaise Compaoré en octobre 2014.</p> <p>Les attaques djihadistes commencent.</p>	<p>Janvier 2016 : un attentat contre l'hôtel Splendid et le restaurant Cappuccino à Ouagadougou fait 30 morts. L'attaque, première de ce type au Burkina Faso.</p> <p>Janvier 2016 : Nomination de Paul Kaba Thiéba au poste de Premier ministre.</p> <p>Mai 2016 : Élections municipales violentes</p> <p>Septembre 2016 : Installation de la Commission constitutionnelle, chargée de proposer un avant-projet de Constitution, dont l'adoption conduira au passage à la Cinquième république.</p>	<p>Août 2017 : attentat à Ouagadougou. L'attaque fait 19 morts.</p> <p>Novembre 2017 : la force anti-djihadiste de l'organisation régionale G5 Sahel, lance ses premières opérations conjointes aux confins du Mali, du Burkina Faso et du Niger.</p>

Interventions du PAM	Programme de pays 200163 (2011-2018)	Type d'activité : Alimentation scolaire, Activités de traitement de la nutrition – Soins et traitement du VIH, soutien 'a l'économie rurale dans le contexte du changement climatique, approvisionnement local et fortification des aliments.	Type d'activité : Alimentation scolaire, Activités de traitement de la nutrition – Soins et traitement du VIH, soutien 'a l'économie rurale dans le contexte du changement climatique, approvisionnement local et fortification des aliments.	Type d'activité : Alimentation scolaire, Activités de traitement de la nutrition – Soins et traitement du VIH, soutien 'a l'économie rurale dans le contexte du changement climatique, approvisionnement local et fortification des aliments.	
		Total des montants requis : 66 473 374 de dollars É.-U. Total des contributions reçues : 32 527 549 de dollars É.-U. Financement : 48,9 pour cent			
	Intervention prolongée de secours et de redressement, IPSR 200793 (mi-2015-2017)	Type d'activité : Activités de traitement de la malnutrition aiguë modérée, supplémentation alimentaire ciblée, supplémentation alimentaire généralisée, Assistance alimentaire pour la création d'actifs, aide alimentaire directement affectée aux groupes cibles.	Type d'activité : Activités de traitement de la malnutrition aiguë modérée, supplémentation alimentaire ciblée, supplémentation alimentaire généralisée, Assistance alimentaire pour la création d'actifs, aide alimentaire directement affectée aux groupes cibles.	Type d'activité : Activités de traitement de la malnutrition aiguë modérée, supplémentation alimentaire ciblée, supplémentation alimentaire généralisée, Assistance alimentaire pour la création d'actifs, aide alimentaire directement affectée aux groupes cibles.	
		Total des montants requis : 65 006 386 de dollars É.-U. Total des contributions reçues : 25 649 555 de dollars É.-U. Financement : 39,5 pour cent			
	Intervention de développement des capacités logistiques, SO 200671 (2014-2015)	Activités : Suivi et évaluation pour déterminer l'efficacité des formations sur les pertes après récolte et de la répartition des équipements au niveau des ménages			

		Total des montants requis : 12 649 787 de dollars É.-U. Total des contributions reçues : Le Burkina Faso n'a pas reçu de financement. En conséquence, la mise en place du projet a été limitée à l'Ouganda Financement : 0 pour cent		
Produits fournis par le bureau de pays	Produits alimentaires distribués (tonnes métriques) 	Programme de pays 200163 (2011-2018) : 5 544 IPSR 200793 : 2 930 SO 200671 : n.a.	Programme de pays 200163 (2011-2018) : 4 780 IPSR 200793 : 3 098 SO 200671 : n.a.	Programme de pays 200163 (2011-2018) : 2 710 IPSR 200793 : 3 712 SO 200671 : n.a.
	Espèces distribuées (dollars É.-U.) 	Programme de pays 200163 (2011-2018) : n.a. IPSR 200793 : 136 079 SO 200671 : n.a.	Programme de pays 200163 (2011-2018) : n.a. IPSR 200793 : 947 460 SO 200671 : n.a.	Programme de pays 200163 (2011-2018) : n.a. IPSR 200793 : 4 306 916 SO 200671 : n.a.
	Nombre réel de bénéficiaires	Programme de pays 200163 (2011-2018) : 147 959 IPSR 200793 : 147 959 SO 200671 : n.a.	Programme de pays 200163 (2011-2018) : 299 749 IPSR 200793 : 160 599 SO 200671 : n.a.	Programme de pays 200163 (2011-2018) : 331 014 IPSR 200793 : 245 266 SO 200671 : n.a.

Source : données collectées le 16 novembre 2021

Annexe 5 : Lines of sight des PSPP-T et PSP

Figure 16 : Line of Sight du PSPP-T (en anglais)

BURKINA FASO Transitional Interim Country Strategic Plan, T-ICSP (2018)				
SR 1 – Everyone has access to food (SDG Target 2.1)	SR 2 – No one suffers from malnutrition (SDG Target 2.2)	SR 3 – Smallholder productivity and incomes (SDG Target 2.3)	SR 5- Countries strengthened capacities (SDG Target 17.9)	
CRISIS RESPONSE	RESILIENCE BUILDING	RESILIENCE BUILDING	RESILIENCE BUILDING	ROOT CAUSES
<p>OUTCOME 1: Refugees and other crisis-affected people in Burkina Faso have access to adequate food all year-round.</p> <p>OUTPUTS: Targeted Malian Refugees (Tier 1) receive food, nutritional products, non-food items (agricultural and livestock equipment), cash transfers and vouchers distributed in sufficient quantity and quality in a timely manner in order to meet their basic food needs. Malian Refugees mothers of children under 5 and pregnant women and nursing mothers, including girls (Tier 1) benefit from social and behavioral change communication campaigns on infant and young child feeding (IYCF) in order to improve their nutrition status. Targeted crisis-affected people (Tier 1) receive food, nutritional products, non-food items, cash transfers and vouchers distributed in sufficient quantity and quality in a timely manner in order to meet their basic food needs. Crisis-affected mothers of children under 5 and pregnant women and nursing mothers including girls (Tier 1) benefit from social and behavioral change communication campaigns on infant and young child feeding) in order to improve their nutrition status</p> <p>ACTIVITY 1: Provide food assistance to Malian refugees in the Sahel region</p> <p>ACTIVITY 2: Provide food assistance to the most vulnerable populations affected by climatic shocks in four regions (East, Sahel, Centre North and North) and other disruptions</p>	<p>OUTCOME 2: Chronically-vulnerable households and school-aged children in Burkina Faso have access to adequate food all year-round.</p> <p>OUTPUTS: School-aged children (Tier 1) receive school meals to increase equitable access to education Targeted beneficiaries (Tier 1) receive nutritious food and non-food items in sufficient quantity and quality to improve nutrition status</p> <p>ACTIVITY 3: Provide food assistance to targeted primary children including take home ration to girls that will be beneficial to their households.</p>	<p>OUTCOME 3: Children aged 6-59 months, pregnant women and nursing mothers (PWNM), including girls, and malnourished ART clients have improved nutrition status in four targeted regions in Burkina Faso by 2020.</p> <p>OUTPUTS: Children 6-23 months (Tier 1) receive specialized nutritious food for malnutrition prevention in sufficient quantity and in a timely manner Pregnant women and nursing mothers including girls (Tier 2), receive nutrition counselling and advocacy to prevent malnutrition Malnourished children 6-59 months, PWNM and malnourished ART clients (Tier 1) receive specialized nutritious food for MAM treatment in sufficient quantity and in a timely manner in order to improve their nutrition status Malnourished targeted beneficiaries (Tier 2) receive nutrition counselling and advocacy to improve nutrition</p> <p>ACTIVITY 4: Prevent malnutrition, stunting and wasting through blanket feeding, nutrition, education and complementary activities for children, pregnant women and nursing mothers (PWNM), including girls</p> <p>ACTIVITY 5: Support the treatment of malnutrition and wasting through provision of nutritious food for children, PWNM / G and malnourished ART clients, and caretakers of children suffering from MAS</p>	<p>OUTCOME 4: Smallholders in targeted areas have enhanced livelihoods and resilience to better support food security and nutrition needs by 2020.</p> <p>OUTPUTS: Targeted smallholders (Tier 1) receive food assistance in order to enhance their livelihoods and resilience. Targeted households and communities (Tier 2) benefit and use community or livelihood assets built, restored or maintained in order to improve their resilience. Smallholder farmers (Tier 2) have enhanced access to markets to improve their income and food security Communities and public sector (Tier 3) benefit from enhanced capacity development in order to overcome acute and transitory food insecurity</p> <p>ACTIVITY 6: Contribute to the creation and protection of productive assets</p> <p>ACTIVITY 7: Support value chain development of smallholders (agropastoralists) through trainings and capacity augmentation</p> <p>ACTIVITY 8: Support the Government in the national P4P</p>	<p>OUTCOME 5: National partners have strengthened capacity to identify, target and assist food-insecure and nutritionally vulnerable populations by 2020.</p> <p>OUTPUTS: Food insecure people (Tier 3) benefit from improved Government policies and technical skills to enhance management of food security, nutrition and school meals Food insecure people (Tier 3) benefit from improved national and local emergency preparedness and response mechanisms to strengthen early warning systems</p> <p>ACTIVITY 9: Support the Government on nutrition, social protection, resilience and school meals programming (advocacy, policy direction and program decisions) at national and local levels</p> <p>ACTIVITY 10: Strengthen Early Warning Systems</p>

Figure 17 : Line of Sight du PSP (en anglais)

BURKINA FASO Country Strategic Plan, CSP (2019 – 2023)						
SR 1 - Everyone has access to food (SDG Target 2.1)		SR 2 - No one suffers from malnutrition (SDG Target 2.2)		SR 4 - Food systems are sustainable (SDG Target 2.4)	SR 5- Countries have strengthened capacities to implement the SDGs (SDG 17.9)	SR 8- Global partnership support (SDG 17.16)
CRISIS RESPONSE	RESILIENCE BUILDING	RESILIENCE BUILDING	RESILIENCE BUILDING	ROOT CAUSES	CRISIS RESPONSE	CRISIS RESPONSE
<p>OUTCOME 1: Crisis affected populations, including refugees, IDPs and host communities in targeted areas are able to meet their basic food and nutrition needs during and in the aftermath of a crisis Budget: USD 962,683,411</p>	<p>OUTCOME 2: Food insecure populations including school-age children, in targeted areas have access to adequate and nutritious food all year-round Budget: USD 53,350,535</p>	<p>OUTCOME 3: Vulnerable populations including children aged 6-59 months, pregnant and lactating women and girls (PLW/Gs), antiretroviral therapy (ART) clients, in targeted areas have improved nutritional status all year round Budget: USD 46,263,167</p>	<p>OUTCOME 4: Smallholders and communities including those affected by recurrent climate shocks, in targeted areas have more resilient livelihoods and sustainable food systems by 2023 Budget: USD 153,023,855</p>	<p>OUTCOME 5: National institutions have strengthened capacities to manage shock-responsive systems, food security, nutrition and social protection programmes and policies by 2023 Budget: USD 8,917,850</p>	<p>OUTCOME 6: Humanitarian and development partners in Burkina Faso have access to common services to access and operate in targeted areas throughout the year Budget: USD 76,064,486</p>	
<p>OUTPUTS:</p> <p>1.1 Crisis-affected refugees (Tier 1) receive in a timely manner food, nutritional products, school meals, cash-based transfers (CBT), non-food items, in sufficient quantity and quality to meet their basic food needs (Output category A1).</p> <p>1.2 Targeted beneficiaries (Tier 1) receive timely and adequate conditional food assistance for assets or trainings to meet their food requirements while improving their livelihoods (output category A2)</p> <p>1.3 Crisis-affected IDPs and host communities (Tier 1) receive in a timely manner food, nutritional products, CBT, non-food items, in sufficient quantity and quality to meet their basic food needs (Output category A1)</p> <p>1.4 Crisis-affected beneficiaries (Tier 1) receive social and behaviour change communication (SBCC) (output category E) to improve nutrition-related practices (SR2)</p> <p>1.5 Crisis-affected children and PLW/Gs (Tier 1) receive adequate and timely specialized nutritious food (output category B) to prevent and treat MAM (SR 2)</p> <p>1.6 Targeted populations (Tier 2) affected by climate shocks and other disruptions, benefit from enhanced cooperating partners' capacity, to ensure their safe and adequate access to food (Output category C)</p> <p>1.7 Crisis impacted children attending primary school (Tier 1) receive timely and adequate nutritious meals, including take-home rations, to meet their food and nutrition needs and support school attendance.</p>	<p>OUTPUTS:</p> <p>2.1 Children attending school (Tier 1) receive timely and adequate nutritious meals to meet their food and nutrition needs and support school attendance (Output category A1)</p> <p>3.1 Targeted beneficiaries of the single registry including those living in peri urban areas and persons with disabilities (Tier 1) receive timely and adequate food/CBT to meet their food and nutrition needs (Output category A1)</p> <p>3.2 Adolescent girls from vulnerable households benefiting from social safety nets programmes including those living in peri-urban areas receive professional trainings and SBCC (Tier 2) to enhance self-reliance (Output category C)</p>	<p>OUTPUTS:</p> <p>4.1 Targeted children aged 6-23 months and PLW/Gs (Tier 1) receive adequate and timely specialized nutritious food to prevent moderate acute malnutrition (Output category B)</p> <p>4.2 Targeted beneficiaries (Tier 1) receive SBCC (output category E) in order to improve nutrition-related practices and prevent malnutrition</p> <p>4.3 Targeted children aged 6-59 months and PLW/Gs (Tier 1) receive adequate and timely specialized nutritious food to treat moderate acute malnutrition (Output category B)</p> <p>5.2 Targeted malnourished (ART) clients (Tier 1) receive specialized nutritious food in sufficient quantity and quality to treat moderate acute malnutrition and increase adherence to treatment (Output category B)</p>	<p>OUTPUTS:</p> <p>5.1 Targeted vulnerable populations (Tier 1) receive timely food assistance for asset creation to meet their immediate food and nutrition needs (Output category D)</p> <p>5.2 Targeted populations (Tier 2) benefit from assets built or restored and other livelihood support interventions to improve their resilience to natural shocks and adaptation to climate change (output category D)</p> <p>5.3 Targeted smallholders (Tier 2) have improved access to innovative production technologies, best practices, structured markets and pro-smallholder services to enhance their role in the value chain including in relation to home-grown school feeding (Output category C)</p> <p>5.4 Value chain actors especially the private sector (Tier 3) benefit from an enhanced enabling environment to strengthen local economy (Output category I)</p>	<p>OUTPUTS:</p> <p>6.1 Vulnerable populations (Tier 2) benefit from strengthened government and partners-led adaptive social protection, climate and disaster risk reduction systems and supply chain mechanisms to meet their food and nutrition needs (Output Category C)</p> <p>6.2 Food insecure populations (Tier 2) benefit from enhanced hunger-related policy development and implementation, and private sector engagement including food fortification to improve their nutritional status and income (Output Category I)</p>	<p>OUTPUTS:</p> <p>7.1 Affected populations (Tier 2) benefit from on-demand services and expertise provided to humanitarian and development partners to receive timely and effective humanitarian assistance (Output category: H)</p> <p>7.2 Affected populations (Tier 2) benefit from emergency telecommunications services provided to national disaster management cells, humanitarian agencies, and partners to receive timely and effective humanitarian assistance (Output category: H)</p> <p>7.3 Affected populations benefit from the humanitarian air services provided to national disaster management cells, humanitarian agencies and partners to receive timely and effective humanitarian assistance (Output category: H)</p> <p>10.1 : Affected populations benefit from the logistics services provided to national disaster management cells, humanitarian agencies and partners to receive timely and effective humanitarian assistance. (Output category: H)</p>	
<p>ACTIVITY 1: Provide an integrated assistance package including food assistance (conditional and/or unconditional), school meals, and specialized nutritious food to refugees, IDPs, host population, children and PLW/Gs affected by climate shocks and other disruptions Modalities : Food, CBT, Commodity Voucher, Capacity-Strengthening</p>	<p>ACTIVITY 2: Provide school meals to vulnerable children during the school year, including take home rations for girls Modalities : Food, CBT</p> <p>ACTIVITY 3: Provide food/CBT assistance to beneficiaries targeted by government social safety nets including capacity strengthening for adolescent girls Modalities : Cash, Capacity-Strengthening</p>	<p>ACTIVITY 4: Support beneficiaries through the provision of specialized nutritious food and integrated programmes (including SBCC) to manage acute malnutrition and prevent stunting. Modalities : Food, CBT, Commodity Voucher, Capacity-Strengthening</p>	<p>ACTIVITY 5: Support targeted groups through livelihood and asset creation, gender-responsive and nutrition sensitive value chain development, weather insurance schemes, and innovative production technologies and practices. Modalities : Food, CBT, Commodity Voucher, Capacity-Strengthening</p>	<p>ACTIVITY 6: Provide capacity-strengthening support including emergency response, early warning systems, supply chain, National P4P, agricultural insurance, social safety net data collection and management, to national institutions and partners Modality : Capacity-Strengthening</p>	<p>ACTIVITY 7: Provide on-demand services to the Government, humanitarian and development partners. Modality : Service Delivery</p> <p>ACTIVITY 8: Provide technical assistance through the Emergency Telecommunications Sector/Cluster to National Disaster Management Offices and other relevant partners to strengthen emergency communication and coordination mechanisms. Modality : Service Delivery</p> <p>ACTIVITY 9: Provide Humanitarian Air Services to National Disaster Management Offices and other relevant partners to access areas of humanitarian interventions. Modality : Service Delivery</p> <p>ACTIVITY 10: Provide logistics expertise and coordination services to partners in absence of alternative to ensure humanitarian assistance as well as other supply chain services in order to support effective and efficient humanitarian response. Modality : Service Delivery</p>	

Source : site des accords de partenariat stratégique du PAM

Annexe 6 : Contenus principaux des révisions budgétaires du PSPP-T et PSP

Tableau 8 : PSP Burkina Faso (2019 – 2023) Révisions budgétaires			
PSPP-T/ PSP	# Révision budgétaire	Date	Changements principaux soutenus
PSPP-T	Révision Budgétaire 1	Mars 2018	La RB1 du PSPP-T a reflété une augmentation du budget et du nombre de bénéficiaires pour répondre à une détérioration anticipée de la situation alimentaire (Cadre Harmonisé de mars 2018). L'activité 2 a été modifiée pour inclure deux nouvelles modalités d'assistance alimentaire. Elle marque aussi une modification du ciblage géographique, avec priorité aux provinces en Phase 3 du CPI, notamment dans la région du Sahel.
	Révision Budgétaire 2	Août 2018	La RB2 du PSPP-T visait à ajouter une nouvelle modalité d'assistance (en nature) intégrée dans l'activité 6 (EDS4), qui couvrait l'assistance alimentaire pour la création d'actifs.
PSP	Révision Budgétaire 1	Avr. 2019	La RB1 visait à ajouter une nouvelle modalité d'assistance (en nature) intégrée dans l'activité 5 (EDS4) ; des produits riches en calories ont été ajoutés sous l'activité 1 (EDS1) et 2 (EDS2) ; à utiliser une donation de la Banque Mondiale pour reconstituer le stock de réserve alimentaire stratégique national en se servant de l'expérience du PAM en matière d'achat local de denrées alimentaires.
	Révision Budgétaire 2	Juin 2019	La RB2 visait à étendre i) l'activité 1 (EDS1) pour répondre aux besoins croissants des populations vulnérables (et notamment déplacées) en matière d'assistance alimentaire et nutritionnelle et ii) l'activité 4 (EDS3) pour lutter contre la malnutrition aiguë et prévenir le retard de croissance grâce à la fourniture d'aliments nutritifs spécialisés et de programmes de sensibilisation
	Révision Budgétaire 3	Nov. 2019	La RB3 visait à intensifier les activités 1 (EDS1) et 7 (EDS6) pour continuer à adapter les niveaux d'assistance aux besoins et les capacités opérationnelles. Elle a aussi introduit deux nouvelles activités 8 et 9 (EDS6) pour assurer la fourniture de services communs (télécommunications et services aériens).
	Révision Budgétaire 4	Avr. 2020	RB4 visait à intensifier la réponse à la crise dans le cadre des activités 1 (EDS1), activité 6 (EDS5) et activité 9 (EDS6), et effectuer des ajustements programmatiques,

			notamment le ciblage, informés par les résultats des évaluations de besoins, et opérationnels (coordination, sécurité, stratégie).
	Révision Budgétaire 5	Nov. 2020	La RB5 visait à ajouter une nouvelle activité (Activité 10) dans le cadre de l'EDS6 pour soutenir l'introduction et la mise en œuvre du Cluster Logistique. L'activité 7 (dans laquelle un soutien logistique était auparavant fourni) a été modifiée en conséquence, s'adaptant au contexte opérationnel révisé.
	Révision Budgétaire 6	Fév. 2021	La RB6 visait à : i) augmenter le nombre de bénéficiaires prévus et les besoins au titre des activités 1 et 5 (EDS 1 et 4); ajuster les exigences en termes d'activités de renforcement des capacités pour l'activité 3 (filet de sécurité pour les adolescentes) ; étendre les transferts monétaires pour permettre aux bénéficiaires d'acheter des aliments fortifiés produits localement (EDS3) ; augmenter le soutien aux capacités nationales de préparation aux urgences (EDS5) ; ajuster aux besoins croissants des partenaires de développement et humanitaires (EDS6) et effectuer des ajustements opérationnels dans la prestation de services, les coûts de la chaîne d'approvisionnement et les modalités de transfert résultant de l'évolution du contexte.
	Révision Budgétaire 7	Oct. 2021	La RB7 a reflété une augmentation du nombre de bénéficiaires et des critères de ciblage dans le cadre de l'activité 1 (en se concentrant sur les plus vulnérables tels qu'identifiés par les évaluations socioéconomiques pertinentes) ; introduit des changements de modalités de mise en œuvre pour les activités 2 et 3, vers une plus grande dépendance aux marchés locaux, et l'intensification des activités de résilience intégrées ; un accent renouvelé sur le soutien aux systèmes et capacités de protection sociale des homologues gouvernementaux ; et enfin continuer à s'adapter à l'évolution des besoins de soutien des partenaires humanitaires en matière de services logistiques.

Source : Révision budgétaires 01-07.

Tableau 9 : PSP Burkina Faso (2019 – 2023) Révisions budgétaires détaillées											
EDS	Activité	Focus Area	PBN initial (USD)	RB 01 (USD)	RB 02 (USD)	RB 03 (USD)	RB 04 (USD)	RB 05 (USD)	RB 06 (USD)	RB 07 (USD)	Dernier PBN (USD)
Date d'approbation			29-11-18	11-04-19	03-06-19	18-11-19	10-04-20	17-11-20	08-02-21	20-10-21	
Autorité d'approbation			Conseil d'administration (CD)	DED/CoS	Directeur Exécutif (DE)	Directeur Exécutif (DE)/DG	Directeur Exécutif (DE)/DG	Directeur du BP	E Directeur Exécutif (DE)/DG	Directeur Exécutif (DE)/DG	
01	01	Réponse à la crise	43 015 588	2 376 339	33 208 502	101 460 663	52 444 319	0	242 195 651	397 589 063	872 290 124
02	02	Renforcement de la résilience	26 677 148	1 471 064	-44 541	264 252	0	0	0	6 554 297	34 922 221
02	03	Renforcement de la résilience	12 799 117	0	0	-28 213	0	0	681 192	-111 444	13 340 652
03	04	Renforcement de la résilience	28 154 501	-294 099	1 798 544	2 884 935	0	0	3 670 535	5 614 367	41 828 782
04	05	Renforcement de la résilience	38 067 059	14 786 239	-310,681	1 136 135	0	0	8 133 581	76 892 710	138 705 042
05	06	Causes profondes	2 321 677	0	0	0	1 002 137	0	2 911 761	1 843 278	8 078 853
06	07	Réponse à la crise	0	19 646 097	0	405 052	0	0	494 910	20 049 600	40 595 659
06	08	Réponse à la crise	0	0	0	2 632 475	0	0	736 960	3 061 200	6 430 635
06	09	Réponse à la crise	0	0	0	3 931 091	0	0	4 737 214	9 716 843	18 385 148
06	10	Réponse à la crise	0	0	0	0	2 212 027	617 525	1 747 504	1 189 964	5 767 020
Montant total du coût opérationnel direct			151 035 091	37 985 640	34 651 824	112 686 390	55 658 483	617 525	265 309 308	522 399 876	1 180 344 136
DSC			11 196 358	33 964	2 250 119	3 674 591	1 965 371		8 484 932	15 573 382	43 178 717
ISC			10 545 044	2 471 274	2 398 626	7 738 400	2 203 063	-1 603	17 805 073	33 620 573	76 780 450
Grand total			172 776 493	40 490 878	39 300 569	124 099 381	59 826 917	615 922	291 599 313	571 593 831	1 300 303 303

Source : Bureau Pays. Février 2022. Ébauche schématisant l'évolution du budget et les différentes implications à travers les différentes revisions budgétaires.

Annexe 7 : Analyse détaillé du budget

Tableau 10 : Montants cumulés des financements (dollars É.-U.) – PSPP-T 2018									
EDS	Activité	Plan basé sur les besoins – (PSPP-T original)	Part du total des financements du PSPP-T allouée (PSP original) (%)	Plan basé sur les besoins (RB02) (période couverte)	Part du total des financements du PBB allouée (RB02) (%)	Ressources allouées	Part du total des ressources allouées (%)	Dépenses	Niveau de dépenses sur les besoins alloués
EDS 1	Act. 1	5,367,138	24%	5,956,547	9%	4,809,038	9%	4,325,314	90%
	Act. 2	811,907	4%	40,628,193	59%	27,423,958	53%	26,210,342	96%
	Non spécifié	-		-		1,598,539	3%	-	-
Sous-total EDS 1		6,179,045	28%	46,584,740	68%	33,831,535	66%	30,535,656	90%
EDS 2	Act. 3	4,327,878	20%	5,976,631	9%	4,808,343	9%	3,294,256	69%
Sous-total EDS 2		4,327,878	20%	5,976,631	9%	4,808,343	9%	3,294,256	69%
EDS 3	Act. 4	807,350	4%	945,479	1.4%	321,772	0.6%	81,570	25%
	Act. 5	4,608,405	21%	5,922,108	9%	3,042,668	6%	2,718,804	89%
Sous-total EDS 3		5,415,755	25%	6,867,587	10%	3,364,440	7%	2,800,374	83%
EDS 4	Act. 6	3,824,441	17%	6,748,216	10%	6,989,816	14%	3,617,148	52%
	Act. 7	1,428,111	6%	1,428,113	2%	796,825	2%	572,097	72%
	Act. 8	393,362	2%	393,353	0.6%	51,677	0.1%	44,177	85%
Sous-total EDS 4		5,645,914	26%	8,569,682	13%	7,838,318	15%	4,233,422	54%
EDS 5	Act. 9	289,576	1.3%	289,577	0.4%	352,962	0.7%	51,473	15%
	Act. 10	157,612	0.7%	157,612	0.2%	0	0%	0	n.a.
	Non spécifié	-		-				-	
Sous-total EDS 5		447,188	2%	447,189	1%	352,962	1%	51,473	15%
Non spécifié		-	-	-	-	1,066,285	2%	n.a.	n.a.
Montant total du coût opérationnel direct		22,015,780	100%	68,445,829	100%	51,261,882	100%	40,915,181	80%
DSC		1,874,128		2,384,226		2,275,323		1,575,229	69%
ISC		1,672,294		4,603,954		2,986,275		2,986,275	100%
Grand total		25,562,201		75,434,008		56,523,480		45,476,684	80%

Source : PSPP-T, Révision budgétaire 02, IRM Analytics, ACR-01 (données collectées le 25 octobre, 2021).

Tableau 11 : Montants cumulés des financements (dollars É.-U.) – PSP 2019-2023									
EDS	Activité	Plan basé sur les besoins – (PSP original)	Part du total des financements du PBB allouée (PSP original) (%)	Plan basé sur les besoins (RB07) (période couverte)	Part du total des financements du PBB allouée (RB07) (%)	Ressources allouées	Part du total des ressources allouées (%)	Dépenses	Niveau de dépenses sur les besoins alloués
EDS 1	Act. 1	43,015,588	28%	872,290,124	74%	232,130,249	70%	191,866,138	83%
	Non spécifié	-		-		622,380	4%	-	-
Sous-total EDS 1		43,015,588	28%	872,290,124	74%	232,752,629	70%	191,866,138	82%
EDS 2	Act. 2	26,677,148	18%	34,922,221	3%	10,068,742	3%	8,159,086	81%
	Act. 3	12,799,117	8%	13,340,652	1%	748,737	0%	203,038	27%
Sous-total EDS 2		39,476,265	26%	48,262,873	4%	10,817,479	3%	8,362,124	77%
EDS 3	Act. 4	28,154,501	19%	41,828,782	4%	20,431,945	6%	13,270,321	65%
Sous-total EDS 3		28,154,501	19%	41,828,782	4%	20,431,945	6%	13,270,321	65%
EDS 4	Act. 5	38,067,059	25%	138,705,042	12%	36,380,432	11%	26,612,343	73%
	Non spécifié	-		-		46,484	0%	-	
Sous-total EDS 4		38,067,059	25%	138,705,042	12%	36,426,916	11%	26,612,343	73%
EDS 5	Act. 6	2,321,677	2%	8,078,853	1%	2,564,112	1%	752,332	29%
	Non spécifié	-		-		3,999	0%	-	
Sous-total EDS 5		2,321,677	2%	8,078,853	1%	2,568,111	1%	752,332	29%
EDS 6	Act. 7	n. a	n. a	40,595,659	3%	18,572,098	6%	18,549,409	100%
	Act. 8	n. a	n. a	6,430,635	1%	601,692	0%	384,882	64%
	Act. 9	n. a	n. a	20,597,175	2%	7,668,778	2%	3,731,824	49%
	Act. 10	n. a	n. a	3,554,993	0,3%	718,392	0%	511,601	71%
Subtotal EDS 6		n. a	n. a	71,178,462	6%	27,560,960	8%	23,177,717	84%
Non spécifié		-				120,264	0%	-	
Montant total du coût opérationnel direct		151,035,091	100%	1,180,344,136	100%	330,678,303	100%	264,040,974	80%
DSC		11,196,358		43,178,716		17,028,622		12,285,154	72%
ISC		10,545,044		76,780,450		19,126,380		19,126,380	100%
Grand total		172,776,493		1,300,303,303		366,833,305		295,452,508	81%

Source : PSP, Révision budgétaire 07, IRM Analytics, ACR-01 (données collectées le 25 octobre, 2021).

Annexe 8 : Informations clés sur les bénéficiaires et les transferts

Légende			
	= inférieure à 50 %		= entre 50 % et 80 %
	=entre 80 % et 100 %		= supérieur à 100 %

Tableau 12 : Comparaison du nombre prévu et du nombre réel de bénéficiaires (2018), par effet direct stratégique, catégorie d'activité, sous-activité et sexe								
Effet direct stratégique	Activité	Sous-activité	2018 Nombre prévu de bénéficiaires		2018 Nombre réel de bénéficiaires		2018 Nombre réel de bénéficiaires en % de bénéficiaires prévus	
			H	F	H	F	H	F
EDS 1	Activité 1	URT - Transfert de Ressources Inconditionnel - Distribution Générale	13 230	13 770	11 174	12 105	84,5 %	87,9 %
		URT - Distribution Générale	348 327	377 355	275 080	298 003	79,0 %	79,0 %
	Activité 2	URT - Prévention de la malnutrition aiguë	17 820	35 806	29 067	51 928	163,1 %	145,0 %
		URT - Traitement de la malnutrition aiguë modérée	-	39 508	-	13 169	-	33,3 %
EDS 2	Activité 3	SMP - Cantines scolaires (in situ)	39 270	37 730	33 354	32 046	84,9 %	84,9 %
		SMP - Cantines scolaires (rations à emporter)	-	4 400	-	3 576	-	81,3 %
EDS 3	Activité 4	NPA - Activités de prévention de la malnutrition - Prévention de la malnutrition aiguë	2 520	2 730	1 393	1 509	55,3 %	55,3 %
		NTA - Activités de traitement de la nutrition - Soins et traitement du VIH et de la tuberculose	1 450	3 550	0	0	0,0 %	0,0 %
	Activité 5	NTA - Alimentation thérapeutique (traitement de la malnutrition aiguë grave)	-	6 080	-	0	-	0,0 %
		NTA - Traitement de la malnutrition aiguë modérée	130 169	292 469	39 234	87 869	30,1 %	30,0 %
EDS 4	Activité 6	ACL - Activités de création d'actifs et d'appui aux moyens de subsistance -	28 478	30 852	46 603	50 487	163,6 %	163,6 %

	Assistance alimentaire pour la création d'actifs						
Total sans chevauchements		334 692	418 007	406 673	482 183	121,5 %	115,4 %

Source : ACR 2018 et rapport COMET CM-R020, données collectées le 16 novembre 2021.

Tableau 13 : Comparaison du nombre prévu et du nombre réel de bénéficiaires (2019), par effet direct stratégique, catégorie d'activité, sous-activité et sexe								
Effet direct stratégique	Activité	Sous-activité	2019 Nombre prévu de bénéficiaires		2019 Nombre réel de bénéficiaires		2019 Nombre réel de bénéficiaires en % de bénéficiaires prévus	
			H	F	H	F	H	F
EDS 1	Activité 1	URT - Transfert de Ressources Inconditionnel - Assistance alimentaire pour la création d'actifs	24 500	25 500	0	0	0,0 %	0,0 %
		URT - Distribution Générale (aliments et transferts de type monétaire)	305 828	381 887	338 492	364 742	2093 %	2167 %
		URT - Atténuation et dispositifs de protection sociale pour le HIV et la tuberculose	18 865	19 635	0	0	0,0 %	0,0 %
		URT - Prévention de la malnutrition aiguë	36 596	66 332	0	2 850	0,0 %	4,3 %
		URT - Cantines scolaires (in situ)	70 543	62 557	1 759	1 559	2,5 %	2,5 %
		URT - Cantines scolaires (rations à emporter)	-	11 951	-	0	-	-
		URT - Alimentation thérapeutique (traitement de la malnutrition aiguë grave) ⁸⁹	-	1 384	-	-	-	-
		URT - Traitement de la malnutrition aiguë modérée ⁹⁰	19 197	30 651	0	0	0,0 %	0,0 %
EDS 2	Activité 2	SMP - Cantines scolaires (in situ)	44 891	39 809	22 242	21 370	49,5 %	53,7 %
		SMP - Cantines scolaires (rations à emporter)	-	5 000	-	5 869	-	117,4 %

⁸⁹ C

⁹⁰ Le traitement de la malnutrition aiguë modérée a concerné les activités 1 et 4, chacun ayant des bénéficiaires. Il y avait une grève générale nationale des agents de santé et du corps médical, donc les humanitaires tout comme la Direction de la Santé n'avaient pas eu accès aux données. Donc, les bénéficiaires du traitement de la malnutrition aiguë de l'activité 4 doivent être interprétés comme des bénéficiaires des activités 1 et 4. Ce fait a été discuté avec les points focaux de nutrition et de RAM du Bureau Pays. Ces TdR reconnaissent qu'il s'agit d'une erreur qui sera investiguée pendant la phase de démarrage afin de garantir que l'EPSP se fonde sur des données correctes.

		Nombre de personnes rejointes dans le cadre des approches de communication pour le changement social et comportemental (CSCC)	40 000	40 000	39 748	53 268	99,4 %	133,2 %
	Activité 3	URT - Atténuation et dispositifs de protection sociale pour la tuberculose	-	-	-	-	-	-
EDS 3	Activité 4	NTA - Activités de prévention de la malnutrition - Prévention de la malnutrition aiguë	2 026	4 045	13 395	26 045	330,6 %	434,7 %
		NTA - Alimentation thérapeutique (traitement de la malnutrition aiguë grave) ⁹¹	-	3 750	-	0	-	0,0 %
		NTA - Traitement de la malnutrition aiguë modérée	63 956	91 724	46 423	87 404	69,9 %	92,7 %
EDS 4	Activité 6	ACL - Activités de création d'actifs et d'appui aux moyens de subsistance - activités d'adaptation aux effets des changements climatiques et de gestion des risques	-	-	-	-	-	-
		ACL - Assistance alimentaire pour la création d'actifs	64 313	66 937	93 680	97 505	145,7 %	145,7 %
		ACL - Assistance alimentaire pour la formation	3 063	3 187	0	0	0,0 %	0,0 %
		ACL - Distribution générale	-	-	-	-	-	-
Total sans chevauchements			693 778	854 349	489 233	567 224	70,5 %	66,4 %

Source : ACR 2019 et rapport COMET CM-R020, données collectées le 16 novembre 2021.

Tableau 14 : Comparaison du nombre prévu et du nombre réel de bénéficiaires (2020), par effet direct stratégique, catégorie d'activité, sous-activité et sexe								
Effet direct stratégique	Activité	Sous-activité	2020 Nombre prévu de bénéficiaires		2020 Nombre réel de bénéficiaires		2020 Nombre réel de bénéficiaires en % de bénéficiaires prévus	
			H	F	H	F	H	F
EDS 1	Activité 1	URT - Transfert de Ressources Inconditionnel - Assistance alimentaire pour la création d'actifs	-	-	-	-	-	-

⁹¹ Le PAM n'a jamais eu de bénéficiaires planifiés pour le traitement de la malnutrition aiguë sévère (c'est UNICEF qui est en charge). Donc, cette sous-activité inclut plutôt les contributions du PAM en donnant des rations alimentaires aux mères accompagnantes des enfants malnutris sévères hospitalisés.

		URT - Distribution Générale	539 000	561 000	809 962	843 023	150,3%	150,3%
		URT - Atténuation et dispositifs de protection sociale pour le HIV et la tuberculose	1 715	1 785	0	1 000	0,0 %	56,0 %
		URT - Prévention de la malnutrition aiguë	19 440	43 560	46 347	100 529	238,4 %	230,8 %
		URT - Cantines scolaires (in situ)	70 490	62 510	20 054	17 783	28,4%	28,4%
		URT - Cantines scolaires (rations à emporter)	8 000	8 000	3 510	3 510	43,9%	43,9%
		URT - Alimentation thérapeutique (traitement de la malnutrition aiguë grave) ⁹²	-	1 384	-	354	-	25,6%
		URT - Traitement de la malnutrition aiguë modérée	6 120	10 880	11 145	15 271	182,1 %	140,4 %
EDS 2	Activité 2	SMP – Cantines scolaires (in situ)	42 646	37 819	21 708	19 251	50,9 %	50,9 %
		SMP – Cantines scolaires (rations à emporter)	-	4 750	-	4 529	-	95,3%
		Nombre de personnes rejointes dans le cadre des approches de communication pour le changement social et comportemental (CSCC)	10	5	10	5	100,0 %	100,0 %
	Activité 3	URT – Atténuation et dispositifs de protection sociale pour la tuberculose	8,820	9,180	0	0	0,0 %	0,0 %
EDS 3	Activité 4	NTA – Activités de prévention de la malnutrition - Prévention de la malnutrition aiguë	3 358	5 735	10 222	23 687	304,4 %	413,0 %
		NTA - Alimentation thérapeutique (traitement de la malnutrition aiguë grave) ⁹³	307	307	258	258	84,0 %	84,0 %
		NTA - Traitement de la malnutrition aiguë modérée	18 093	27 993	46 925	84 621	259,4 %	302,3 %
		Number of people reached through interpersonal SBCC approaches - Food assistance for asset	6 000	9 000	5 851	8 777	97,5 %	97,5 %
		Number of people reached through interpersonal SBCC approaches - Prevention of acute malnutrition	100 000	100 000	69 564	129 905	69,6%	129,9%
EDS 4	Activité 6	ACL – Activités de création d'actifs et d'appui aux moyens de subsistance – activités d'adaptation aux effets des	8 575	8 925	50 978	76 466	594,5 %	856,8 %

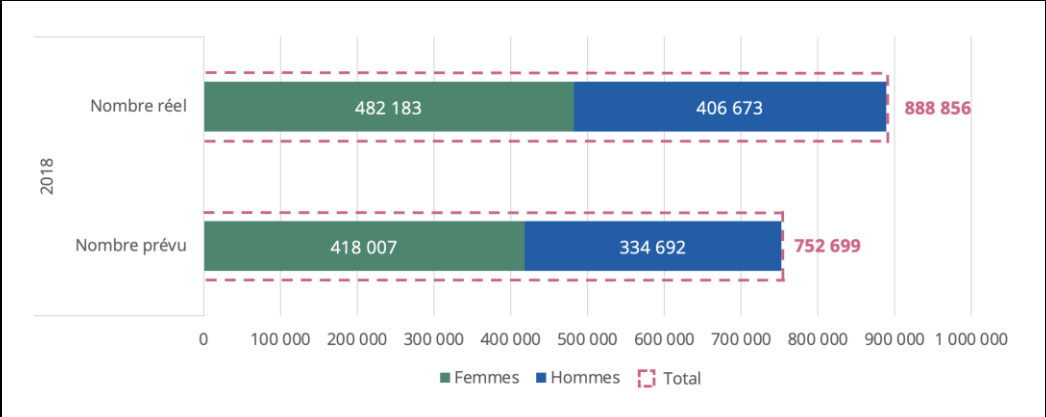
⁹² *Idem.*

⁹³ *Idem.*

		changements climatiques et de gestion des risques						
		ACL - Assistance alimentaire pour la création d'actifs	89,004	91,764	93,224	97,029	104,7 %	105,7 %
		ACL - Assistance alimentaire pour la formation	-	-	-	-	-	-
		ACL – Distribution générale	-	-	-	-	-	-
Total sans chevauchements			789 641	858 053	981 811	1 039 513	124,3 %	121,1 %

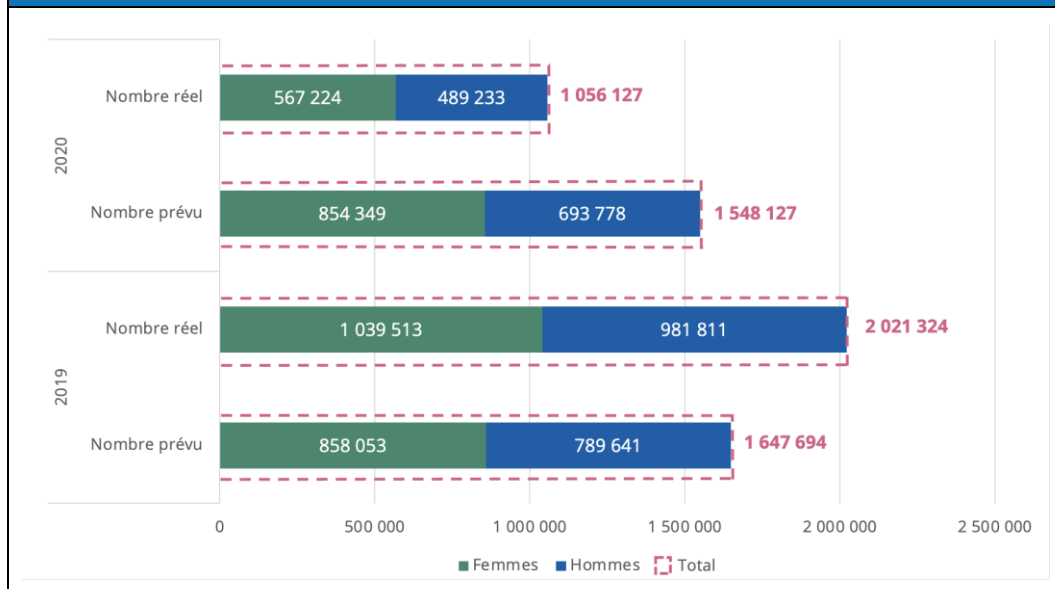
Source : ACR 2020 et rapport COMET CM-R020, données collectées le 16 novembre 2021.

Figure 18 : Comparaison du nombre prévu et du nombre réel de bénéficiaires par sexe dans le Burkina Faso, PSPP-T 2018



Source : ACR 2018.

Figure 19 : Comparaison du nombre prévu et du nombre réel de bénéficiaires par sexe dans le Burkina Faso, PSP 2019-2020



Source : ACR 2019-2020

Tableau 15 : Nombre réel de bénéficiaires des effets stratégiques directs par modalité de transfert en 2018 dans le Burkina Faso

Effet direct stratégique	Activité	Sous-activité	Nombre total de bénéficiaires de distributions de produits alimentaires en 2018	Nombre prévu vs nombre réel de bénéficiaires de distributions de produits alimentaires (en %)	Nombre total de bénéficiaires de transferts d'espèces en 2018	Nombre prévu vs nombre réel de bénéficiaires de transferts d'espèces (en %)
EDS 1	Activité 1	URT	22 256	82%	23 279	86%
	Activité 2	URT	439 753	78%	235 124	85%
EDS 2	Activité 3	SMP	68 976	85%	n. a	n.a.
EDS 3	Activité 4	NPA	2 902	55%	n.d.	n.a.
	Activité 5	NTA	127 102	29%	n.d.	n.a.
EDS 4	Activité 6	ACL	n.d.	n.a.	97 088	456%

Source : rapport COMET CM-R002b, données collectées le 16 novembre 2021.

Tableau 16 : Nombre réel de bénéficiaires des effets stratégiques directs par modalité de transfert en 2019 dans le Burkina Faso

Effet direct stratégique	Activité	Sous-activité	Nombre total de bénéficiaires de distributions de produits alimentaires en 2019	Nombre prévu vs nombre réel de bénéficiaires de distributions de produits alimentaires (en %)	Nombre total de bénéficiaires de transferts d'espèces en 2019	Nombre prévu vs nombre réel de bénéficiaires de transferts d'espèces (en %)
EDS 1	Activité 1	URT	615 294	180%	94 108	98%
EDS 2	Activité 2	SMP	49 481	55%	n.d.	n.a.
	Activité 3	URT	n.d.	n.a.	n.d.	n.a.
EDS 3	Activité 4	NTA	173 267	105%	n.d.	n.a.
EDS 4	Activité 5	ACL	5 901	n.a.	185 284	135%

Source : rapport COMET CM-R002b, données collectées le 16 novembre 2021.

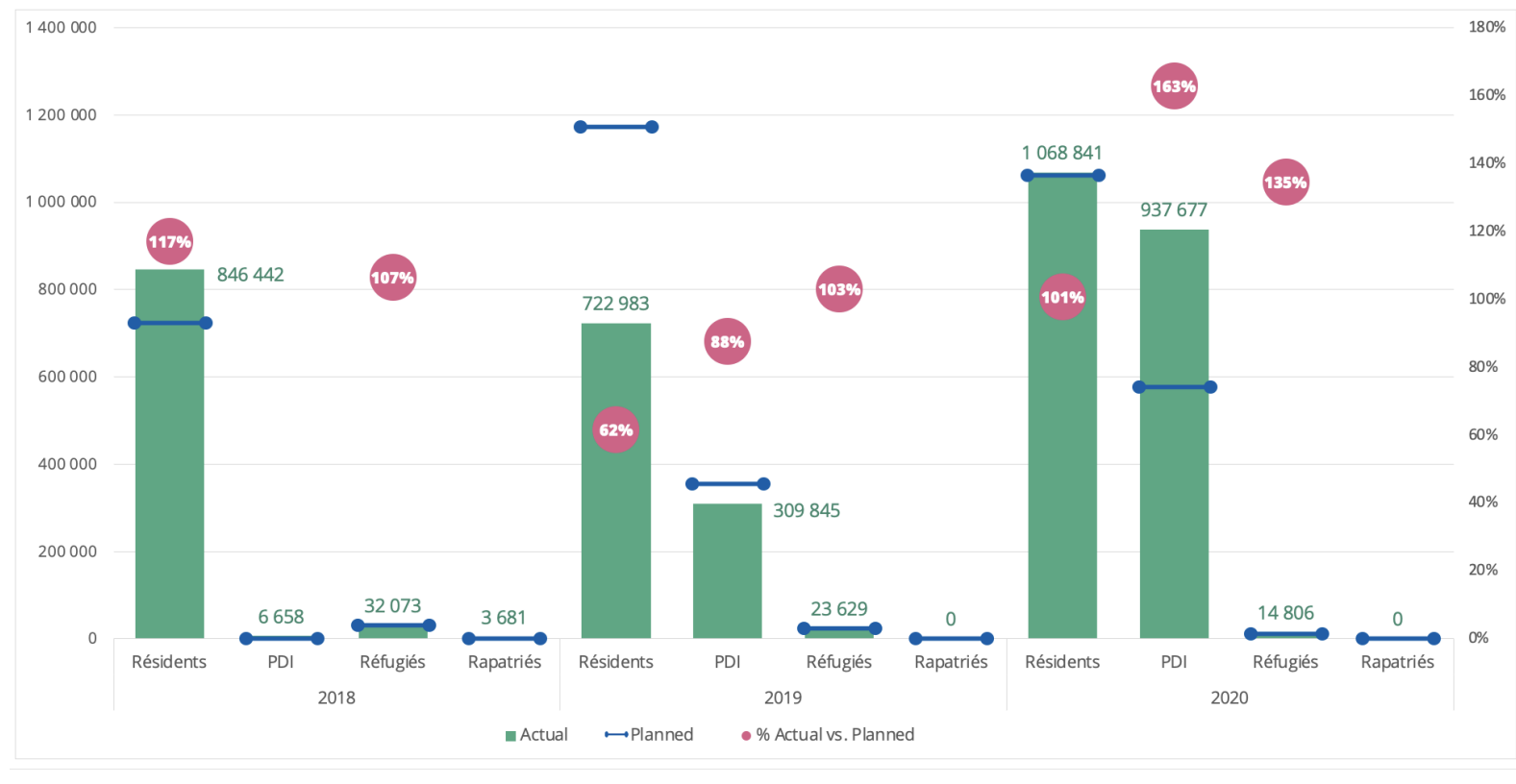
Tableau 17 : Nombre réel de bénéficiaires des effets stratégiques directs par modalité de transfert en 2020 dans le Burkina Faso						
Effet direct stratégique	Activité	Sous-activité	Nombre total de bénéficiaires de distributions de produits alimentaires en 2020	Nombre prévu vs nombre réel de bénéficiaires de distributions de produits alimentaires (en %)	Nombre total de bénéficiaires de transferts d'espèces en 2020	Nombre prévu vs nombre réel de bénéficiaires de transferts d'espèces (en %)
EDS 1	Activité 1	URT	1 402 465	161%	466 513	103%
EDS 2	Activité 2	SMP	45 488	53%	n.d.	n.a.
	Activité 3	URT	n.a.	n.a.	n.d.	n.a.
EDS 3	Activité 4	NTA	166 970	337%	n.d.	n.a.
EDS 4	Activité 5	ACL	120 358	137%	197 339	180%

Source : rapport COMET CM-R002b, données collectées le 16 novembre 2021.

Tableau 18 : Nombre réel de bénéficiaires par statut de séjour et par an (2018-2020)						
Statut de séjour	Nombre de bénéficiaires	% d'atteinte	Nombre de bénéficiaires	% d'atteinte	Nombre de bénéficiaires	% d'atteinte
	2018	2018	2019	2019	2020	2020
Résidents	846 442	117 %	722 983	62 %	1 068 841	101 %
Personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI)	6 658	-	309 845	88 %	937 677	163 %
Réfugiés	32 073	107 %	23 629	103 %	14 806	135 %
Rapatriés	3 681	-	0	-	0	-

Source : ACR 2018-2020.

Figure 20 : Nombre prévu et réel de bénéficiaires par statut de séjour et par an (2018-2020)



Source : ACR 2018-2020.

Annexe 9 : Analyse préliminaire des parties prenantes

Tableau 19 : Analyse préliminaire des parties prenantes			
	Intérêt dans le cadre de l'évaluation	Participation à l'évaluation	Acteurs
Parties prenantes internes (PAM)			
Bureau de pays (BP)	Responsable de la planification et de la mise en œuvre au niveau des pays du PSP actuel, il a un intérêt direct dans l'évaluation et sera un utilisateur principal de ses résultats dans l'élaboration et la mise en œuvre du prochain PSP.	<p>Partie prenante primaire –</p> <p>Les cadres dirigeants du BP en charge de la gestion stratégique du programme participeront à la planification et aux réunions de présentations lors de la préparation et du démarrage de l'évaluation. Ils seront mobilisés en premier lieu pour fournir une validation et un retour sur les résultats préliminaires de l'évaluation. Ils seront enfin les premiers récipiendaires et utilisateurs des résultats de l'évaluation, lors de la préparation du PSP suivant. Sous la supervision de la Division de la planification et de la performance (CPP) du PAM, ils prépareront la réponse de la direction à l'EPSP.</p> <p>Les membres pertinents de l'équipe du BP seront interviewés en tant qu'informateur clé pendant la phase de collecte de données, et participeront à l'atelier de validation pendant la phase de rapport. Ils commenteront le projet de rapport initial et le projet de rapport d'évaluation.</p>	<p>Directeur Pays, Directeur Pays adjoint, Chef de programme, Chef de S&E et VAM</p> <p>Responsables des urgences</p> <p>Responsables de la logistique</p> <p>Personnel du bureau tel qu'indiqué par le personnel dirigeant et le point focal</p> <p><i>Certains de ces personnes feront partie du GRI</i></p>

<p>Bureau régional (BR)</p>	<p>Personnel dirigeant et programme du Bureau Régional de Dakar (RBD) ont fourni un soutien au BP.</p> <p>Les enseignements de l'évaluation, fourniront un éclairage utile sur le rôle d'appui du Bureau, notamment sur la réponse humanitaire régionale L3.</p>	<p>Partie prenante primaire –</p> <p>Certains membres pertinents de l'équipe du BR personnel seront interviewé pendant les phases de démarrage et de collecte de données. Ils participeront à l'atelier de validation pendant la phase de rapport et commenteront le projet de rapport d'évaluation. Les membres du BR représentés dans le GRI commenteront les résultats préliminaires et fourniront le cas échéant également des contributions à la réponse de la direction.</p>	<p>Directeur Régional adjoint, Responsable de programme, Responsable des urgences, responsables techniques pertinentes</p> <p><i>Certains de ces personnes feront partie du GRI</i></p>
<p>Divisions du siège</p>	<p>Les divisions du siège ayant fourni un soutien au BP, soit technique ou opérationnel, auront un intérêt à découvrir les leçons pertinentes à leurs mandats, et au-delà, l'EPSP pourra leur fournir des perspectives et pistes de réflexions visant à renforcer les orientations stratégiques, ou les processus relatifs aux collaborations avec les BP.</p>	<p>Partie prenante primaire –</p> <p>Les divisions et unités techniques ou opérationnelles du siège seront des informateurs clés et interviewés sur les thèmes couverts par l'évaluation. Les divisions du siège représentées dans l'IRG auront l'occasion de commenter les résultats préliminaires et de fournir des contributions à la réponse de la direction au CCSPE.</p>	<p>Divisions pertinentes, y compris urgences, nutrition, alimentation scolaire, programmes, RAM, protection sociale, CBT, partenariats, Supply chain,...</p>
<p>Conseil d'administration du PAM</p>	<p>Les membres du Conseil d'administration sont les récipiendaires directs du rapport final en tant qu'instrument de redevabilité. Ils ont aussi un intérêt pour les leçons potentielles plus larges des contextes en évolution du Burkina Faso et sur les rôles, la stratégie et la performance du PAM.</p>	<p>Ils recevront et réagiront aux résultats de l'évaluation à la session de novembre 2023</p>	

Parties prenantes externes			
Communautés affectées	En tant que bénéficiaires ultimes de l'aide du PAM, les bénéficiaires ont un intérêt à ce que le PAM détermine si son aide est pertinente, appropriée et efficace.	Ils seront interrogés et consultés au cours de la phase de collecte de données dans la mesure du possible. Des dispositions spéciales peuvent être prises pour rencontrer les enfants	Bénéficiaires et participants aux activités du PAM. À développer davantage en phase de démarrage
Administrations centrales et décentralisées	L'évaluation devrait renforcer la collaboration et les synergies entre les institutions nationales et le PAM, en clarifiant les mandats et les rôles, et en accélérant les progrès vers la réplication, le transfert et la durabilité. Le personnel clé du gouvernement sera interrogé et consulté pendant la phase de démarrage, le cas échéant, et pendant la phase de collecte de données, tant au niveau central que sur le terrain.	Les personnels des administrations nationales partenaires seront impliqués dans des entretiens qui couvriront des questions politiques et techniques et dans des réunions visant à fournir un retour d'information sur les résultats de l'évaluation.	Personnel clé du gouvernement, y compris du ministère de l'Économie, des Finances et du Développement, du ministère de l'Agriculture et des Ressources en eau, du ministère de la Santé, du ministère de l'Éducation, du ministère de la Femme, de la Solidarité nationale et de la Famille, du Conseil national des réfugiés, du Conseil national de l'aide d'urgence et réadaptation
Équipe de pays des Nations Unies et autres agences de développement actives au Burkina Faso	Les agences des Nations Unies et autres partenaires au Burkina Faso ont un intérêt dans cette évaluation en termes de partenariats, de performance, d'orientation stratégique future, ainsi que de questions relatives à la coordination des Nations Unies. Le Coordonnateur résident et les agences des Nations Unies ont	L'équipe d'évaluation sollicitera des entretiens avec des informateurs clés auprès des Nations Unies et d'autres agences partenaires. Le CO tiendra les partenaires des Nations Unies et les autres organisations internationales informés des progrès de l'évaluation. Entretiens avec le personnel des partenaires coopérants et des ONG	Coordonnateur résident, personnel technique et politique des Nations Unies, y compris de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Organisation mondiale de la santé, Africa Risk Capacity. Personnel technique et politique clé des partenaires coopérants et des ONG

	<p>intérêt à s'assurer que les activités du PAM sont efficaces et alignées sur leurs programmes.</p> <p>L'EPSP peut être l'occasion d'améliorer la collaboration, la coordination et d'accroître les synergies au sein du système des Nations Unies et de ses partenaires.</p> <p>Les partenaires coopérants du PAM dans la mise en œuvre des activités du PSP ont intérêt à renforcer les synergies et la collaboration avec le PAM, ainsi que les implications des résultats de l'évaluation.</p>	pendant la phase de collecte de données, le cas échéant.	
Donateurs	<p>Les activités du PAM sont soutenues par plusieurs donateurs qui ont intérêt à savoir si leurs fonds ont été dépensés efficacement et si le travail du PAM est efficace pour réduire l'insécurité alimentaire des plus vulnérables.</p>	Participation aux entrevues et aux séances de rétroaction, le cas échéant, et diffusion des rapports.	Personnel technique et politique des principaux donateurs bilatéraux : États-Unis d'Amérique, Allemagne, Royaume-Uni.
Organisations de société civile et privés	<p>Les partenaires actuels ou potentiels du secteur privé et de la société civile peuvent souhaiter connaître les implications des résultats de l'évaluation.</p>	Entretiens avec d'autres partenaires actuels ou potentiels du secteur privé et de la société civile pendant la phase de collecte de données, le cas échéant.	Personnel technique pertinent

Annexe 10 : Étude d'évaluabilité

Version du cadre logique		Indicateurs d'effets directs	Indicateurs transversaux	Indicateurs relatifs aux produits
V 1.0 (Mars 2017)	Nombre total d'indicateurs	27	6	59
V 2.0 (Avril 2018)	Nouveaux indicateurs	0	0	0
	Indicateurs mis de côté	0	0	0
	Nombre total d'indicateurs	27	6	59
Nombre total d'indicateurs inclus dans toutes les versions du cadre logique		27	6	59

Indicateurs d'effets directs		RNA 2018
	Nombre total d'indicateurs compris dans le cadre logique applicable	27
Données de référence	Nombre d'indicateurs incluant des données de référence	27
	Nombre total de données de référence suivies	117
Objectifs à atteindre en fin d'année	Nombre d'indicateurs incluant des objectifs à atteindre en fin d'année	27
	Nombre total d'objectifs à atteindre en fin d'année suivis	117
Objectifs à atteindre en fin de PSPP-T	Nombre d'indicateurs incluant des objectifs à atteindre en fin de PSP	27
	Nombre total d'objectifs à atteindre en fin de PSP suivis	117
Suivi	Nombre d'indicateurs incluant des valeurs de suivi	27
	Nombre total de valeurs de suivi mesurées	117
Indicateurs transversaux		RNA 2018
	Nombre total d'indicateurs compris dans le cadre logique applicable	6
Données de référence	Nombre d'indicateurs incluant des données de référence	6
	Nombre total de données de référence suivies	74
Objectifs à atteindre en fin d'année	Nombre d'indicateurs incluant des objectifs à atteindre en fin d'année	6
	Nombre total d'objectifs à atteindre en fin d'année suivis	74
Objectifs à atteindre en fin de PSPP-T	Nombre d'indicateurs incluant des objectifs à atteindre en fin de PSP	6
	Nombre total d'objectifs à atteindre en fin de PSP suivis	74
Suivi	Nombre d'indicateurs incluant des valeurs de suivi	6
	Nombre total de valeurs de suivi mesurées	74
Indicateurs relatifs aux produits		RNA 2018

⁹⁴ This evaluability assessment is only preliminary and should be

	Nombre total d'indicateurs compris dans le cadre logique applicable	50
Objectifs	Nombre d'indicateurs incluant des cibles Nombre total de cibles suivies	25 27
Valeurs réelles	Nombre d'indicateurs incluant des valeurs réelles Nombre total de valeurs réelles suivies	25 27

Tableau 22 : Analyse du cadre logique du plan stratégique de pays pour le Burkina Faso (PSP 2019 - 2023) ⁹⁵

Version du cadre logique		Indicateurs d'effets directs	Indicateurs transversaux	Indicateurs relatifs aux produits
V 1.0 (Avril 2018)	Nombre total d'indicateurs	33	10	69
V 2.0 (Avril 2019)	Nouveaux indicateurs	0	0	10
	Indicateurs mis de côté	0	0	0
	Nombre total d'indicateurs	33	10	79
V 3.0 (Juin 2019)	Nouveaux indicateurs	0	0	13
	Indicateurs mis de côté	1	0	16
	Nombre total d'indicateurs	32	10	76
V 4.0 (Février 2020)	Nouveaux indicateurs	0	0	0
	Indicateurs mis de côté	4	0	0
	Nombre total d'indicateurs	29	10	76
V 5.0 (Octobre 2020)	Nouveaux indicateurs	0	1	17
	Indicateurs mis de côté	0	0	0
	Nombre total d'indicateurs	29	11	93
Nombre total d'indicateurs inclus dans toutes les versions du cadre logique		29	10	53

Tableau 23 : Analyse de la communication des résultats dans les rapports nationaux annuels du Burkina Faso (PSP 2019-2023)

		RNA 2019	RNA 2020	
Indicateurs d'effets directs				
	Nombre total d'indicateurs compris dans le cadre logique applicable	32	29	
Données de référence	de	Nombre d'indicateurs incluant des données de référence	23	25
		Nombre total de données de référence suivies	105	164
Objectifs à atteindre en fin d'année	à	Nombre d'indicateurs incluant des objectifs à atteindre en fin d'année	23	25
	en fin d'année	Nombre total d'objectifs à atteindre en fin d'année suivis	105	164

⁹⁵ This evaluability assessment is only preliminary and should be

Objectifs à atteindre en de PSP	Nombre d'indicateurs incluant des objectifs à atteindre en fin de PSP	23	25
	Nombre total d'objectifs à atteindre en fin de PSP suivis	105	164
Suivi	Nombre d'indicateurs incluant des valeurs de suivi	23	25
	Nombre total de valeurs de suivi mesurées	105	161
Indicateurs transversaux			
	Nombre total d'indicateurs compris dans le cadre logique applicable	10	10
Données de référence	Nombre d'indicateurs incluant des données de référence	10	10
	Nombre total de données de référence suivies	24	22
Objectifs à atteindre en fin d'année	Nombre d'indicateurs incluant des objectifs à atteindre en fin d'année	10	10
	Nombre total d'objectifs à atteindre en fin d'année suivis	24	22
Objectifs à atteindre en de PSP	Nombre d'indicateurs incluant des objectifs à atteindre en fin de PSP	10	10
	Nombre total d'objectifs à atteindre en fin de PSP suivis	24	22
Suivi	Nombre d'indicateurs incluant des valeurs de suivi	10	10
	Nombre total de valeurs de suivi mesurées	24	22
Indicateurs relatifs aux produits			
	Nombre total d'indicateurs compris dans le cadre logique applicable	76	93
Objectifs	Nombre d'indicateurs incluant des cibles	21	41
	Nombre total de cibles suivies	105	128
Valeurs réelles	Nombre d'indicateurs incluant des valeurs réelles	21	41
	Nombre total de valeurs réelles suivies	71	116

Annexe 11 : Évaluations, audits et revues clé du PAM sur le Burkina Faso en 2018-2021

Tableau 24 : Évaluations, audits et revues clé du PAM sur le Burkina Faso en 2018-2021

Catégorie	Titre
Évaluations centralisées du PAM	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation de la politique du PAM en matière de son rôle en matière de consolidation de la paix dans les situations de transition (2014-2021) – étude de cas sur le Burkina Faso (<i>en cours</i>). Évaluation conjointe de la collaboration entre les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome (2016-2021) – étude de cas sur le Burkina Faso. Séries d'évaluation – Synthèse régionale sur l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale (2013-2017). Évaluation de la suite donnée au point sur la politique du PAM en matière de filets de sécurité (2012-2017) – étude de cas sur le Burkina Faso. Évaluation à mi-parcours du programme de pays Burkina Faso 200163 (2011-2015). Évaluation de l'opération régionale d'urgence 200438 : Assistance aux réfugiés et communautés hôtes affectés par l'insécurité au Mali (Mali, Mauritanie, Burkina Faso, Niger ; Juin 2012 – Décembre 2013). Évaluation de la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (2008-2013) – étude de cas sur le Burkina Faso.
Évaluations décentralisées du PAM	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation Décentralisée « Projet lait » au sein du programme d'alimentation scolaire du PAM dans la région du Sahel, Burkina Faso, de 2017 à 2019. Évaluation thématique sur les questions de genre dans les interventions du PAM au Burkina Faso (2016-2018). Évaluation thématique sur l'initiative « Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH) » (Juin 2014 à août 2017).
Évaluations rapides	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation rapide de la situation alimentaire et nutritionnelle des personnes déplacées internes (PDI) de la commune de Mangodara (province de la Comoé, région des Cascades) (Septembre 2021)

	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluation rapide de la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages dans la commune de Tin-Akoff (province de l'Oudalan, région du Sahel) (Juillet 2021). • Évaluation rapide de la situation alimentaire des ménages dans la commune de Mansila (province du Yagha, région du Sahel) (Juin 2021). • Évaluation rapide de la situation alimentaire des ménages dans la région du Sahel, province de l'Oudalan (Août 2020).
Audits internes	<ul style="list-style-type: none"> • Audit interne sur la L3 pour le Sahel Central (2019).
Reuves et études	<ul style="list-style-type: none"> • Étude approfondie des marchés agricoles et de l'enquête MFI au Burkina Faso (2011-2020).

Annexe 12 : Calendrier

Tableau 25 : Calendrier de l'évaluation			
Phase 1 – Préparation		Personne ressource	Date limite / période
	Termes de référence provisoires approuvés par la Directrice Adjointe de l'évaluation (DAE) et transmis pour avis au bureau de pays et aux cabinets avec lesquels un accord à long terme a été signé	DAE	10.12.2021
	Commentaires sur la version provisoire des termes de référence reçus	Bureau de pays	12.01.2022
	Soumission de propositions basées sur la version provisoire des termes de référence	Société d'experts	08.01.2022
	Examen de la proposition d'accord à long terme	Gestionnaire de l'évaluation	30.01.2022
	Version finale révisée des termes de référence envoyée aux parties prenantes du PAM	Gestionnaire de l'évaluation	30.01.2022
	Conclusion de contrat avec la société d'experts	Gestionnaire de l'évaluation	Fév. 2022
Phase 2 – Démarrage			
Version provisoire 0	Préparation de l'équipe et analyse documentaire avant séance de présentation au Siège	Équipe d'évaluation	14-25.02.2022
	Séance de présentation au Siège et au bureau régional	Gestionnaire de l'évaluation et équipe	28.02-04.03.2022
	Mission de démarrage (virtuelle ou sur place), incluant séances de briefings avec l'ensemble des parties prenantes pertinentes du bureau de Pays	Gestionnaire de l'évaluation + chef d'équipe	7-11.03.2022
	Soumission du rapport de démarrage provisoire	Chef d'équipe	25.03.2022
Version provisoire 1	Assurance qualité du Bureau de l'évaluation et soumission au Bureau de Pays pour commentaires	Gestionnaire de l'évaluation / DAE	11.05.2011
	Soumission du rapport de démarrage révisé	Chef d'équipe	03.06.2022
	Assurance Qualité et validation du rapport de démarrage	Gestionnaire de l'évaluation / DAE	17.06.2022
Version finale	Circulation de la version finale du rapport initial aux principales parties prenantes du PAM pour information et publication sur l'Intranet.	Gestionnaire de l'évaluation	20.06.2022
Phase 3 – Collecte de données, y compris concernant les activités sur le terrain ⁹⁶			
	Collecte de données dans le pays/à distance	Équipe	02.06 – 12.07.2022
	Bilan de sortie (PPT)	Chef d'équipe	11.07.2022
	Bilan des observations préliminaires	Équipe	25.07.2022
Phase 4 – Élaboration des rapports			
Version provisoire	Envoi d'une version provisoire de qualité du rapport d'évaluation au Bureau de l'évaluation (après le contrôle de la qualité institutionnel)	Chef d'équipe	30.08.2022

⁹⁶ La présentation du rapport et le lancement de l'étape de collecte de données doivent être séparés d'au moins six semaines.

	Retours du Bureau de l'évaluation sur la qualité transmis au chef d'équipe	Gestionnaire de l'évaluation	15.09.2022
Version provisoire 1	Envoi de la version provisoire révisée du rapport d'évaluation au Bureau de l'évaluation	Chef d'équipe	30.09.2022
	Contrôle de la qualité par le Bureau de l'évaluation et soumission au DAE pour revue	Gestionnaire de l'évaluation	Debut oct. 2022
	Obtention de l'autorisation requise avant la transmission du rapport d'évaluation au groupe de référence interne (GRI)	DE/DAE	Mi-oct. 2022
	Transmission au GRI de la version provisoire du rapport d'évaluation pour avis par le Bureau de l'évaluation	Gestionnaire de l'évaluation/GRI	Mi-oct. 2022
	Atelier d'apprentissage (dans le pays ou à distance)		Nov. 2022
	Rassemblement des commentaires du PAM et diffusion à l'équipe	Gestionnaire de l'évaluation	Mi-nov. 2022
	Envoi de la version révisée (s'appuyant sur les commentaires du PAM) du rapport d'évaluation au Bureau de l'évaluation, avec les réponses de l'équipe sur la matrice de commentaires	Équipe d'évaluation	Fin nov. 2022
Version provisoire 2	Examen de la version provisoire 2	Gestionnaire de l'évaluation	Fin nov. 2022
	Envoi de la version finale provisoire du rapport d'évaluation au Bureau de l'évaluation	Chef d'équipe	Début déc. 2022
Version provisoire 3	Examen de la version provisoire 3	Gestionnaire de l'évaluation	Début déc. 2022
	Recueil de l'approbation finale du DE/DAE	DE/DAE	Mi-déc. 2022
Rapport succinct d'évaluation	Version provisoire du rapport succinct d'évaluation	Gestionnaire de l'évaluation	Mi-déc. 2022
	Obtention de l'autorisation du DE/DAE à transmettre le rapport succinct d'évaluation	DE/DAE	Mi- jan. 2023
	Après autorisation par sa direction, transmission par le Bureau de l'évaluation de la synthèse du rapport succinct d'évaluation à la haute direction du PAM pour avis	DE/DAE	Fin jan. 2023
Phase 5 – Conseil d'administration et suivi			
	Envoi du rapport succinct d'évaluation/des recommandations à la Division chargée de la planification des performances (DPP) pour la réponse de la direction + envoi du rapport succinct d'évaluation au secrétariat du Conseil d'administration pour révision et traduction	Gestionnaire de l'évaluation	Fév. 2023
	Dernières actions, publication sur les sites du Bureau de l'évaluation, table ronde du Conseil d'administration, etc.	Gestionnaire de l'évaluation	Oct. 2023
	Présentation du rapport succinct d'évaluation au Conseil d'administration	DE/DAE	Nov. 2023
	Présentation de la réponse de la direction au Conseil d'administration	D/DPP	Nov. 2023

Annexe 13: Plan de communication et de gestion des connaissances

Étape Phase de l'évaluation	Quoi Outil de communication	Quel Public cible	Où & comment Canaux	Acteurs Responsable de l'élaboration	Acteurs Soutien à l'élaboration	Quand Version provisoire	Quand Date limite de publication
Préparation	Communication initiale (avant les termes de référence)	<ul style="list-style-type: none"> Équipe gestionnaire d'évaluation 	<ul style="list-style-type: none"> Courriel Réunions (virtuelles) 	Gestionnaire de l'évaluation	Assistante de recherche ; Directeur adjointe de l'Evaluation (QA2)	26.11.2021	N.A.
Préparation	Versions récapitulative et complète des termes de référence	<ul style="list-style-type: none"> Personnel technique du PAM/responsables de programme/professionnels Parties prenantes du PAM à l'échelle nationale/du bureau régional/locale Contreparties et partenaires nationaux pertinents 	<ul style="list-style-type: none"> Courriel WFPgo; WFP.org 	Gestionnaire de l'évaluation	Assistante de recherche ; Directeur adjointe de l'Evaluation (QA2) ; Equipe de communication du Bureau de l'Evaluation	10.12.2021	Jan. 2022
Démarrage	Communications verbales avec les parties prenantes relative à l'utilité de l'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Personnel technique du PAM/responsables de programme/professionnels Parties prenantes du PAM à l'échelle nationale/du bureau régional/locale 	<ul style="list-style-type: none"> Courriels Réunions (virtuelles) 	<ul style="list-style-type: none"> Gestionnaire de l'évaluation / Équipe d'évaluation 	Assistante de recherche ;	01.02.2022	30.05.2022
Démarrage	Rapport de démarrage	<ul style="list-style-type: none"> Personnel technique du PAM/responsables de programme/professionnels Parties prenantes du PAM à l'échelle nationale/du bureau régional/locale 	<ul style="list-style-type: none"> Courriel WFPgo 	Gestionnaire de l'évaluation / Équipe d'évaluation	Assistante de recherche ; Directeur adjointe de l'Evaluation (QA2)	Mai 2022	Juin 2022

		<ul style="list-style-type: none"> • Contreparties et partenaires nationaux pertinents 			Equipe de communication du Bureau de l'Evaluation		
Collecte de données et élaboration des constatations	Bilan de sortie (Ppt)	<ul style="list-style-type: none"> • Personnel et parties prenantes du bureau de pays • Contreparties et partenaires nationaux pertinents 	<ul style="list-style-type: none"> • Réunions avec les parties prenantes 	Gestionnaire de l'évaluation / Equipe d'évaluation	Assistante de recherche	Juil. 2022	N.A.
Élaboration du rapport d'évaluation	Atelier avec les parties prenantes	<ul style="list-style-type: none"> • Personnel technique du PAM/responsables de programme/professionnels • Parties prenantes du PAM à l'échelle nationale/du bureau régional/locale • Contreparties et partenaires nationaux pertinents 	<ul style="list-style-type: none"> • Atelier, réunion • Coordonner avec éventuel atelier d'élaboration du PSP 	Gestionnaire de l'évaluation / Equipe d'évaluation	Équipe de communication du Bureau de l'évaluation	Nov. 2022	N.A.
Diffusion	Rapport d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Conseil d'administration/gouvernance/direction du PAM • Parties prenantes du PAM à l'échelle nationale/du bureau régional/locale • Personnel technique du PAM/responsables de programme/professionnels • Donateurs/pays • Partenaires/société civile/pairs/réseaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Courriel • Sites Internet et réseaux sociaux, plateformes de gestion des connaissances (WFP.org, WFPgo, Twitter) • Réseaux d'évaluation (GNUE, ALNAP) • Flash d'information 	Gestionnaire de l'évaluation	Équipe de communication du Bureau de l'évaluation	Oct.2022	Déc. 2022
Diffusion	Rapport succinct d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Conseil d'administration/gouvernance/direction du PAM • Parties prenantes du PAM à l'échelle nationale/du bureau régional/locale 	<ul style="list-style-type: none"> • Site du Conseil d'administration (pour les synthèses de rapports) 	Gestionnaire de l'évaluation	Equipe d'évaluation Équipe de communication du Bureau de l'évaluation	17.12.2022	15.01.2023

		<ul style="list-style-type: none"> • Personnel technique du PAM/responsables de programme/professionnels • Donateurs/pays • Partenaires/société civile/pairs/réseaux 	d'évaluation et les réponses de la direction)				
Diffusion	Réponse de la direction	<ul style="list-style-type: none"> • Conseil d'administration/gouvernance/direction du PAM • Parties prenantes du PAM à l'échelle nationale/du bureau régional/locale • Personnel technique du PAM/responsables de programme/professionnels • Donateurs/pays • Partenaires/société civile/pairs/réseaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Sites Internet (WFP.org, WFPgo) • Plateformes de gestion des connaissances 	Conseil d'administration	Gestionnaire d'évaluation	Fév. 2023	N.A.
Diffusion	Mémorandum du Directeur exécutif	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur exécutif/direction du PAM 	<ul style="list-style-type: none"> • Courriel 	Gestionnaire de l'évaluation	Directeur de l'évaluation	Sept.2023	Sept. 2023
Diffusion	Éléments de discussion /conclusions principales	<ul style="list-style-type: none"> • Conseil d'administration/gouvernance/direction du PAM • Personnel technique du PAM/responsables de programme/professionnels • Donateurs/pays 	<ul style="list-style-type: none"> • Présentation 	Gestionnaire de l'évaluation	Équipe de communication du Bureau de l'évaluation	Sept.2023	Oct. 2023
Diffusion	Présentation PowerPoint	<ul style="list-style-type: none"> • Conseil d'administration/gouvernance/direction du PAM • Personnel technique du PAM/responsables de programme/professionnels • Donateurs/pays 	<ul style="list-style-type: none"> • Présentation 	Gestionnaire de l'évaluation	Équipe de communication du Bureau de l'évaluation	Sept.2023	Oct. 2023
Diffusion	Transmission du rapport	<ul style="list-style-type: none"> • Groupe de gestion d'évaluation • Directeurs de divisions, bureaux de pays et parties prenantes concernées par l'évaluation 	<ul style="list-style-type: none"> • Courriel 	Gestionnaire de l'évaluation	Directeur de l'évaluation	Oct. 2023	Nov. 2023

Diffusion	Flash d'information	<ul style="list-style-type: none"> • Conseil d'administration/gouvernance/direction du PAM • Parties prenantes du PAM à l'échelle nationale/du bureau régional/locale • Personnel technique du PAM/responsables de programme/professionnels • Donateurs/pays • Partenaires/société civile/pairs/réseaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Courriel 	Équipe de communication du Bureau de l'évaluation	Gestionnaire d'évaluation	Oct. 2023	Nov. 2023
Diffusion	Cartes de présentation	<ul style="list-style-type: none"> • Communauté d'évaluateurs • Partenaires/société civile/pairs/réseaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Cartes 	Équipe de communication du Bureau de l'évaluation		Oct. 2023	Nov. 2023
Diffusion	Séance de présentation	<ul style="list-style-type: none"> • Conseil d'administration/gouvernance/direction du PAM • Parties prenantes du PAM à l'échelle nationale/du bureau régional/locale • Personnel technique du PAM/responsables de programme/professionnels • Donateurs/pays • Partenaires/société civile/pairs/réseaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Sites Internet et réseaux sociaux, plateformes de gestion des connaissances (WFP.org, WFP GO, Twitter) • Réseaux d'évaluation (GNUE, ALNAP, EvalForward) 	Gestionnaire de l'évaluation	Équipe de communication du Bureau de l'évaluation	Nov. 2023	N.A.
Diffusion	Graphiques et représentations visuelles des données	<ul style="list-style-type: none"> • Donateurs/pays • Partenaires/société civile/pairs/réseaux • Division de la communication, de la sensibilisation et du marketing/médias • Grand public 	<ul style="list-style-type: none"> • Sites Internet et réseaux sociaux (WFP.org, WFPgo, Twitter) • Réseaux d'évaluation (GNUE, ALNAP, EvalForward) 	Assistante de recherche	Gestionnaire de l'évaluation Équipe de communication du Bureau de l'évaluation	Fév. 2023	Mar. 2023

Diffusion	Documents ciblés de présentation en une page pour partage des messages clés (le cas échéant plusieurs documents succincts pour chaque thème fort de l'évaluation) – confirmer en fonction des résultats de l'évaluation et de l'intérêt perçu des parties prenantes	<ul style="list-style-type: none"> Personnel technique du PAM/responsables de programme/professionnels Conseil d'administration/gouvernance/direction du PAM Parties prenantes du PAM à l'échelle nationale/du bureau régional/locale Parties prenantes externes au PAM, partenaires sectoriels niveaux pays / régional /global 	<ul style="list-style-type: none"> Présentations (voir ci-dessus) Courriel Pages du site Internet du PAM Sites Internet et réseaux sociaux (WFP.org, WFPgo, Twitter) Réseaux d'évaluation (GNUE, ALNAP, EvalForward) Bulletin d'information 	Gestionnaire de l'évaluation	Assistante de recherche, Équipe de communication du Bureau de l'évaluation	Fév. 2023	Mar. 2023
Diffusion	Présentations (reprise du matériel de réunions précédentes le cas échéant)	<ul style="list-style-type: none"> Personnel technique du PAM/responsables de programme/professionnels Parties prenantes du PAM à l'échelle nationale/du bureau régional/locale Personnel du PAM 	Présentation au bureau de pays	Gestionnaire de l'évaluation	Assistante de recherche, Équipe de communication	Mar. 2023	N.A.
Diffusion	Séances d'information/réunions informelles (type 'Brown-bag lunch') - ? A discuter en interne et confirmer plus tard en fonction du matériel produit	<ul style="list-style-type: none"> Parties prenantes du PAM à l'échelle nationale/du bureau régional/locale Personnel technique du PAM/responsables de programme/professionnels Responsables d'évaluation du PAM 	Webinaires thématiques conjoints avec autres CSPE (de la région)	Gestionnaire de l'évaluation	Gestionnaires d'évaluation et assistants de recherches d'autres EPSP ?	Mar. 2023	Juin-2023

Diffusion	Atelier de rendu pour les contreparties nationales (le cas échéant sur une thématique spécifique d'intérêt partagé) A discuter avec le BP	<ul style="list-style-type: none"> Parties prenantes externes au PAM, partenaires sectoriels niveaux pays avec qui le Bureau de Pays du PAM identifie une opportunité de renforcer le dialogue 	Présentation, réunion avec les parties prenantes	Bureau de Pays	Gestionnaire de l'évaluation Assistante de recherche	Avr.2023	N.A.
Diffusion	Podcast capturant des sons révélateurs de messages clés de l'évaluation (parties prenantes, bénéficiaires, EE) A discuter en interne et confirmer plus tard, selon possibilités de voyager pour prendre des sons sur place, et en fonction du matériel produit	<ul style="list-style-type: none"> Parties prenantes du PAM à l'échelle nationale/du bureau régional/locale Personnel technique du PAM/responsables de programme/professionnels Donateurs/ Représentants pays au CA Partenaires/société civile/pairs/réseaux Division de la communication, de la sensibilisation et du marketing/médias Grand public 	<ul style="list-style-type: none"> Sites Internet et réseaux sociaux (WFP.org, WFPgo, Twitter) Réseaux d'évaluation (GNUE, ALNAP, EvalForward) Bulletin d'information 	Gestionnaire de l'évaluation Équipe de communication du Bureau de l'évaluation	Assistante de recherche	Déc. 2023	N.A.
Diffusion	Présentation vidéo (conjointe PSPE de 2022, le cas échéant) ? A discuter en interne et confirmer plus tard, selon possibilités de voyager pour prendre des images sur place et en fonction du matériel produit	<ul style="list-style-type: none"> Parties prenantes du PAM à l'échelle nationale/du bureau régional/locale Personnel technique du PAM/responsables de programme/professionnels Donateurs/ Représentants pays au CA Partenaires/société civile/pairs/réseaux Division de la communication, de la sensibilisation et du marketing/médias Grand public 	<ul style="list-style-type: none"> Sites Internet et réseaux sociaux (WFP.org, WFPgo, Twitter) Réseaux d'évaluation (GNUE, ALNAP, EvalForward) Bulletin d'information Présentations 	Gestionnaire de l'évaluation/Équipe de communication du Bureau de l'évaluation	Gestionnaires d'évaluation et assistants de recherches d'autres EPSP, le cas échéant ?	Déc. 2023	N.A.

Diffusion	Blog ? A déterminer en fonction du contenu et des besoins exprimés sur le moment)	<ul style="list-style-type: none"> Partenaires/société civile/pairs/réseaux Division de la communication, de la sensibilisation et du marketing/médias Grand public 	<ul style="list-style-type: none"> Sites Internet et réseaux sociaux (WFP.org, WFPgo, Twitter) Réseaux d'évaluation (GNUE, ALNAP, EvalForward) Bulletin d'information 	Gestionnaire de l'évaluation	Équipe de communication du Bureau de l'évaluation	Oct. 2023	N.A.
Diffusion	Photo Story racontant le processus d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Evaluateurs du PAM, M&E du PAM Evaluateurs d'autres agences Conseil d'Administration 	<ul style="list-style-type: none"> Sites Internet et réseaux sociaux (WFP.org, WFPgo, Twitter) Réseaux d'évaluation (GNUE, ALNAP, EvalForward) Bulletin d'information Présentations 	Équipe de communication du Bureau de l'évaluation	Gestionnaire de l'évaluation Assistante de recherche	Oct. 2023	N.A.
Diffusion	Communiqué/article de presse pour le bureau régional/le bureau de pays	<ul style="list-style-type: none"> Parties prenantes du PAM à l'échelle nationale/du bureau régional/locale Donateurs/pays Grand public Division de la communication, de la sensibilisation et du marketing/médias 	<ul style="list-style-type: none"> Sites Internet et réseaux sociaux (WFP.org, WFPgo, Twitter) Médias locaux 	Équipe de communication du Bureau de l'évaluation	Division de la communication, de la sensibilisation et du marketing/médias/bureau de pays	Déc. 2023	N.A.
Suivi	Examen de la réponse de la direction	<ul style="list-style-type: none"> Personnel technique du PAM/responsables de programme/professionnels Direction du PAM 	<ul style="list-style-type: none"> Canaux internes 	Division de la gestion et du suivi de la performance	Gestionnaire de l'évaluation/Équipe de communication du Bureau de l'évaluation	2024	N.A.

LÉGENDE :

Éléments principaux (obligatoires)
Produits de gestion des connaissances (facultatifs)
Éléments associés (facultatifs)

Annexe 14 : Modèle de matrice d'évaluation

Domaines d'analyse	Axes d'enquête	Indicateurs	Sources de données	Techniques de collecte et d'analyse des données
Question d'évaluation 1 : Dans quelle mesure le positionnement stratégique, le rôle et les contributions spécifiques du PAM sont-ils adaptés aux priorités nationales, aux besoins de la population et aux atouts du PAM ?				
1.1 Dans quelle mesure le PSP est-il adapté aux politiques, aux plans, aux stratégies et aux objectifs du pays, y compris à la réalisation des objectifs nationaux de développement durable ?				
1.1.1 Alignement des objectifs stratégiques sur les politiques, stratégies et plans nationaux	Degré de pertinence des effets directs stratégiques et des activités proposées énoncés dans le PSP par rapport aux priorités nationales, telles que figurant dans les politiques, stratégies et plans nationaux	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de cohérence entre les effets directs stratégiques du PSP et les objectifs nationaux énoncés dans les politiques, stratégies et plans du gouvernement Niveau de cohérence entre les activités prévues au titre du PSP et les interventions proposées dans les politiques, stratégies et plans du gouvernement Degré de participation du gouvernement à la préparation du PSP Avis des hauts fonctionnaires du gouvernement concernant la mesure dans laquelle les objectifs et interventions du PAM sont alignés sur les politiques, stratégies et plans nationaux 	<ul style="list-style-type: none"> PSP du PAM et documents de révision du budget ultérieurs Revue stratégique « Faim Zero » au Burkina Faso, 2017 Politiques, plans et programmes gouvernementaux, y compris, sans toutefois s'y limiter: <ul style="list-style-type: none"> i) <p>Hauts fonctionnaires gouvernementaux</p>	<p>Examen documentaire</p> <p>Entretiens semi-guidés</p>

Domaines d'analyse	Axes d'enquête	Indicateurs	Sources de données	Techniques de collecte et d'analyse des données
1.1.2 Alignement sur les objectifs nationaux de développement durable	Degré d'alignement des effets directs stratégiques énoncés dans le PSP sur les objectifs et cibles de développement durable du gouvernement	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau de cohérence entre les effets directs stratégiques du PSP et les objectifs et cibles de développement durable du pays • Le PSP fait explicitement référence aux cadres nationaux relatifs aux objectifs de développement durable 	<ul style="list-style-type: none"> • PSP du PAM et documents de révision du budget ultérieurs • Cadre national relatif aux objectifs de développement durable • PNDES-I 2016-2020 et PNDES-II 2021-2025 	Examen documentaire
1.1.3 Alignement des objectifs stratégiques sur les politiques, stratégies et plans nationaux	Degré de pertinence des effets directs stratégiques et des activités proposées énoncés dans le PSP par rapport aux priorités infranationales, telles que figurant dans les politiques, stratégies et plans infranationaux	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau de cohérence entre les effets directs stratégiques du PSP et les objectifs infranationaux énoncés dans les politiques, stratégies et plans infranationaux • Niveau de cohérence entre les activités du PSP et les interventions prioritaires proposées dans les stratégies et plans infranationaux • Degré de participation des autorités infranationales à la préparation du PSP • Avis des hauts fonctionnaires du gouvernement concernant la mesure dans laquelle les objectifs et interventions du PAM sont alignés sur les politiques, stratégies et plans infranationaux 	<ul style="list-style-type: none"> • PSP du PAM et documents de révision du budget ultérieurs • Examen de l'objectif Faim "zéro" • Stratégies, plans et programmes infranationaux, y compris, sans toutefois s'y limiter: <ul style="list-style-type: none"> i) ... • ... • Hauts fonctionnaires des autorités infranationales 	<p>Examen documentaire</p> <p>Entretiens semi-guidés</p>

Domaines d'analyse	Axes d'enquête	Indicateurs	Sources de données	Techniques de collecte et d'analyse des données
1.2 Dans quelle mesure le PSP a-t-il répondu aux besoins des populations les plus vulnérables du pays afin que personne ne soit laissé de côté ?				
1.3 Dans quelle mesure le PAM a-t-il conservé une position stratégique pertinente pendant la période de mise en œuvre du PSP, au vu de l'évolution du contexte, des capacités nationales et des besoins ?				
1.4 Dans quelle mesure le PSP est-il coordonné et conforme aux activités des Nations Unies dans leur ensemble et prévoit-il des partenariats stratégiques appropriés fondés sur l'avantage comparatif du PAM dans le pays ?				
Question d'évaluation 2: Quelles sont la portée et la qualité de la contribution spécifique du PAM aux effets directs stratégiques définis dans le plan stratégique de pays ?				
2.1 Dans quelle mesure le PAM a-t-il fourni les produits attendus et contribué aux effets directs stratégiques visés par le PSP ?				
2.2 Dans quelle mesure le PAM a-t-il contribué à la réalisation des objectifs fixés dans les domaines transversaux (principes de l'action humanitaire, protection, redevabilité envers les populations touchées, égalité des sexes et autres questions d'équité) ?				
2.3 Dans quelle mesure les réalisations du PSP sont-elles susceptibles de durer sur le long terme ?				

Domaines d'analyse	Axes d'enquête	Indicateurs	Sources de données	Techniques de collecte et d'analyse des données
2.4 Dans les contextes d'intervention humanitaire, dans quelle mesure le PSP a-t-il facilité la multiplication des liens stratégiques entre les activités humanitaires, de développement et, le cas échéant, de consolidation de la paix ?				
Question d'évaluation 3: Dans quelle mesure le PAM a-t-il utilisé efficacement ses ressources pour contribuer à l'obtention des produits escomptés et à la réalisation des effets directs stratégiques définis dans le plan stratégique de pays ?				
3.1 Dans quelle mesure les produits ont-ils été fournis conformément au calendrier visé ?				
3.2 Dans quelle mesure la couverture et les méthodes de ciblage des interventions ont-elles été appropriées ?				
3.3 Dans quelle mesure les activités de mise en œuvre du soutien du PAM ont-elles atteint un bon rapport coût-efficacité ?				
3.4 Dans quelle mesure les équipes ont-elles envisagé d'entreprendre d'autres actions présentant un meilleur rapport coût-efficacité ?				

Domaines d'analyse	Axes d'enquête	Indicateurs	Sources de données	Techniques de collecte et d'analyse des données
Question d'évaluation 4: Quels sont les facteurs qui expliquent les résultats obtenus par le PAM et la mesure dans laquelle il a rendu possible le changement d'orientation stratégique défini dans le plan stratégique de pays ?				
4.1 Dans quelle mesure le PAM a-t-il analysé ou utilisé des données probantes existantes sur les défis liés à la faim, la sécurité alimentaire et les problèmes nutritionnels dans le pays afin d'élaborer le PSP ?				
4.2 Dans quelle mesure le PAM est-il parvenu à mobiliser des ressources adéquates, prévisibles et flexibles pour financer le PSP ?				
4.3 Dans quelle mesure le PSP a-t-il entraîné la conclusion de partenariats et la collaboration avec d'autres acteurs ayant eu une incidence positive sur l'efficacité et les résultats ?				
4.4 Dans quelle mesure le PSP a-t-il élargi la marge de manœuvre possible dans les contextes d'intervention évolutifs, et de quelle manière cette flexibilité accrue a-t-elle influencé les résultats ?				
4.5 Quels sont les autres facteurs déterminants des performances du PAM et de sa capacité à opérer la réorientation stratégique visée par le PSP ?				

Annexe 15 : Termes de référence du groupe de référence interne pour l'évaluation du plan stratégique de pays

1. Informations générales

Le groupe de référence interne est un groupe consultatif qui fournit des conseils et des retours au gestionnaire et à l'équipe d'évaluation à des étapes clés du processus. Constitué au cours de la phase de préparation, il est obligatoire dans le cadre de toutes les évaluations de plans stratégiques de pays.

2. Objectif et principes directeurs du groupe de référence interne

La finalité globale du groupe de référence interne est de contribuer à la crédibilité, à l'utilité et à l'impartialité de l'évaluation. À cette fin, sa composition et ses activités sont fondées sur les principes suivants :

- **Transparence** : faire en sorte que les parties prenantes concernées restent impliquées et informées lors des étapes clés permet de garantir la transparence de l'ensemble du processus d'évaluation.
- **Appropriation et utilisation** : la participation des parties prenantes renforce leur appropriation du processus et des produits de l'évaluation, ce qui peut ensuite avoir des effets sur son utilisation.
- **Exactitude** : les retours des parties prenantes aux étapes clés de préparation, de collecte de données et d'élaboration de rapports contribuent à l'exactitude des faits et des chiffres rapportés et de l'analyse de l'évaluation.

3. Rôles

Les membres sont tenus d'examiner et de commenter les produits livrables de l'évaluation ainsi que de faire part d'observations pertinentes lorsqu'elles sont consultées à des étapes clés du processus d'évaluation.

Les principales tâches attribuées au groupe de référence interne sont les suivantes :

- Participer aux réunions, en présentiel ou en ligne, avec l'équipe d'évaluation pendant la phase de démarrage ou d'évaluation ;
- Suggérer des références et des sources de données clés dans leur domaine d'expertise ;
- Participer aux réunions de bilan des activités de terrain (facultatif) ;
- Examiner et commenter le rapport d'évaluation provisoire et les annexes connexes, en portant une attention particulière aux : a) erreurs factuelles et/ou omissions qui pourraient invalider les résultats ou modifier les conclusions ; b) questions politiques sensibles dont le traitement ou la manière de les exprimer doivent être affinés ; c) recommandations ;
- Participer aux ateliers d'apprentissage nationaux afin de valider les résultats et de débattre des recommandations ;
- Fournir des orientations au sujet des outils de communication proposés pour diffuser les enseignements de l'évaluation.

Les membres du groupe de référence interne, en particulier ceux qui ont reçu le titre de correspondant du bureau de pays pour l'évaluation, sont chargés de collecter les contributions de leurs collègues aux outils de communication.

4. Composition

Le groupe de référence interne est composé de parties prenantes du PAM principalement sélectionnées au sein du bureau de pays et des bureaux régionaux. Ses membres doivent être minutieusement choisis en fonction des catégories d'activités mises en œuvre dans le pays, de la taille du bureau de pays et des types d'effectifs du bureau régional. Suivant le contexte de mise en œuvre de l'évaluation du plan stratégique de pays et les compétences disponibles à l'échelle du bureau régional, le groupe de référence interne peut également comprendre des membres du Siège⁹⁷ (si le bureau régional ne dispose pas de responsable technique, des membres du personnel technique du Siège doivent être invités à intégrer le groupe de référence interne).

Le tableau ci-après présente les membres du groupe de référence interne pour l'évaluation su PSP du Burkina Faso, nommés par les Bureaux de Pays et Régional.

#	Nom	Role
Bureau de pays		
1	Miranda SENDE	Deputy Country Director
2	Gon Myers	Head of Programme
3	Pierluigi MARTINESI	Emergency Coordinator
4	Bernadette Tapsoba	Programme Officer- School feeding
5	Jonas SOUBEIGA	Programme Officer – Resilience
6	Abdoulaye Diallo	Head of Supply Chain
7	Mensah ADIKA	Budget & Programming
8	Outman Badaoui (Alt. Faroukou Garba)	RAM
Bureau Régional		
1	Thomas CONAN	Programme Advisor
2	Isabelle MBALLA	Supply Chain
3	Olo Sib	VAM
4	Alexandre LECUZIAT	Emergency Preparedness & Response
5	Ramatoulaye DIEYE	Gender
6	Rachida AOUAMEUR	Humanitarian Adviser (or Protection Adviser)
7	Katrien GHOOS	Nutrition
8	Karen OLOGOUDOU	School Feeding
9	Natasha FROSINA	CBT
10	Ana OCAMPO	Social Protection
11	Adamouounteni ISSAKA	Resilience and livelihoods
12	Chantal TOUSIGNANT	HR
13	Fatai ADEGBOYE	Risk Management

⁹⁷ Par exemple, dans les cas où l'évaluation du plan stratégique de pays concerne notamment des interventions face à des situations d'urgence de niveau 2 ou 3, des membres de la Division des interventions d'urgence peuvent faire partie du groupe de référence interne. Les projets pilotes de mise en œuvre de programmes novateurs peuvent également nécessiter l'inclusion d'un responsable technique du Siège.

14	Rivandra Royono	Capacity Strengthening
Conserver en copie : Claudia Schwarze et Alexandra Pirola, Unité régionale d'évaluation RBD		

5. Procédure de communication avec le groupe de référence interne :

Le directeur de l'unité régionale du Bureau de l'évaluation contactera le bureau régional à l'avance afin de préparer l'évaluation à venir et de convenir du type et du degré de contribution attendus des membres du groupe de référence interne.

Bien que les membres du groupe de référence interne n'aient pas l'obligation formelle de commenter les termes de référence, le responsable de l'unité régionale du Bureau de l'évaluation et son gestionnaire de l'évaluation échangeront avec le conseiller régional aux programmes et le responsable régional d'évaluation dès le lancement du processus d'élaboration des termes de référence, en particulier concernant: a) les thèmes et la période qui seront évalués, y compris les éventuelles difficultés stratégiques régionales; b) l'évaluabilité du plan stratégique de pays; c) la situation humanitaire; et d) les principaux donateurs et les autres partenaires stratégiques.

Une fois les termes de référence provisoires finalisés, le gestionnaire de l'évaluation du Bureau de l'évaluation préparera une communication demandant au bureau de pays de commenter le document et de fournir une proposition de composition du groupe de référence interne qui respecte le principe de transparence. Cette communication devra être transmise au directeur de pays (avec le bureau régional en copie) par le directeur du Bureau de l'évaluation.

La version finale des termes de référence de l'évaluation du plan stratégique de pays sera communiquée au groupe de référence interne à titre d'information. Les membres du groupe de référence interne recevront la possibilité de s'exprimer sur la portée, l'évaluabilité, les partenaires et d'autres composantes de l'évaluation au cours de la phase de démarrage. La version finale du rapport de démarrage sera également transmise au groupe de référence interne à titre d'information. Tel qu'indiqué dans la section 3 du présent document, les membres du groupe de référence interne seront également invités à commenter la version provisoire du rapport d'évaluation et à participer à l'atelier national d'apprentissage pour valider les résultats et discuter des recommandations.

Annexe 16 : Version approuvée du plan stratégique de pays

PSPP-T (2018) : <https://www.wfp.org/operations/bf01-burkina-faso-transitional-icsp-january-december-2018>

PSP (2019-2023): <https://www.wfp.org/operations/bf02-burkina-faso-country-strategic-plan-2019-2023>

Annexe 17 : Bibliographie

- AFC. 2016. Profil Genre Pays : Burkina Faso.
- AGIR. 2019. Burkina Faso : Cantines endogènes à l'école primaire.
- Banque Mondiale. 2018. Superficie totale (km²).
- Banque Mondiale. 2018. Taux d'activité, femmes (% de la population féminine âgée de 15 ans et plus) (estimation nationale).
- Banque Mondiale. 2019. Rang du RNB (calculé selon la méthode Atlas).
- Banque Mondiale. 2019. *Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)*.
- Banque Mondiale. 2020. Fiche pays.
- Banque Mondiale. 2020. Indice composite de capacité statistique.
- Banque Mondiale. 2020. PIB par habitant (USD courants).
- Banque Mondiale. 2020. *Population rurale*.
- Banque Mondiale. 2020. *Population, femmes*.
- Banque Mondiale. 2021. Climate Knowledge Portal : Burkina Faso, vulnerability.
- Cadre Harmonisé. 2021. Burkina Faso, Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire aiguë actuelle, octobre 2020 – janvier 2021.
- CIA. 2021. The World Factbook : Burkina Faso.
- Climate Analytics. 2019. Étude de l'impact des changements climatiques futurs sur les ressources en eau au Burkina Faso.
- FAO, PAM, FIDA. 2014-2020. Project pour l'intégration des initiatives de réduction des pertes alimentaires pour les petits exploitants dans les zones à déficit vivrier.
- FAO. 2020. Base de données Genre et le Droit à la Terre.
- FAO. 2021. Activer la transformation durable et inclusive de nos systèmes alimentaires. Burkina Faso.
- FAO. 2021. L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde,
- FNUAP. 2013. Évaluation conjointe du Programme FNUAP-UNICEF sur les mutilations génitales féminines.
- FNUAP. 2018. *PNUAD 2018-2020*.
- FNUAP. 2019. RNV.
- Gouvernement du Burkina Faso (GBF). 2015. Politique nationale de protection sociale.
- GBF. 2021. Bilan PNDES 2016-2020.
- GBF. 1991. Constitution du Burkina Faso.
- GBF. 2021. PNDES-I 2016-2020.
- GBF. 2021. PNDES-II 2021-2025.
- HCR et DRC. 2019. Rapport de monitoring de protection – Régions du Sahel et Centre Nord.
- HCR. Septembre 2021. Portail opérationnel : Burkina Faso.
- IMMAP. 2021. COVID-19 : Analyse de situation.
- Indice de la faim dans le monde. 2021.
- INSD. 2006. *Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH)*.
- Larouse. 2021. *Encyclopédie pays*.
- Médecins sans frontières. 2021. Burkina Faso : How conflict and climate change are worsening a water crisis.
- Nations Unies. Octobre 2020. Deuxième session ordinaire de 2020 du Conseil exécutif du PNUD, FNUAP et UNOPS.
- OECD. 2019. Indice Institutions sociales et Égalité homme-femme.
- OIM. 2021. Migration en Afrique de l'Ouest et du Nord et à travers la Méditerranée - Chapitre 33. Données collectées le 3 novembre 2021.
- OIM. 2021. Profil du Burkina Faso.
- OIT Stat. 2018. Burkina Faso.
- OIT. 2020. Supporting Burkina Faso and Senegal to promote social protection.
- OIT. 2020. The Transition from the Informal to the Formal Economy in Africa. Document d'information N°2.
- OMS. 2021. Global Health Observatory Data.
- OMS. Novembre 2021. OMS : COVID-19 Dashboard. Données collectées le 3 novembre 2021.
- PAM. 2020. Rapport annuel par pays.
- PAM Burkina Faso. 2019. Plan stratégique de pays (2019-2023).
- PAM. 2019. Internal Audit of WFP's Level 3 Emergency Response for the Sahel.
- PAM. 2019. Rapport annuel par pays.
- PAM. 2018. Rapport annuel par pays.
- PAM. Décembre 2020. WFP Central Sahel Situation Report.
- PAM. Février 2020. Executive Director Decision Memorandum, Extension of the WFP Level 3 Emergency Response for Central Sahel.
- PAM. Septembre 2019. Executive Director Decision Memorandum, Activation of WFP Level 3 Emergency Response for Central Sahel.

PAM. 2019. Plan Stratégique de Pays (PSP) 2019-2023

PAM. 2018. Plan stratégique de pays provisoire de transition (PSPP-T) 2018

Partnership for Economic Policy. 2019. Politiques agricoles, emploi et revenu des femmes au Burkina Faso.

PNUD. 2020. *Rapport mondial sur le développement*

PNUD. 2020. Rapport mondial sur le développement humain.

Prindex. 2018. Burkina Faso.

SIG. 2021. Statistiques dans les ministères. Consulté le 17 novembre 2021.

Système Alimentaires Résilients. 2021. Petits exploitants agricoles au Burkina Faso.

UN Women. 2021. Women Count : Burkina Faso.

UN-OCHA. 2021. Aperçu des besoins humanitaires – Burkina Faso.

UN-OCHA. 2021. Aperçu humanitaire mondiale.

UN-OCHA. 2021. Burkina Faso: Bilan de la Réponse humanitaire (Janvier-Mars 2021).

UNFPA. 2003-2018. World Population Dashboard: Burkina Faso.

UNFPA. 2021. *Population mondiale : Burkina Faso*.

UNICEF. 2017. Genre et pauvreté au Burkina Faso.

UNICEF. 2019. Quand les bourses d'étude maintiennent les filles à l'école dans la région du Sahel.

UNICEF. 2020. Au Sahel Central, les enfants font face à l'insécurité alimentaire.

UNICEF. 2021. La Situation des enfants dans le monde.

UNOCHA. 2021. Aperçu humanitaire mondial.

WFP Dashboard. 2021. Burkina Faso. Données collectées le 3 novembre 2021.

Yoda, L. A. 2010. *Traduction et plurilinguisme au Burkina Faso*.

Annexe 17 : Acronymes

BRD	Bureau régional à Dakar
CNS	Conseil national de la statistique
DAE	Directrice Adjointe de OEV
DE	Directrice de OEV
EDS	Effets directs stratégiques
GBF	Gouvernement du Burkina Faso
GRI	Groupe de référence interne
GNUE	Groupe des Nations Unies pour l'évaluation
HCR	Haut-Commissaire pour les réfugiés
ODD	Objectifs de développement durable
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisations non gouvernementales
PAM	Programme alimentaire mondial
PBB	Plan basé sur les besoins
PUS-BF	Programme d'urgence pour le Sahel
PSP	Plan stratégique de pays
PSPPT	Plan stratégique de pays provisoire de transition
RGPH	Recensement général de la population et de l'habitation
RNV	Rapport National Volontaire
SIG	Service d'Information du Gouvernement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNISS	Stratégie intégrée des Nations Unies dans la région du Sahel
UNSD	Division de la statistique des Nations Unies

Bureau de l'évaluation

Programme alimentaire mondial

Via Cesare Giulio Viola 68/70

00148 Rome, Italie

Tél.: +39 06 65131 wfp.org